

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1946-1947.

SÉANCE DU 18 JUIN 1947.

Rapport de la Commission du Travail et de la Prévoyance Sociale chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1947.

(Voir les nos 4-XIV, 216, 297 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 20, 21, 22 et 29 mai 1947); le n° 163 (session de 1946-1947) du Sénat.)

Présents : M. JAUNIAUX, président; Mlle BAERS, M. BROECKX, Mme CISELET MM. COECKELBERGH, GABRIEL, JESPERS, MOULIN, NEELS, VAN LAERHOVEN, WALLAYS et MERTENS, rapporteur.

SOMMAIRE.

	Pages.
CHAPITRE PREMIER. — INTRODUCTION	2
CHAPITRE II. — LA RÉPARATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES	5
CHAPITRE III. — LES ESTROPIÉS ET MUTILÉS	9
CHAPITRE IV. — L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL	13
CHAPITRE V. — LES RELATIONS INDUSTRIELLES	16
CHAPITRE VI. — LES « ATTACHÉS SOCIAUX »	20
ANNEXE I	22
ANNEXE II	23
ANNEXE III	26
ANNEXE IV	34
ANNEXE V	56
ANNEXE VI	58
ANNEXE VII	66

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le rapport de votre Commission présenté l'année dernière au sujet des budgets 1945 et 1946 du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, l'accent a été mis sur la transformation considérable qui s'était opérée dans la législation sociale de notre pays par l'instauration du régime de la Sécurité nationale. Nul doute que personne ne s'étonnera que, cette année encore, le rapport relatif au budget de 1947 se présente sous le signe de ce régime, de cette œuvre grandiose dont la Belgique a le droit de s'honorer.

Pourtant, une remarque préliminaire s'impose. Le budget de 1947 ayant, en premier lieu, été traité à la Chambre des Représentants, non seulement un très important rapport a été présenté par le rapporteur M. Spinoy, mais à ce rapport ont été annexées 55 questions qui ont donné lieu à des réponses souvent très détaillées et amples.

Votre Commission a donc estimé qu'il fallait, dans le présent rapport, pour autant que cela était possible, éviter de traiter les questions déjà soulevées à l'autre Chambre et c'est pourquoi elle se permet de recommander à tous les membres du Sénat l'étude du remarquable rapport de M. le rapporteur Spinoy.

* * *

Il nous a paru utile de signaler, au seuil de notre rapport, comment l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1945, a été successivement appliqué à plusieurs catégories d'intéressés, qui ne tombaient point sous son application initiale. Les premiers furent les ouvriers mineurs, à qui, par un arrêté du 10 janvier 1945, fut appliquée cette nouvelle législation et ce avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1945. Les marins de la Marine marchande, par un arrêté du 7 février, obtenaient les mêmes avantages, de même qu'une certaine partie du personnel du Chemin de fer, ce par un arrêté du 29 mars 1945.

Deux catégories suivent notamment les travailleurs rémunérés au pourboire (arrêté du 28 septembre 1945) et les travailleurs des entreprises horticoles et forestières (arrêté du 29 septembre 1945), à qui l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 fut appliqué à partir du 1^{er} octobre 1945. Les travailleurs liés par un contrat de travail à domicile furent admis le 1^{er} décembre 1945, en vertu d'un arrêté du 30 septembre de la même année. Leur régime fut successivement étendu aux travailleurs de la vannerie à partir du 1^{er} janvier 1946 (arrêté du 30 septembre 1945) et à partir du 1^{er} avril 1946 aux travailleurs du vêtement (14 février 1946), de l'armurerie (21 janvier 1946), de la chaussure (29 janvier 1946) et tous les autres comme les quatre précédents (7 mars 1946).

Un arrêté du 3 janvier 1946 fit appliquer la législation aux marins de la pêche maritime à partir du 1^{er} janvier 1946.

Ensuite suivaient encore deux catégories à qui le régime fut appliqué à partir du 1^{er} janvier 1947, notamment les travailleurs des entreprises agricoles (5 novembre 1946) et le personnel de la navigation intérieure (31 décembre 1946).

* * *

Notons encore que, par arrêtés du Régent, furent successivement créées des commissions de contrôle entrant en vigueur le 27 juillet 1945 pour les

diamantaires, les 27-28 août 1945 pour les ouvriers du port, le 9 février 1946 pour les réparateurs de navires, le 30 mars 1946 pour les employés et le 12 juillet 1946 pour les ouvriers.

Une autre extension de la législation fut décidée, instaurant la sécurité d'existence pour les travailleurs du port.

Pour ce qui concerne les améliorations substantielles apportées à la législation relative aux estropiés et mutilés, nous nous bornons à renvoyer au rapport de M. le député Spinoy.

La sécurité dans les mines de charbons a fait, au sein de la Commission, l'objet de certaines demandes. Les membres s'intéressaient vivement aux mesures prises pour combattre l'invalidité prématurée des mineurs. A ce sujet, il est intéressant de se rendre compte de l'effort déjà accompli par le Conseil supérieur de l'hygiène des mines. Le Département nous a fait parvenir une note que nous annexons sous le n° V au présent rapport.

Au Département même, sur les instructions de M. le Ministre, deux projets d'arrêté ont été établis, l'un portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs des mines, minières et carrières souterraines, l'autre instituant au sein de celles-ci des organes de sécurité et d'hygiène (services et comités).

Le premier comporte quatre grands chapitres :

a) *Installations sanitaires* (vestiaires, lavoirs avec bains-douches, réfectoires et communs);

b) *Contrôle sanitaire du personnel* (examens médicaux d'embauchage, de tutelle des adolescents et de dépistage des maladies professionnelles);

c) *Moyens sanitaires de protection individuelle* (dispositions de cadre permettant au Ministre compétent de prescrire les dits moyens dans les cas où ils sont jugés nécessaires, à savoir un vêtement de travail approprié, un masque, une préparation dermatologique isolante, etc.);

d) *Moyens de premiers soins médicaux en cas d'accident ou d'indisposition*, y compris les dépôts d'appareils respiratoires spéciaux destinés aux opérations de sauvetage.

En somme, toutes ces dispositions sont semblables, dans les grandes lignes, à celles, correspondantes, du règlement général pour la protection du travail prérappelé, si ce n'est qu'elles ont été adaptées au cas très particulier des exploitations dont question. Toutefois, l'examen à l'embauchage des ouvriers mineurs est plus sévère, en raison du risque manifeste de pneumoconiose auquel ils sont soumis. Il comporte, dans tous les cas, un examen radiologique des poumons.

Le second projet reprend les dispositions de l'arrêté du Régent du 3 décembre 1946, instituant des organes de sécurité et d'hygiène dans les entreprises industrielles et commerciales, ainsi que dans les services et établissements publics ou d'utilité publique, avec, également, les adaptations nécessaires pour les exploitations minières visées.

Ces deux projets ont été approuvés par le Conseil supérieur d'hygiène publique et par le Conseil des Mines.

La traduction et la dactylographie de ces arrêtés sont déjà assez avancées. Mais, comme leurs textes sont très longs et que, d'autre part, ils devront être approuvés par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, par M. le Ministre du Charbon et par M. le Ministre de la Santé Publique et de la Famille avant d'être soumis à la signature du Prince Régent, on ne pense pas que, dans la conjoncture la plus favorable, ils puissent être publiés avant deux bons mois.

* * *

Le rapporteur de la Chambre a aussi amplement détaillé les difficultés ayant surgies à propos de l'application, dans le cadre de la sécurité sociale, de l'assurance maladie-invalidité entre le Fonds national et les médecins. Ici aussi nous renvoyons au rapport de la Chambre; après avoir présenté deux simples remarques.

La première concerne le secret professionnel. Celui-ci s'impose impérieusement dans l'intérêt du malade. Nous pensons, par exemple, aux résultats acquis dans les laboratoires, devant être portés à la connaissance du docteur traitant. On pourrait citer de nombreux cas, dont il est dans l'intérêt de la personne examinée que le résultat de l'examen soit uniquement connu par les médecins en cause. Par exemple, en cas de la réaction d'Aschheim-Zondek.

Si l'on discute encore en vue d'un accord général possible entre l'assurance et le corps médical, nous notons avec satisfaction, dès maintenant, qu'il y a accord pour édicter des règles garantissant le secret professionnel.

Deuxième remarque : on a déjà, tout au moins dans une certaine mesure, permis aux médecins traitant un malade de la sécurité sociale de prescrire des spécialités, la péniciline, par exemple, avec remboursement complet par l'assurance. Il y a d'autres spécialités indispensables pour une bonne thérapeutique. Il nous a été affirmé qu'une commission de professeurs d'université élabore la liste de ces spécialités, qu'une première partie de cette liste va être publiée par le Fonds national de l'assurance maladie et invalidité (F.N.A.M.I.).

Dès lors, les spécialités de ce genre pourront être prescrites et être remboursées dans les mêmes conditions que les prescriptions magistrales. Nul doute que tout le monde se réjouira de cette bonne nouvelle.

En ce qui concerne les différends entre le Fonds national et les médecins, formons le vœu que bientôt, dans l'intérêt de tous, une entente féconde puisse s'établir.

* * *

Les dépenses sociales prévues dans le budget du Département du Travail et de la Prévoyance Sociale; l'application de la loi du 10 juin 1937 relative aux allocations familiales aux travailleurs non salariés; la part de l'Etat dans les dépenses pour la sécurité sociale et les frais d'administration des organismes dépendant de l'Office National de la Sécurité Sociale ont également fait l'objet, au sein de la Commission, de demandes de renseignements. Afin de satisfaire aux désirs exprimés, nous publions, en annexes I, II et III, les chiffres et les précisions que M. le Ministre a bien voulu nous faire parvenir.

Et pour terminer le présent chapitre, nous faisons suivre, comme annexe IV, le tableau des améliorations apportées, depuis la libération, aux prestations fournies dans le cadre de la législation et de la sécurité sociales. Nous avons la conviction que tout commentaire sera superflu.

La Réparation des maladies professionnelles.

Parmi les problèmes compris dans les attributions du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, et qui sont d'une importance considérable et même grave, est celui de la réparation des maladies professionnelles.

Pendant de très longues années, les milieux ouvriers avaient fait valoir la nécessité de la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles. Même plus, on estimait généralement qu'il était indispensable que les maladies professionnelles soient considérées au même titre que les accidents de travail et que, par conséquent, la même réparation devait être assurée aux victimes. Déjà lors de la discussion de la loi de 1903 sur la réparation des accidents du travail — loi qui a fait ses preuves — l'idée avait été émise, mais non retenue, d'y intéresser également les victimes de maladies professionnelles. A cette époque, la question n'était pas encore mûre.

Le 10 juin 1925 fut adoptée à Genève, par la Conférence Internationale du Travail, une convention visant à la réparation des maladies professionnelles. Cette convention contenait une première liste de trois maladies professionnelles, qui, en 1934, furent portées à dix, lors de la révision de la dite convention. Celle-ci stipule qu'en cas de maladie professionnelle l'indemnité à payer à la victime ne peut être inférieure au montant accordé en cas d'accident de travail.

La Belgique ayant ratifié la Convention de 1925, le Parlement vota la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, promulguée par sa publication au *Moniteur Belge* du 12 août 1927. L'article 2 de cette loi du 24 juillet 1927 prévoit qu'un arrêté royal dresse la liste des maladies. C'est ainsi qu'en 1932 six maladies furent ajoutées à la première liste de trois, à partir de 1936 une dixième maladie a été admise à la réparation.

Voilà donc vingt ans que cette loi est entrée en vigueur, et que. — par son application, — elle a prouvé répondre à un réel besoin. Il nous paraît donc utile de faire le point au moment où cette expérience de près de vingt ans semble indiquer, sinon prouver, que la question attirera bientôt plus que dans le passé l'attention de ceux qui se préoccupent particulièrement de la santé des travailleurs, en considération de la gravité des dangers que certaines industries présentent du point de vue maladies professionnelles.

Un arrêté-loi du 9 juin 1945 a modifié certaines dispositions de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Il fallait donc mettre la législation relative aux maladies professionnelles en concordance avec les dispositions de la loi de 1903. C'est à cela que tend l'arrêté-loi du 20 septembre 1945, qui, en même temps, a obvié à certaines lacunes que la pratique de l'assurance du risque de maladies professionnelles avait fait apparaître.

Il peut donc être utile de donner les résultats de l'application de la loi du 24 juillet 1927, en les faisant précéder par quelques traits caractéristiques de la loi même. Ne sont assujettis à celle-ci que les employeurs dans les usines et ateliers desquels le personnel est exposé à une des dix maladies prévues, notamment : 1° l'intoxication par le plomb; 2° l'intoxication par le mercure; 3° l'infection charbonneuse; 4° l'intoxication par les hydrocarbures; 5° l'intoxication par le phosphore; 6° l'intoxication par l'arsenic; 7° l'intoxication par le sulfure de carbone; 8° les troubles pathologiques dus au radium; 9° les affections épithéliomateuses de la peau; 10° les pneumoconioses déterminés par les poussières industrielles.

Le taux des cotisations dues par les employeurs assujettis est annuellement fixé par arrêté royal sur proposition d'un comité technique adjoint au Fonds de prévoyance créé en vertu de la loi. Tenant compte des désirs des employeurs susceptibles d'être assujettis à la loi que le Gouvernement de 1927 avait l'intention de proposer au Parlement, il ne fut pas prévue une solidarité égale pour tous les industriels, et c'est pourquoi la loi du 24 juillet 1927 détermine que le taux des cotisations serait plutôt en fonction des risques à courir. Par conséquent, les taux sont fixés, en principe, en fonction *a)* des dépenses occasionnées par la réparation des dommages causés par chaque maladie, et *b)* pour chaque maladie, par catégorie d'industries assujetties d'après les charges occasionnées par celles-ci.

Le Conseil d'administration du Fonds de prévoyance, composé de cinq membres, dont un est choisi parmi les groupements les plus représentatifs des employeurs des industries intéressées, et un parmi les groupements les plus représentatifs des travailleurs de ces industries, auxquels trois membres sont adjoints, plus un conseiller médical et un conseiller juridique, accorde la réparation aux victimes de maladies professionnelles et en détermine l'importance, naturellement dans les limites fixées par la loi. Il statue aussi au sujet de la revision des indemnités acquises.

Il gère, en outre, les capitaux constitués dont les intérêts doivent assurer le payement des indemnités.

Un arrêté-loi du 22 juin 1946 octroie des allocations supplémentaires à certaines catégories de victimes de maladie professionnelle ou à leurs ayants droit. Cet arrêté a pour but de compenser l'insuffisance des allocations ou des rentes qui ont été calculées, à une époque parfois éloignée, sur la base de salaires devenus modiques par comparaison aux taux actuels. L'arrêté s'occupe exclusivement des victimes d'une incapacité permanente supérieure à 30 % et de certains ayants droit d'une victime de maladie professionnelle.

Toujours conformément à la Convention internationale, les majorations d'allocation ou de rente ont été fixées aux mêmes montants que ceux prévus en faveur des victimes d'accidents du travail (arrêté du 16 octobre 1945). Ces améliorations ont été accordées avec effet rétroactif au 1^{er} février 1946. Au moment de la publication de l'arrêté du 22 juin 1946, la mesure intéressait 116 victimes et 94 ayants droit.

*
* *

Un autre fait est digne d'être signalé en rapport avec la loi sur la réparation des maladies professionnelles. Lorsque le projet, qui est devenu la loi du 24 juillet 1927 venait en discussion au Sénat, M. Joseph Wauters, à cette époque Ministre de l'Industrie et du Travail, exposait que l'article 15 prévoyait des délais préfix dans lesquels les victimes de maladies professionnelles, ou les ayants droit de celles-ci devraient introduire leur requête. Ces délais couraient, en principe, à compter de la date de l'abandon du métier ou de la profession où la maladie a été constatée. Un membre de l'Assemblée s'est levé pour demander qu'on ne se désintéresse pas des anciens travailleurs, victimes de maladies professionnelles, qui se trouveraient exclus du bénéfice de la loi, parce que l'abandon du travail remontait à une date dépassant les délais stipulés. M. le Ministre Wauters promettait alors, pour ceux-ci, un secours à charge du budget de l'Etat.

En 1929, le budget du Ministère de l'Industrie et du Travail porte, pour la première fois, sous la rubrique « Subventions », un article accordant 20.000 fr. « pour permettre au Fonds de prévoyance de venir en aide à des victimes de maladie professionnelle qui ne se trouvent pas dans les conditions requises par la loi pour avoir droit aux allocations. » Ce crédit est, depuis lors, annuellement renouvelé pour des montants variables. On lui a donné le nom de « Fonds spécial. »

En pratique, lorsque l'enquête du Fonds de prévoyance établit l'existence d'un cas de maladie professionnelle et que la victime ou ses ayants droit sont exclus du bénéfice de la loi du 24 juillet 1927, il propose à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale de consentir un secours aux intéressés. Celui-ci a toujours été accordé. Il s'élève actuellement à 500 francs par mois pour une victime en incapacité permanente totale du travail; à 300 francs pour une victime en incapacité permanente partielle évaluée à 50 % au moins; à 300 francs par mois à la veuve d'un travailleur et à 150 francs par mois à un orphelin, ce jusqu'à sa dix-huitième année. M. le Directeur du Fonds de prévoyance a proposé à M. le Ministre de revoir et de relever ces taux.

Le service de ces secours est fait par le Fonds de prévoyance, qui, en fin d'année, en présente le compte au Gouvernement. Les dépenses se sont élevées à 9.000 francs pour l'année 1941; 23.000 francs pour 1942; 39.000 francs pour 1943; 61.000 francs pour 1944; 157.000 francs pour 1945 et 197.000 francs pour 1946. Le nombre des bénéficiaires est actuellement de 34.

Afin de compléter utilement ces quelques considérations, nous avons demandé à M. le Directeur du Fonds de prévoyance de nous fournir un certain nombre de statistiques, que nous faisons suivre ci-après. Dans ces tableaux, il y a certes quelques lacunes, dues au fait que la documentation des premières années du Fonds répondait bien à des besoins du moment, mais qui ne permet pas toujours de fournir des renseignements complets. C'est ainsi que certaines rubriques ne concernent que des périodes limitées. Toutefois, tels quels, ces tableaux donnent une vue d'ensemble très intéressante.

En les étudiant, plusieurs questions viennent à l'esprit. Ainsi avons-nous posé la question : « Quelle est la proportion normale du nombre des sinistres par catégorie », à quoi M. le Directeur du Fonds de prévoyance a bien voulu nous fournir les commentaires suivants :

« La fréquence et la gravité des sinistres est éminemment variable; elle ne répond à aucune loi.

» On constate pour une même maladie des sinistres survenant sporadiquement et, d'autres fois, apparaissant comme un « tirage en grappe », c'est-à-dire des séries de sinistres surgissant dans une même industrie, voire dans une même entreprise. Dans ces cas, il y a toujours une cause qui réside dans les conditions de travail.

» Il en existe des exemples :

» a) dans l'industrie de l'héliogravure en 1934, emploi de produits dont la nocivité n'était pas connue;

» b) dans les entreprises faisant le découpage au chalumeau de pièces métalliques enduites de peinture au plomb; en 1939, divers ouvriers occupés à la démolition des ponts effondrés sur le canal Albert et d'un pont sur la Meuse à Liège ont été atteints de saturnisme;

» c) en 1942, une série d'intoxications par le sulfure de carbone dans des fabriques de soie artificielle qui, par suite de la guerre, avaient dû utiliser des bois de qualité inférieure et aussi limiter la ventilation des ateliers pour satisfaire aux « verordnungen » relatives à l'occultation.

» Des mesures d'hygiène et de contrôle ont chaque fois réduit brusquement le nombre de sinistres.

Il est à observer, d'autre part, que lors de l'inscription d'une nouvelle maladie ou d'une nouvelle profession, le Fonds de prévoyance doit accueillir une série d'anciens travailleurs qui ont contracté la maladie professionnelle avant la reconnaissance du droit à réparation, ce qui influence les statistiques des premières années.

» Comme le droit à réparation a été étendu progressivement depuis 1927, aux conséquences de nouvelles maladies et pour certaines maladies, à de nouvelles catégories de travailleurs, les statistiques ne présentent aucune stabilité.

» Enfin, la masse des cas formant les statistiques, ainsi que la variété des sinistres en nature et en gravité empêchent tout travail de statistique sérieux et enlèvent toute valeur aux conclusions qu'on essaierait d'en tirer.

» S'il est permis d'émettre une opinion, on constate, d'une manière générale, la régression :

» a) des cas d'intoxication par le plomb; ceci est imputable notamment au manque de matières premières dans les usines à zinc et à plomb; à la réduction de l'emploi de la céruse en peinture; enfin, à l'interdiction de l'emploi du plomb pour certains travaux (par exemple, émaillage au poudré);

» b) des cas d'intoxication par les hydrocarbures volatils; ceci est dû à des mesures d'hygiène et à l'interdiction de l'emploi de certains produits pour des travaux déterminés (héliogravure, par exemple);

» c) des cas d'infection charbonneuse; le risque résulte principalement du travail d'os, de peaux, de crins importés d'Asie ou d'Afrique. Ces importations ayant cessé dès 1940, le nombre de sinistres a baissé immédiatement.

Il faut souligner aussi qu'une meilleure réglementation de l'hygiène du travail et son contrôle, ainsi que l'éducation des travailleurs ont contribué à diminuer le nombre de cas de maladies professionnelles.

» Il existe cependant des maladies contre lesquelles il n'existe pas, jusqu'à présent, une prévention réellement efficace; notamment la pneumoconiose. »

Notons, à ce sujet, que le Conseil d'administration du Fonds de prévoyance, judicieusement et efficacement aidé par un certain nombre de dévoués médecins-spécialistes en la matière, porte toute son attention sur la nécessité de découvrir et de faire admettre les mesures préventives pouvant soit diminuer autant que possible, soit faire disparaître entièrement les causes des maladies professionnelles constatées.

De plus en plus, les maladies professionnelles — occasionnées par l'emploi dans l'exercice du métier de produits nocifs — sont mis sur le même pied que les accidents de travail. L'expérience faite les vingt dernières années par l'application de la loi du 20 juillet 1927 sera, sans doute, d'un grand appui lorsque la fusion de cette loi avec celle de 1903 tendant à la réparation des dommages résultant des accidents du travail sera considérée. Il en sera de même si, lors de la discussion par le Parlement de la loi définitive de la Sécurité sociale, il était alors question d'y incorporer l'assurance des deux risques : maladies professionnelles et accidents de travail.

Pour conclure, nous reproduisons ci-après (annexe V) quelques cinq tableaux relatifs au nombre des employeurs assujettis et des ouvriers déclarés; aux requêtes reçues et retenues; à la gravité des sinistres à l'origine; aux indemnités payées (en milliers de francs) et à la réparation par maladie admise à la réparation.

Les Estropiés et Mutilés.

Après la première guerre mondiale, au moment où, dans la reconstruction économique de notre pays, on se penchait sur ceux que la grande tourmente avait marqué de son empreinte, des voix s'élevaient pour soutenir et encourager une catégorie de citoyens ayant été particulièrement frappés par le destin, notamment les estropiés et les mutilés.

Au mois de juillet 1922, M. le député Fischer prenait l'initiative de déposer une proposition de loi, portant création d'un Office et d'un Fonds spécial. Cette proposition avait pour but de venir en aide à une catégorie d'indigents frappés d'une incapacité partielle ou totale de travail résultant d'infirmité congénitale, de graves accidents ou bien encore d'un dépérissement physique qui ne serait pas conséquence directe du travail. Cette proposition tendait d'abord à encourager les jeunes estropiés fréquentant les instituts de rééducation professionnelle et ensuite soutenir efficacement ceux dont l'âge ne permettait plus de se réadapter.

Rendue caduque par la dissolution des Chambres, la proposition fut représentée en juillet 1925 et, après avoir subi d'importantes modifications, elle fut finalement adoptée en septembre 1928 par la Chambre, le 1^{er} décembre 1928 par le Sénat.

On avait prévu 10.000 requérants, mais il s'avéra bientôt que ce nombre serait largement dépassé. Et en effet, un an après l'entrée en vigueur de la loi, plus de 40 mille requêtes avaient été introduites, pour atteindre 87.950 à la fin de l'année 1933.

Jusqu'au 1^{er} juillet 1933, la Commission des allocations aux estropiés et mutilés octroya :

Pendant le deuxième semestre 1929 : 18.200.000 francs à 23.750 bénéficiaires;

Pendant l'année 1930 : 39.615.000 francs à 29.700 bénéficiaires;

Pendant l'année 1931 : 47.421.000 francs à 38.800 bénéficiaires;

Pendant l'année 1932 : 49.260.000 francs à 36.150 bénéficiaires;

Pendant le premier semestre 1933 : 23.230.000 francs à 34.200 bénéficiaires.

En janvier 1932, le nombre imprévu des requêtes, le nombre des bénéficiaires, les charges importantes, ainsi que la constatation d'abus que le Fonds des estropiés et mutilés n'était pas parvenu à empêcher, amena le Gouvernement à revoir la question, et même à déposer un projet de loi, modifiant la loi du 1^{er} décembre 1928, particulièrement en vue de supprimer les abus et de réduire le nombre des bénéficiaires qui n'étaient pas ou plus à même d'être rééduqués. Ce projet ne fut jamais discuté, mais, par contre, le Gouvernement prit, le 31 mai 1933, un arrêté-loi réduisant :

1^o de 5 % le montant de l'allocation;

2^o excluant les femmes mariées lorsque la cause de l'infirmité était antérieure au mariage;

3^o limitant l'âge maximum de l'estropié à 40 ans;

4^o portant de 30 à 40 % le taux minimum de l'incapacité permanente;

5° supprimant l'Office et le Fonds spécial en transférant le service des allocations pour estropiés et mutilés au Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Par l'application de cet arrêté-loi, 11.000 bénéficiaires furent exclus du bénéfice de l'allocation, ramenant les dépenses aux sommes suivantes :

Pendant le deuxième semestre 1933 : 15.700.000 francs pour 23.100 bénéficiaires;

Pendant l'année 1934 : 30.920.000 francs pour 22.100 bénéficiaires;

Pendant l'année 1935 : 31.108.000 francs pour 22.300 bénéficiaires;

Pendant l'année 1936 : 30.939.000 francs pour 22.000 bénéficiaires.

Les véhémentes protestations de la part des organismes groupant les estropiés, mutilés, etc. avaient pour première conséquence la suppression de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 31 mai 1933, excluant du bénéfice de l'allocation les personnes non éducatibles ou non rééducatibles.

La loi du 22 décembre 1936 supprime la réduction de 5 % appliquée sur le montant des allocations.

La loi du 10 juin 1937 constituait une nouvelle amélioration. En effet, elle rétablit le droit à l'allocation :

- a) aux estropiés âgés de plus de 40 ans, ce jusque 65 ans;
- b) aux femmes mariées;
- c) aux estropiés atteints d'une incapacité permanente d'au moins 30 % au lieu de 40 %;

d) à certains estropiés déjà bénéficiaires d'une indemnité allouée conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil.

Ensuite, elle permet aux estropiés, bénéficiaires de l'allocation :

- a) de solliciter le remplacement de leur allocation par l'octroi d'un capital ou par une somme destinée à l'acquisition d'appareils de prothèse;
- b) qui n'étaient pas obligatoirement soumis aux dispositions d'une des lois d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, de bénéficier des versements minima que doivent opérer les assurés libres aux termes de la loi du 14 juillet 1930;
- c) de prendre son recours auprès du Ministre contre les décisions de la Commission, droit qui n'avait jamais été reconnu par les législations précédentes.

L'application de cette loi porta le nombre des bénéficiaires à environ 30.000 en 1937, et à 31.000 en 1938. Les charges annuelles furent, pour 1937, environ 38 millions de francs, pour atteindre plus ou moins 43 millions de francs pour les années 1938 à 1944.

Depuis la libération, toute une série d'améliorations a été apportée au régime de la loi du 10 juin 1937, ce qui a porté les dépenses pour 1945 à 81.906.012 fr. pour 1946 à 129.200.000 francs, alors que le crédit demandé pour 1947 s'élève à la somme de 259.300.000 francs.

Ces améliorations résultent des arrêtés suivants :

1^o Arrêté-loi du 27 octobre 1944, portant le montant de l'allocation de 2.250 à 4.500 francs pour une incapacité permanente de 100 %, avec application à partir du 1^{er} octobre 1944;

2^o Arrêté-loi du 21 septembre 1945, portant le montant de l'allocation de 4.500 à 7.500 francs, avec effet au 1^{er} octobre 1945, ce qui représente une majoration de 233 % par rapport aux taux d'avant guerre.

Cet arrêté prévoit aussi toute une série d'autres améliorations substantielles. Par exemple :

a) l'abandon de la notion de l'état de besoin en faveur des estropiés-élèves qui suivent des cours d'éducation ou de rééducation dans les instituts spéciaux ou écoles professionnelles, et aussi en faveur de tous les estropiés-apprentis qui font l'effort d'apprendre ou de réapprendre un métier.

Cette disposition a pour but d'inciter tous les jeunes estropiés éducatibles ou rééducables à suivre les cours d'instituts spéciaux, d'établissements scolaires de tout ordre et d'apprendre un métier.

L'allocation d'estropié a été accordée de droit aux jeunes à partir du 1^{er} janvier 1946, sans qu'il soit tenu compte de leurs ressources personnelles ou celles de leurs parents.

On évalue à environ 3.000 le nombre des jeunes estropiés bénéficiant de cette mesure;

b) les assurés bénéficiaires de l'allocation d'estropié privés de leur pension de vieillesse pour manque ou insuffisance de versements, considérés comme assurés libres et arrivés à l'âge de la pension, sont censés d'avoir effectué les versements légaux à leur compte de retraite, pendant toute la période pendant laquelle ils ont touché l'allocation d'estropié.

Cette mesure a permis à plus de 3.000 anciens bénéficiaires de l'allocation d'estropié et à leurs ayants droit éventuels, de toucher la majoration de rente de vieillesse à partir du 1^{er} février 1945, s'ils avaient introduit une demande en revision au Receveur des contributions avant le 1^{er} janvier 1946. Tous les intéressés en ont été avertis par des instructions précises.

Néanmoins, à partir de l'année 1946, tous les bénéficiaires de l'allocation d'estropié — assurés libres — doivent effectuer à leur charge les versements prévus. Il leur a été conseillé de s'inscrire à une société mutualiste de retraite de leur choix.

3^o Arrêté-loi et deux arrêtés du Régent, approuvés en Conseil des Ministres le 14 novembre 1946.

La législation antérieure imposait à la Commission des allocations l'obligation d'appliquer des règles dont le caractère relevait d'une notion de la bienfaisance publique.

Les nouvelles dispositions se rapprochent plutôt d'une notion d'assistance sociale et, en tout cas, s'orientent nettement vers le but social défendu par le législateur de 1928.

C'est ainsi, par exemple, que ces dispositions prévoient que :

a) pour l'estropié travailleur il ne sera plus tenu compte que de ses seules ressources professionnelles sur la base des salaires minima fixés par la Conférence nationale du Travail, ce qui permet aux estropiés qui font l'effort de travailler ou de se maintenir au travail de pouvoir bénéficier de l'allocation en complément du salaire perdu en raison de leur infirmité;

b) contrairement aux anciennes dispositions, la composition du ménage et la notion de l'état de besoin ne sont plus fixées qu'en tenant compte des nouveaux principes suivants :

Pour les estropiés mariés : les seules ressources du requérant et, éventuellement, de son conjoint (20.000 + 6.500) + 4.500 francs par enfant à charge;

Pour les estropiés majeurs et célibataires, vivant avec leurs parents, ou en famille, ou hospitalisés, leurs ressources personnelles (18.500 francs);

Pour l'estropié mineur d'âge et célibataire, les ressources de ses parents (père + mère) — (20.000 + 6.500) + 4.500 francs par enfant à charge.

Les chiffres fixés pour déterminer le plafond des ressources sont ceux du barème d'avant-guerre, multipliés par le coefficient 3, parce qu'il a été tenu compte de ce que déjà, avant la guerre, les chiffres du barème étaient considérés comme insuffisants.

Le calcul des ressources comporte notamment certaines immunisations, à savoir : les allocations familiales, les rentes alimentaires, le revenu cadastral de la seule maison occupée et dont l'estropié ou ses parents sont propriétaires, les secours ordinaires des commissions des assistances publiques (sauf les secours civils, etc.).

Les dispositions de l'arrêté-loi du 4^{er} décembre 1946 permettent le paiement direct des allocations aux intéressés dans le mois qui suit les décisions prises par la Commission des allocations. Elles prévoient que les taux des allocations aux estropiés sont fixés par équivalence avec les taux des allocations octroyées aux anciennes victimes d'accidents de travail, de telle façon qu'un estropié dont l'incapacité permanente a été fixée à 100 % bénéficie d'une allocation annuelle de 14.000 francs.

Les dispositions de l'arrêté du Régent du 5 décembre 1946 fixant le mode de calcul des allocations d'estropiés, ont pour but de calculer les nouveaux montants d'allocations, sur la base du principe de l'arrêté du 14 octobre 1945, à propos des allocations octroyées aux anciennes victimes d'accidents de travail.

A l'avenir, le taux des nouvelles allocations est fixé comme suit :

120 francs par degré d'incapacité de 30 à 55 %;
130 francs par degré d'incapacité de 60 à 75 %;
140 francs par degré d'incapacité de 80 à 100 %.

Il en résulte que les taux des allocations ainsi calculés s'élèvent à :

30 %, soit $30 \times 120 = 3.600$ au lieu de 2.250 francs;
60 %, soit $60 \times 130 = 7.800$ au lieu de 4.500 francs;
80 %, soit $80 \times 140 = 11.200$ au lieu de 6.000 francs;
100 %, soit $100 \times 140 = 14.000$ au lieu de 7.500 francs.

Ces mesures sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1947.

Il convient de faire remarquer qu'en plus des dispositions d'ordre légal précitées, le nouveau cadre du Service des estropiés prévoit une section médico-sociale, composée d'assistantes sociales dont les principales attributions consistent à dépister tous les jeunes estropiés, bénéficiaires de l'allocation et dont l'infirmité permet de promouvoir leur éducation ou leur rééducation professionnelle. Entrent les premiers en ligne de compte les jeunes estropiés âgés de 14 à 21 ans.

Notons aussi que, le 4 mai 1946, le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants un projet de loi tendant à la constitution d'un Fonds de reclassement professionnel et social des invalides et dont les dispositions obligeront l'industrie privée ainsi que les administrations publiques à prendre ou à maintenir en service un nombre à déterminer d'invalides, qu'elles que soient la nature ou l'origine de leur infirmité.

Jusqu'ici, rien n'est connu des travaux que la Commission compétente aurait entrepris.

A la Commission, des plaintes ont été entendues à propos du retard apporté dans le paiement des allocations octroyées par la Commission des allocations.

Il résulte des renseignements obtenus du Département intéressé que ces retards sont la conséquence des complications d'ordre administratif et comptable auxquelles doit se soumettre le Service des estropiés et mutilés à l'occasion de la mise en paiement des premiers termes de l'allocation d'estropié.

Ces allocations doivent être soumises au visa préalable de la Cour des Comptes avant d'être payées aux intéressés. Cette formalité provoque des retards de plusieurs mois dans le paiement.

C'est pour éviter ces inconvénients préjudiciables aux intéressés que le Gouvernement a pris l'arrêté-loi du 1^{er} décembre 1946 (*Moniteur* du 4 janvier 1947) stipulant que les allocations d'estropié seront payées directement aux intéressés par la voie d'ouvertures de crédits.

La légalité et l'opportunité de ces dispositions ayant été contestées par la Cour des Comptes, les ouvertures de crédits utiles au paiement des nouveaux admis par la Commission des allocations ont été refusées.

A la date du 15 juin, plus ou moins 3.500 nouveaux dossiers sont en souffrance en attendant le règlement du litige survenu entre le Département et la Cour des Comptes. Le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale en a fait allusion lors de son intervention à la Chambre au cours de la séance du 22 mai 1947.

Votre Commission estime qu'il y a lieu d'insister pour qu'une solution interviene à bref délai et que les mesures soient prises pour le paiement urgent des allocations.

L'Organisation internationale du Travail.

Dans son rapport sur les budgets du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour les exercices 1945 et 1946, votre Commission a mis en lumière comment l'Organisation internationale du Travail était le seul des organismes internationaux créés par le Traité de Versailles en 1919, ayant pu résister effectivement aux difficultés innombrables résultant de la deuxième guerre mondiale.

Depuis lors, deux événements d'une importance capitale sont venus marquer l'existence de cette admirable institution internationale. Le premier, d'ailleurs le plus important, concerne le Statut même de l'Organisation internationale du Travail. Celle-ci, dont l'établissement avait été convenu par la Conférence de la Paix réunie à Paris en 1919, voyait sa Constitution insérée, sous le chapitre XIII, dans le Traité de Versailles. Des relations organiques entre elle et la Société des Nations — également créé par ce même Traité — furent prévues et déterminées. Elles trouvent leur expression dans l'article 24 du Pacte de la Société des Nations et dans le Préambule et une dizaine d'articles de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

La deuxième guerre mondiale ayant bouleversé et modifié les relations internationales, les Nations-Unies ont convenu, en 1945, à San-Francisco, de créer une nouvelle organisation dont la constitution, la composition et l'activité ont été consignées dans une « Charte des Nations-Unies ». La nouvelle Organisation des Nations-Unies (O.N.U.) devait fatalement avoir pour conséquence la disparition de la Société des Nations, dont la liquidation fut effectivement prononcée le 18 avril 1946 à Genève, comme conclusion de la 21^{me} et dernière session de l'Assemblée.

Toutefois, dans la Charte de San-Francisco ne furent pas expressément prévus, comme cela avait été le cas dans le Pacte de la Société des Nations, des rapports organiques avec l'Organisation internationale du Travail. Néanmoins, les articles 57, 63 et 64 de la Charte de San-Francisco permettent à des Institutions internationales telles que l'Organisation internationale du Travail et autres, d'être reconnues par et même reliées à l'O.N.U.

Il fallait donc, en tout premier lieu, transformer la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, d'en faire disparaître tout ce qui avait trait à la Société des Nations et, autant que possible, la mettre en rapport avec la Charte de la nouvelle Organisation des Nations-Unies.

Les premières dispositions dans cette direction furent prises à Paris, au cours de la 27^e session de la Conférence internationale du Travail. Celle-ci adopta, le 5 novembre 1945, un « instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail ». Cet instrument avait pour but principal :

1^o de fixer la composition provisoire de l'Organisation internationale du Travail d'après les circonstances nouvelles;

2^o d'assurer le financement de l'Organisation;

3^o d'instaurer une procédure pour les modifications présentes et futures à la Constitution de l'Organisation;

4^o de rendre plus aisés les pourparlers avec le Conseil économique et social de l'O.N.U., organisme compétent pour la conclusion des accords fixant les conditions dans lesquelles les institutions internationales, prévues dans l'article 57 de la Charte de San-Francisco, pourront être reliées à l'O.N.U.

Cet instrument d'amendement, dûment ratifié par les Etats affiliés, permit alors au Directeur du Bureau international du Travail d'entamer les pourparlers avec le Conseil économique et social de l'O.N.U., qui aboutirent, le 30 mai 1946, à la signature à New-York d'un accord, devant entrer en vigueur dès qu'il serait approuvé par l'Assemblée générale des Nations-Unies et la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Le texte de cet accord est publié à la fin du présent rapport en annexe n° VI.

La XXIX^e session de la Conférence internationale, réunie à Montréal, approuva, le 2 octobre 1946, cet accord. L'Assemblée générale des Nations-Unies fit de même à New-York le 14 décembre de la même année. Ce même jour, l'accord est entré en vigueur, comme il est constaté par un protocole signé le 19 décembre 1946, d'une part par M. Trygve Lie, Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies, d'autre part par M. Edward Phelan, Directeur général du Bureau international du Travail.

A côté de l'acte si important que constitue l'approbation de l'accord de New-York pour l'avenir de l'Organisation internationale du Travail, la XXIX^e session de la Conférence à Montréal a pris deux autres décisions d'une importance considérable. En premier lieu, elle a fait subir une refonte complète à la Constitution, la transformant et la complétant dans bon nombre d'endroits, d'après les nouvelles nécessités et à la lumière de l'expérience fait depuis 1919, en y incorporant même la Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du Travail, adoptée à Philadelphie le 10 mai 1944. En second lieu, elle a approuvé pour le 29^e exercice financier prenant fin le 31 décembre 1947, le budget de dépenses et recettes de l'Organisation internationale du Travail s'élevant à 16.052.980 francs suisses (11.354.378 francs-or),

décidant en même temps que le budget des recettes des Etats membres sera réparti entre eux conformément au barème des contributions recommandé par la Commission des Finances des représentants gouvernementaux.

Dorénavant, et en vertu de l'article 13 de la nouvelle Constitution, ce sera la Conférence qui, à défaut d'un arrangement financier et budgétaire avec les Nations-Unies, approuvera le budget annuel et fixera l'assiette et le recouvrement des contributions, alors que les arrangements concernant la répartition des dépenses entre les membres de l'Organisation seront approuvés par une commission de représentants gouvernementaux.

*
* *

Le second des événements ayant marqué, depuis notre dernier rapport, la vie de l'Organisation internationale du Travail est l'instauration définitive d'un régime de Commissions d'industrie, à l'instar de l'expérience faite par la « Commission paritaire maritime », instituée après la deuxième session de la Conférence tenue à Gênes en 1920. Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail avait décidé, en 1945 d'instaurer sept « Commissions industrielles », concernant : 1^o les transports intérieurs; 2^o les charbonnages; 3^o l'industrie textile; 4^o la production du fer et de l'acier; 5^o la métallurgie; 6^o le bâtiment et les constructions civiles; 7^o la production et le raffinage du pétrole. Ces Commissions comptent respectivement 24, 11, 17, 14, 13, 19 et 12 pays intéressés qui sont représentés par des délégués des gouvernements, des patrons et des ouvriers.

Pour préparer efficacement les travaux de ces Commissions, on a créé aussitôt au Bureau international du Travail un nouveau « département des relations industrielles ».

Les sept Commissions ont déjà tenu, toutes, leur première assemblée, ayant à leur ordre du jour les deux questions suivantes : 1^o les problèmes sociaux durant la période de transition allant de l'état de guerre à l'état de paix; 2^o la future collaboration internationale en matière de politique sociale et les bases économiques de l'industrie en question. Ces premières assemblées eurent lieu dans l'ordre suivant : 1^o Charbonnages, Londres, en décembre 1945; 2^o Transport intérieurs, Londres, en décembre 1945 également; 3^o Production du fer et de l'acier, Cleveland (Etats-Unis), avril 1946; 4^o Métallurgie, Toledo-Ohio (Etats-Unis), mai 1946; 5^o Industrie des Textiles, Bruxelles, novembre 1946; 6^o Bâtiment et Constructions civiles, Bruxelles, décembre 1946; 7^o Production et Raffinage du pétrole, Los Angeles (Etats-Unis), février 1947.

Ces premières réunions ont enregistré des succès initiaux. Celles qui suivront conduiront à l'adoption par la Conférence internationale du Travail de « Conventions » et de « Recommandations qui auront de meilleures chances pour être ratifiées et transformées en législation nationale par les pays intéressés. Ce sera un bienfait, étant donné que la logique veut que seuls les pays intéressés dans ces questions seront appelés à ratifier. Cela évitera aussi les critiques constantes, mais partiellement injustifiées, en ce qui concerne le nombre trop peu élevé des pays ayant ratifié les Conventions adoptées par la Conférence internationale du Travail. Au cours des 29 sessions, 80 Conventions ont été adoptées, dont pour 13, le délai de présentation à l'autorité nationale compétente (un an à dix-huit mois) prévu par la Constitution n'est pas encore écoulé. Reste donc 67 Conventions dont seulement 53 sont entrées en vigueur, les autres, 14, n'ayant pas encore obtenues les ratifications nécessaires. Pour ces

53 Conventions, 930 ratifications ont, au total, été enregistrées par les 51 Etats étant membres pour 1947. Ce nombre est, certes, insuffisant, mais il serait injuste de perdre de vue que bon nombre de pays ne pourraient ratifier toutes les Conventions parce que non intéressés, c'est-à-dire non appelés à les traduire en législation nationale. Précisons notre affirmation par un exemple : Sur les 67 premières Conventions, 17 (donc plus de 25 %) concernent le travail et la protection des marins et les ouvriers des ports. Par conséquent, aucun des pays non maritimes n'est intéressé dans la ratification des ces 17 Conventions.

Sur une moindre échelle se présente la question pour toute une série de pays pour d'autres Conventions, par exemple celles concernant le travail des travailleurs indigènes. l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de charbon, le travail dans les verreries à bouteilles, les verreries à vitres automatiques, etc.

Or, il est à présumer que seuls les pays intéressés dans les travaux de ces sept Commissions industrielles (dont le nombre sera bientôt augmenté), qui y participent effectivement en vue de l'adoption de Conventions, seront éventuellement appelés à notifier ces dernières. Il résultera de tout cela un accroissement de l'activité et du nombre des résultats de l'Organisation internationale du Travail, ce qui permet d'augurer favorablement de l'avenir. Et si les présages ne nous trompent pas, l'Organisation internationale du Travail va connaître un nouvel essor !

* * *

Pour conclure ce chapitre, une dernière remarque en ce qui concerne la ratification des Conventions. Sur les 53 Conventions jusqu'ici entrées en vigueur, la Belgique n'en a ratifié que 33. Or, parmi les 20 autres, il y en a qui pourront certes être ratifiées, étant donné que notre législation sociale actuelle est ou bien conforme, ou bien va au-delà des conditions fixées par ces Commissions.

Notre pays doit, au bon renom dont il jouit dans les milieux de l'Organisation internationale du Travail, qu'il remplisse entièrement son devoir à l'égard de cette institution. Dès le début de celle-ci, la Belgique a effectivement participé à toute son activité; des ressortissants belges ont eu l'honneur de siéger depuis toujours au Conseil d'Administration du Bureau international du Travail; feu M. Ernest Mahaim, délégué gouvernemental, a dignement présidé ce Conseil le délégué ouvrier belge a eu l'insigne honneur d'y avoir été pendant treize ans un des deux vice-présidents. A la Conférence internationale du Travail, les délégués belges ont, à travers les ans, joué un rôle de premier plan. Et les assemblées d'une des sept Commissions industrielles récemment instituées, sont présidées par notre Ministre du Travail.

Nous osons espérer que M. le Ministre examinera donc à bref délai la possibilité de la ratification de toutes les Conventions dont le contenu correspond à notre législation nationale.

Les Relations industrielles.

Avant l'année 1914, les relations industrielles, c'est-à-dire les rencontres sur un pied d'égalité entre les délégués des organisations patronales et ceux des organisations ouvrières, n'étaient ni générales ni fréquentes dans notre pays. Le système des Commissions paritaires — qui, particulièrement depuis l'année 1936 ont pris un très grand développement — était chose inconnue en Belgique.

Ce fut après la première guerre mondiale que le Gouvernement a pris l'initiative de réunir en des Commissions les représentants patronaux et ouvriers. La première dénomination de ces Commissions était « Commission d'études pour la réduction de la durée du travail ». La toute première fut installée le 3 avril 1919 par le Premier Ministre de l'époque, M. Delacroix, et réunissait patrons et ouvriers de la Sidérurgie. Une autre Commission fut instituée pour les Mines, et installée le 23 avril 1919 par le Ministre de l'Industrie et du Travail d'alors, M. Jos. Wauters. Six jours plus tard, soit le 29 avril, les membres de cette Commission se réunissaient à nouveau et arrivaient à la conclusion suivante : « La journée de travail, définie par la loi du 31 décembre 1909, est réduite à 8 heures 30 à partir du 1^{er} juin 1919, et à 8 heures à partir du 1^{er} décembre 1919. » Mais cette même Commission élargissait bientôt le champ de son activité, car le 7 août 1919 elle se réunissait pour discuter les salaires dans les mines de charbons.

L'expérience faite étant considérée satisfaisante, elle fut étendue par la constitution d'un certain nombre de Commissions réunissant les délégués patronaux et ouvriers d'autres professions et industries, dont la première instituée par arrêté ministériel du 25 juin 1919 devait s'occuper des conditions de travail et de salaire de la Construction mécanique. Leur fonctionnement ayant donné l'occasion au Gouvernement de constater la grande utilité que l'existence de tels organismes présentait au point de vue des relations industrielles, il fut décidé d'apporter une amélioration assez sensible au système par la création de Commissions régionales et locales, même à certains moments de sous-commissions.

En outre, le 21 février 1924, parut un arrêté royal instituant au Ministère de l'Industrie et du Travail un service « chargé de questions relatives à l'institution, à l'organisation et au fonctionnement des comités paritaires nationaux et régionaux d'industries ».

Au cours de cette même année 1924, il y avait déjà 15 comités nationaux, ayant ensemble 21 sections. Ce nombre augmenterait alors lentement pour atteindre fin 1935 le chiffre de 26. Mais à partir de ce moment, une nouvelle impulsion fut donnée au système de sorte qu'au mois de mai 1940, il y avait pour l'ensemble des industries et des professions de notre pays, un total de 122 commissions paritaires nationales (54), régionales (49), professionnelles (18) et locales (1).

L'occupant, supprimant les syndicats ouvriers libres, dont les représentants siégeaient en même nombre que les représentants patronaux dans ces différentes Commissions paritaires, procédera également à la suppression de ces dernières.

Toutefois, aussitôt la liberté retrouvée au mois de septembre 1944, — et conformément au projet d'accord de solidarité sociale conclu dans la clandestinité par des personnes appartenant, d'une part, au monde industriel, d'autre part, aux organisations ouvrières — après une étude approfondie des problèmes ouvriers et des rapports devant s'établir entre employeurs et salariés pour réduire, autant qu'il est possible, les conflits du travail — le régime des Commissions paritaires reprenait pleinement et subissait même une grande extension.

Le 9 juin 1945, le Gouvernement prit un arrêté-loi fixant légalement le statut des Commissions paritaires.

Dans son rapport au Régent, M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale faisait ressortir que le rétablissement immédiat des Commissions paritaires dans l'indépendance retrouvée avait permis de résoudre les problèmes

parfois difficiles de la détermination des conditions de travail, dans un esprit d'entente et de compréhension réciproque entre représentants des chefs d'entreprises et représentants des travailleurs.

Il soulignait également que l'autorité des Commissions paritaires est fondée à la fois sur la confiance et le prestige dont jouissent leurs membres dans les organisations dont ils sont les dirigeants en même temps que les mandataires et sur le caractère représentatif de ces organisations qui est d'autant plus grand qu'elles ont été librement constituées par un très grand nombre de chefs d'entreprises et de travailleurs.

Le Ministre y ajoutait que l'arrêté-loi avait pour objet de consacrer cette autorité de fait par un statut légal.

La grande nouveauté, d'une importance considérable, de ce statut légal est le fait que des décisions prises, à l'unanimité, par les Commissions paritaires, peuvent à la demande de celles-ci ou d'une organisation représentative — être rendues obligatoires.

Cette mesure législative, de caractère général, avait en réalité déjà un pré-décesseur. En effet, le 16 avril 1945 était entré en vigueur l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à la force obligatoire des décisions de la Commission nationale mixte des Mines.

Depuis l'entrée en vigueur des arrêtés-loi du 16 avril et du 9 juin 1945, une douzaine d'arrêtés d'application sont entrés en vigueur. En voici la nomenclature

1. — ARRETE-LOI DU 16 AVRIL 1945 :

1^o Arrêté du Régent du 28 août 1946 (*Moniteur* du 4 septembre 1946) fixant les modalités de paiement du salaire aux ouvriers mineurs et assimilés pour huit jours fériés, pendant l'année 1946.

2^o Arrêté du Régent du 26 mars 1947 (*Moniteur* du 4 avril 1947) déterminant les modalités spéciales d'application de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 relatif aux vacances annuelles des travailleurs salariés, en ce qui concerne les ouvriers mineurs et assimilés.

3^o Arrêté du Régent du 26 juin 1946 (*Moniteur* du 6 octobre 1946) fixant les modalités de paiement du salaire à accorder pour huit jours fériés, pendant l'année 1946, aux ouvriers des carrières et des scieries de marbre.

4^o Arrêté du Régent du 8 mai 1946 (*Moniteur* du 24 mai 1946) fixant les modalités de paiement du salaire aux ouvriers pour le lundi de Pâques 1946.

5^o Arrêté du Régent du 9 mai 1946 (*Moniteur* du 24 mai 1946) fixant les modalités de paiement du salaire aux ouvriers pour le lundi de Pâques 1946.

6^o Arrêté du Régent du 11 mai 1946 (*Moniteur* du 24 mai 1946) fixant les modalités de paiement du salaire aux ouvriers pour le lundi de Pâques 1946.

2. — ARRETE-LOI DU 9 JUIN 1945.

Vacances annuelles :

1^o Arrêté du Régent du 11 mai 1946 portant création d'une caisse particulière de vacances pour l'industrie diamantaire (*Moniteur* des 27 et 28 mai 1946).

2^o Arrêté du Régent du 16 juin 1947 fixant un mode spécial de calcul de la rémunération afférente aux vacances annuelles à prendre en 1947. C.P.N. de l'industrie des ports.

Jours fériés payés :

Arrêté du Régent du 3 juillet 1946 déterminant pour l'année 1946, les modalités particulières d'application de l'arrêté du Régent du 16 avril 1946 fixant le mode de paiement du salaire à accorder aux ouvriers pour huit jours fériés pendant l'année 1946 en ce qui concerne l'industrie de la construction (*Moniteur* du 31 août 1946).

Sécurité d'existence :

1^o Arrêté du Régent du 26 septembre 1946 instituant un Fonds de Sécurité d'existence pour les travailleurs du port d'Anvers (*Moniteur* du 28 septembre 1946).

2^o Arrêté du Régent du 7 octobre 1946 instituant un Fonds de Sécurité d'existence pour les travailleurs du port de Gand (*Moniteur* du 14-15 octobre 1946).

3^o Arrêté du Régent du 14 janvier 1947 instituant un Fonds de Sécurité d'existence pour les travailleurs des ports de Bruxelles et de Vilvorde (*Moniteur* du 26 janvier 1947).

Un premier arrêté du Régent pris le 15 octobre 1945 détermine les modalités générales de fonctionnement des Commissions paritaires, tenant compte qu'il importe de régler la procédure de la conciliation relevant de la compétence de ces Commissions. Les trois chapitres concernent les missions des membres, la procédure et la conciliation.

Un deuxième arrêté du Régent, pris le même jour, concerne le contrôle de l'observation des arrêtés royaux rendant obligatoires les décisions des Commissions paritaires. Cet arrêté est très important en ce sens qu'il détermine les agents de l'autorité publique chargés de ce contrôle, dans les termes suivants :

« *Article premier.* — Les inspecteurs sociaux, les contrôleurs sociaux, les ingénieurs des mines, les inspecteurs des explosifs, sont chargés de surveiller l'observation des arrêtés royaux rendant obligatoires les décisions des Commissions paritaires, chacun pour les établissements dont ils ont la surveillance. »

En dehors de leur mission ordinaire, dont les Commissions paritaires sont chargées, celles-ci ont depuis la libération joué un rôle bien important en ce qui concerne l'application des résolutions prises au cours des différentes sessions de la « Conférence nationale du Travail » où siègent les représentants qualifiés des organisations patronales et ouvrières, et qui sont de temps à autre convoquées par le Gouvernement afin de lui permettre de connaître l'avis des milieux patronaux et ouvriers concernant les différents problèmes à résoudre en vue d'une meilleure organisation de notre vie économique et sociale.

En effet, les résolutions prises par la Conférence nationale du Travail sont en quelque sorte des vœux adressés au Gouvernement à qui incombe la responsabilité des décisions à prendre. Ces décisions ont, la plupart des cas, un caractère général et il arrive bien souvent que — déjà à la Conférence nationale du Travail — on est unanimement d'accord pour estimer que les modalités de leur application doivent être déterminées au sein des Commissions paritaires d'après les nécessités et les situations de chaque industrie.

Au moment de la rédaction du présent rapport il y a 112 commissions paritaires, nationales : 44 (dont 34 fonctionnent), régionales : 49 (dont 25 fonctionnent), professionnelles : 18 (dont 16 fonctionnent), et locale : 1 (en fonction). Cinq Commissions paritaires sont composées par application de l'arrêté du Régent du 27 juillet 1946, les autres sont en voie de composition.

En dehors de ces Commissions paritaires existe aussi depuis la libération un Comité général paritaire, qui n'est composé que de neuf membres dont le président, quatre représentants des organisations patronales les plus représentatives, et quatre représentants des organisations syndicales ouvrières aussi les plus représentatives.

Ce Comité est régulièrement consulté par le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale non seulement en ce qui concerne les problèmes sociaux et économiques étant de sa compétence, mais aussi au sujet des projets de loi qu'il se propose de soumettre au Parlement soit de sa propre initiative, soit sur décision du Gouvernement.

Les « Attachés sociaux ».

Après la première guerre mondiale on a pu constater que certains pays, répondant au désir exprimé par les organisations syndicales ouvrières, ont fait un essai en ce qui concerne la nomination d'« Attachés sociaux » adjoints aux Ambassades ou Légations des pays les plus importants.

Ces « Attachés sociaux » avaient pour mission 1^o de renseigner dans le pays de leur siège, le Gouvernement, les parlementaires, les organisations patronales et ouvrières, même la presse sur les conditions de travail et la législation dans leur pays natal; 2^o d'observer et d'étudier les conditions de travail et la législation sociale du pays où s'étend son action, de suivre de tout près les événements sociaux, de se documenter et de se renseigner son pays objectivement sur les constatations qu'il a faites sur place.

Par la création de l'Organisation internationale du Travail, et le fonctionnement apprécié de cette dernière, le système des Attachés sociaux perdait quelque peu de son attrait. En effet, le Bureau international du Travail, par les renseignements sur la législation sociale dans le monde, qu'il met à la disposition de tous ceux que la question intéresse, et par l'édition de sa série législative venait pour une certaine part remplir la mission dévolue aux « Attachés sociaux ».

Mais la deuxième guerre mondiale est venu renforcer la nécessité pour les différents pays de se renseigner plus directement sur les événements sociaux et économiques se produisant partout avec une rapidité et une extension insoupçonnées. Non pas que le Bureau international du Travail, aurait ralenti ou restreint son activité, au contraire, mais dans les différents pays, pour ainsi dire tous troublés et affectés par la guerre, se présentent de telles situations relatives à la vie sociale, économique et même politique, qu'il appert de plus en plus nécessaire pour les gouvernements de se renseigner d'une façon bien directe par des envoyés spéciaux.

C'est ainsi que de nombreux pays ont été amenés depuis la fin de la guerre, à désigner des Attachés sociaux fonctionnant dans les plus importantes capitales du Monde.

En tout premier lieu, les Etats-Unis d'Amérique ont un système très étendu d'Attachés sociaux. Les derniers renseignements indiquent que des Attachés sociaux fonctionnent dans 26 capitales des cinq parties du monde, dont 12 en Europe, 9 en Amérique du Sud, 2 en Afrique, 1 en Asie, en Australie et au Canada.

Pour ce qui concerne la Grande-Bretagne, ce pays a des « Labour Attachés » dans 21 pays dont 10 en Europe, 7 en Amérique du Sud, 2 en Afrique, 1 aux Etats-Unis et 1 en Chine. En outre, dans six capitales, ces « Labour Attachés » sont assistés par un adjoint, notamment au Caire, à Bruxelles, Helsinki Paris, Rome et Washington.

Au surplus, la Grande-Bretagne a désigné des « Labour Advisers », donc des Conseillers du Travail pour les Indes, et pour chacune des colonies britanniques. Il y a aussi des départements spéciaux du travail auprès des autorités d'occupation en Autriche, en Allemagne et au Japon, alors qu'une mission a été envoyée à Singapore, chargée d'étudier les problèmes d'après-guerre au sud-est de l'Asie.

La France a déjà un Attaché social à Londres.

Viennent alors les plus petits pays, ayant déjà leurs Attachés sociaux en fonction ou bien ils ont déjà pris les décisions nécessaires, notamment la Norvège (Londres, Washington, Paris et Moscou), les Pays-Bas, la Suisse (Londres, Paris et Washington) l'Argentine, l'Egypte, la Tchécoslovaquie, alors que la Suède et le Danemark sont sur le point de faire des nominations. A Stockholm, où la Légation Autrichienne vient d'être réouverte, il y a un membre de la Légation faisant fonction d'Attaché social.

Pour ce qui concerne l'activité que ces Attachés sociaux déploient, il suffit pour nous Belges qui nous intéressons dans la question, de suivre par exemple le travail remarquable des Attachés Anglais et Américain.

Ces exemples devraient inciter notre Gouvernement à entrer aussi dans cette voie. Depuis bientôt deux ans se déroulent — en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis par exemple — des événements dont l'observation et les constatations par des personnalités compétentes en qualité d'Attaché social, pourraient être d'une grande utilité et d'un exemple frappant pour notre pays.

Nous n'ignorons certes pas qu'à certains moments le personnel de certaines de nos Ambassades ou Légations s'est efforcé de renseigner quelque peu le Ministre des Affaires Etrangères sur certains événements, par exemple en rapport avec la question de la diminution des heures de travail. Toutefois, cela est ou fut fait par du personnel certes de bonne volonté, mais pas du tout préparé à une mission pareille. Il faut pour cela choisir des personnes ayant le don d'observation et la compétence nécessaire, sachant s'adapter aux mœurs du pays et comprendre les nécessités du milieu et de l'époque, de même que les facteurs qui sont à l'origine des événements que l'on observe.

Nous osons espérer que notre Gouvernement prendra bientôt une décision favorable dans ce domaine, et que M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale pourra nous communiquer les premières dispositions prises lors de la discussion en Assemblée du Sénat du présent rapport.

* * *

Le budget pour 1947 est approuvé par les membres présents, et ce à l'unanimité moins une abstention.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
C. MERTENS.

Le Président,
A. JAUNIAUX.

(22 a)

N° 184 Fr.

1946 – 1947

Dépenses de caractère social
Annexe I

Cfr. 35 mm.

1 plan

ANNEXE II.

**Application de la loi du 10 juin 1937
relative aux allocations familiales, aux travailleurs non-salariés.**

1. — *Nombre de cotisants sur lequel on s'est basé lors de la mise en application de la loi : 1.256.000.*

2. — *Nombre de cotisants, par année, de la mise en application jusqu'en 1946 :*

	Membres inscrits.	Membres cotisants.
	—	—
Fin 1938	non connu	non connu
Fin 1939	—	—
Fin 1940	—	—
Fin 1941	799.591	non connu
Fin 1942	914.102	non connu
Fin 1943	1.010.120	946.682
Fin 1944	1.073.119	1.009.582
Fin 1945	1.094.004	1.028.185
Fin 1946	1.099.136	1.041.149

3. — *Pour chacune des années ci-dessus :*

a) *montant total des cotisations :*

1938	20.873.773 (employeurs seulement).
1939	l'application de la loi a été partiellement
1940	suspendue par arrêté du 9 octobre 1940.
1941	138.113.968
1942	144.864.203
1943	155.794.187
1944	157.014.473
1945	157.140.596
1946 (1 ^{er} semestre) . . .	77.061.480

b) *montant total des frais d'administration des Caisses d'allocations familiales : la Caisse nationale ne possède pas les données lui permettant de fournir ce renseignement.*

c) *montant total des frais d'administration centrale (frais de fonctionnement de la Caisse Mutuelle Nationale, des divers organismes centraux et Commissions permanentes, administration, imprimés, etc.) :*

Subventions aux Mutuelles
et indemnités aux géomètres du Cadastre.

	—	1938	40.600,—	y compris les subventions des
	306.428,—	1939	3.136.845,67	Mutuelles en vertu des arti-
	337.962,25	1940	2.410.903,33	cles 315, 316 et 347bis, ainsi
	814.303,75	1941	4.994.169,79	que les indemnités dues aux
	843.372,50	1942	6.466.143,79	géomètres du Cadastre, dont
	827.237,—	1943	9.338.033,28	nous indiquons les montants
(*)	1.377.567,88	1944	12.555.752,94	ci-contre.
	15.000.176,31	1945	34.461.997,18	
	3.741.116,—	1946	11.632.673,93	1 ^{er} semestre.

d) montant des recettes par province.

e) montant des dépenses en allocations par province :

La compensation au second degré étant nationale, la distinction par province ne s'est jamais avérée nécessaire. La Caisse Nationale n'a donc pas demandé aux Caisses ce renseignement qui nécessiterait d'ailleurs un long travail.

f) total des charges de l'Etat pour l'application de la loi :

	Subvention de l'Etat prévue par l'art. 314 de la loi.	Avances de fonds consenties par le Ministère des Finances et remboursables dès que possibilité s'en présenterait.
1938	2.500.000	—
1939	3.500.000	—
1940	2.950.000	—
1941	5.000.000	—
1942	5.000.000	60.000.000
1943	5.000.000	30.000.000
1944	5.000.000	—
1945	5.000.000	37.500.000
1946	5.000.000	—
	38.950.000	127.500.000

(*) 72.674,94 fr. — subvention art. 347bis — 1^{er} semestre 1944, ont été transférés directement à la Compensation Nationale.

g) nomenclature des Caisses et Sections mutuelles avec indication du siège administratif et de l'effectif de fin 1943 à fin 1946.
Le résumé des tableaux remis donne, au total, les renseignements suivants :

Année	Nombre de Caisses	MEMBRES INSCRITS			MEMBRES COTISANTS		
		princip.	aid. + conj. ass. princip	total	princip.	aid. + conj. ass. princ.	total
1943	69	802.043	208.077	1.010.120	749.686	196.996	946.682
1944	69	839.949	233.170	1.073.119	787.503	222.079	1.009.582
1945	67	849.812	244.192	1.094.004	795.573	232.612	1.028.185
1946	67	860.119	239.017	1.099.136	811.321	229.828	1.041.149

P. S. — Pour l'année 1943, 6 caisses n'ont pas fourni les renseignements concernant les membres cotisants, et pour lesquels le Département a fait des évaluations basées sur les chiffres fournis par les autres Mutuelles. Il s'agit, en l'occurrence, de 62,037 cotisants.

ANNEXE III.

**Part de l'Etat en matière de sécurité sociale
ainsi que les frais d'administration des différents services.**

**I. — QUELLE A ÉTÉ, EN 1946, L'INTERVENTION TOTALE DE
L'ÉTAT EN MATIÈRE DE PENSION DE VIEILLESSE :**

a) des ouvriers et anciens ouvriers des deux sexes ?

RÉPONSE.

255.774.080 francs.

b) des veuves et orphelins des ouvriers ?

RÉPONSE.

39.650.476 francs.

c) des employés et anciens employés des deux sexes ?

RÉPONSE.

22.241.225 francs.

d) des veuves et orphelins des employés ?

RÉPONSE.

7.752.471 francs.

e) des mineurs ?

RÉPONSE.

pensions de vieillesse	425.775.000 francs.
pensions d'invalidité	139.920.000 francs.
des veuves et orphelins des mineurs	152.425.000 francs.
Total pour les mineurs	<u>713.120.000 francs.</u>

f) des assurés libres des deux sexes ?

RÉPONSE.

432.788.176 francs.

g) des veuves et orphelins des assurés libres :

RÉPONSE.

49.230.148 francs.

2. — QUELLES SOMMES PRÉVOIT-ON POUR TOUTES CES CATÉ-
GORIES POUR 1947 ?

RÉPONSE.

Mineurs 818.000.000 francs.

A l'époque où le budget a été dressé, mais depuis lors est intervenu l'arrêté-loi du 25 février 1947, dont l'application entraînera pour l'Etat une charge supplémentaire annuelle estimée à 120.000.000 de francs.

Employés et ouvriers :

Le service intéressé est dans l'impossibilité de pouvoir donner avec *quelque exactitude*, le montant des dépenses qui seront effectuées en 1947, étant donné qu'il a reçu 97.500 demandes en majoration sans enquête sur les ressources et qu'à ce jour, il reste à examiner environ 57.500 de celles-ci.

3. — QUEL EST LE COMPTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR LES
TROIS PREMIERS TRIMESTRES DE 1946, :

a) recettes globales, y compris le rééquipement ménager ?

RÉPONSE.

Cotisations globales déclarées (25 %), y compris le rééquipement ménager	fr.	8.116.034.761
Montant porté par les employeurs en déduction sur leurs déclarations (pensions et divers)		850.425.932
Montant des cotisations <i>nettes</i>	fr.	7.265.878.829

b) quelle est la part versée par :

- 1° les employeurs;
- 2° les travailleurs ?

RÉPONSE.

Le montant des cotisations globales *déclarées* (25 %) se répartit entre les employeurs et travailleurs de la manière suivante :

1° part des employeurs.	fr.	5.473.160.793
2° part des travailleurs.		2.643.043.968
Total	fr.	8.116.304.761

c) quelle est la part de ces sommes étant revenues à :

- 1° la vieillesse;
- 2° la maladie-invalidité;
- 3° le chômage;
- 4° les allocations familiales;
- 5° les vacances ?

RÉPONSE.

Les parts revenant sur le montant des cotisations globales déclarées (25 %) aux divers secteurs articulés sur la sécurité sociale s'élèvent aux sommes ci-après :

1 ^o assurance vieillesse :		
capitalisation	fr.	850.152.489
répartition		751.135.456
2 ^o assurance maladie-invalidité		1.873.587.835
3 ^o chômage		654.203.240
4 ^o allocations familiales		1.911.968.997
5 ^o vacances annuelles		583.826.312
Total	fr.	7.624.874.329
Hors répartition (cotisations spécialement perçues) :		
Rééquipement ménager	fr.	490.652.430
Frais d'administration de la Caisse spéciale d'allocations familiales de l'industrie diamantaire (versée à l'O.N.S.S.).		778.002
Total	fr.	8.116.304.761

Mineurs :

a) recettes globales ?

RÉPONSE.

Les cotisations perçues par le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, pour l'année 1946, se sont élevées à fr. 1.348.605.000

b) quelle est la part versée par :

- 1^o les employeurs;
- 2^o les travailleurs ?

RÉPONSE.

part des employeurs	fr.	968.230.000
part des travailleurs		380.375.000
c) quelle est la part de ces sommes étant revenues à :		
1 ^o la vieillesse et le décès prématuré	fr.	430.195.000
2 ^o l'invalidité		92.620.000
3 ^o vacances annuelles (ordinaires et supplémentaire) et congés complémentaires pour ouvriers du fonds		237.650.000
4 ^o maladie		184.105.000
5 ^o allocations familiales		256.615.000
6 ^o chômage		85.540.000
7 ^o rééquipement national (ménager)		61.880.000
Total général	fr.	1.348.605.000

d) de ces sommes, quelle est la part réservée aux frais d'administration ?

RÉPONSE.

Le *Fonds national d'assurance maladie-invalidité* a dépensé en frais administratifs, pendant les trois premiers trimestres de l'année 1946, une somme d'environ 9 millions de francs.

Les *Unions nationales* de mutualités ont dépensé en frais administratifs, pour les trois premiers trimestres de l'année 1946 :

Union nationale chrétienne	fr.	52.600.000
Union nationale neutre		18.200.000
Union nationale socialiste		49.800.000
Union nationale libérale		9.800.000
Union nationale professionnelle		21.600.000
Total	fr.	152.000.000

Allocations familiales :

Loi du 4 août 1930.

a) Caisses de Compensation	fr.	(*) 74.000.000
b) Caisse nationale et organismes centraux		15.000.000
Total	fr.	89.000.000

Loi du 10 juin 1937.

a) Caisses et Sections mutuelles :

Il n'existe pas de statistique des dépenses d'administration des Caisses et Sections mutuelles.

Nous estimons que le montant des dépenses d'administration de 1946 des Caisses et Sections mutuelles est compris entre . . . 75 et 85 millions.

b) Caisse mutuelle nationale et Bureau spécial de la Commission consultative du Contrôle et du Contentieux	26	26	»
Total	fr.	101	111 millions.

Rééquipement ménager :

Fabrication des bons et de documents	fr.	3.920.546,10
Matériel de bureau et mobilier		323.611,20
Frais d'installation		131.680,53
Frais d'administration		4.433.723,99

Fonds de soutien des chômeurs involontaires :

1° Frais d'administration du Fonds de soutien des chômeurs :		
total de la prévision	fr.	124.530.000
dont frais de liquidation de l'O.N.T.		600.000
Reste pour le F.S.C. proprement dit	fr.	123.930.000

(*) Comprend une évaluation de dépenses de 1.971.000 francs pour cinq ou six caisses qui ont négligé de fournir le renseignement.

Cette somme, qui doit couvrir les frais de fonctionnement tant des Services du Placement que de ceux des Allocations de Chômage et des Services communs à ces deux Divisions, pour l'Administration centrale et les Bureaux Régionaux, peut être répartie comme suit, sur la base des pourcentages des traitements payés pour les Services dont il est question ci-dessus, au cours du mois de juillet 1946 :

Placement	fr.	53.319.831
Allocations		32.135.889
Services généraux		38.474.280
Total		123.930.000

En effet, le poste « appointements » représente environ 70 % de l'ensemble du budget du Fonds de soutien aux chômeurs et on peut soutenir l'hypothèse que, sauf quelques postes destinés exclusivement au Placement (publicité placement, commissions consultatives, par exemple), les autres frais d'administration se répartissent de la même façon que les appointements.

2^e Frais d'administration des Caisses de chômage fr. 41.900.000

I. — SERVICE DES PENSIONS DE VIEILLESSE :

Traitements et indemnités	fr.	6.586.800,—
Salaires		254.895,—
Secours ordinaires		6.300,—
Eclairage, chauffage, eau, etc.		80.000,—
Matériel, mobilier, etc.		75.000,—
Mécanographie		540.000,—
Fourniture de bureau, imprimés, etc.		703.500,—
Frais de route et de séjour		4.047,—
Paiement à l'Administration des Postes des dépenses résultant de la vente et de la distribution des documents relatifs à l'application des lois d'assurance vieillesse — décès prématuré		1.263.450,—
Intervention de l'Etat dans les dépenses occasionnées à la Caisse de Retraite du chef de frais ou prestations pour compte du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.		4.467.454,80
Indemnités aux fonctionnaires de l'Administration des contributions directes et de l'enregistrement pour la réception et l'instruction des demandes en majoration de rente de vieillesse		1.240.000,—
Total		15.221.806,80

N. B. — A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter la quote-part du Service des pensions de vieillesse, dans la redevance à payer à l'Administration des Postes pour le transport des correspondances. Cette quote-part est indéterminable.

La redevance totale pour le Département s'élève à 5.549.604 francs.

II. — COMMISSION SUPÉRIEURE DES PENSIONS DE VIEILLESSE :

Frais de route, de séjour, etc.	fr.	20.000,—
---	-----	----------

III. — COMMISSIONS D'APPEL DES PENSIONS DE VIEILLESSE (au nombre de 60) :

Indemnités fixes aux secrétaires-trésoriers de Commissions d'appel	fr.	115.493,50
Indemnités proportionnelles		67.500,—
Frais de route et de séjour		100.000,—
Total	fr.	282.993,50

IV. — CAISSE NATIONALE DES MAJORATIONS DE RENTE DE VIEILLESSE ET DE VEUVE ET DES ALLOCATIONS D'ORPHELINS :

Frais d'administration : fr. 3.994.500,13, dont à charge de l'Etat : fr. 1.470.823,27

N. B. — L'Office national de Sécurité sociale intervient dans les frais d'administration de la dite Caisse nationale à concurrence de fr. 2.266.009,46 et le Fonds d'Allocations pour Employés à concurrence de fr. 257.667,40.

Le total général des frais d'administration à charge de l'Etat s'élève donc approximativement à fr. 16.995.623,67, non compris la part du Service des Pensions de vieillesse dans la redevance à payer à l'Administration des Postes pour le transport de la correspondance.

Répartition des frais généraux pour l'exercice 1946.

Traitements	fr.	11.065.666,19	
Fournitures de bureau et imprimés		711.665,86	
Frais divers		470.198,25	(comprenant 334.355 francs payés aux Tramways Bruxellois, à l'A.D.B et à l'O.M.A. pour coopération à la liquidation de 1946).
Total	fr.	12.247.530,30	

D'autre part, en application de l'arrêté du Régent du 28 juin 1945, la Caisse nationale des Vacances annuelles est intervenue dans les frais d'administration des Caisses particulières de Congé, pour une somme de fr. 1.857.918,40, dont fr. 1.832.252,60 ont déjà été payés à ce jour.

Les comptes de l'exercice 1946 n'étant pas arrêtés définitivement, les renseignements fournis ci-dessus peuvent éventuellement subir des modifications.

e) quel est le montant, pour les *trois premiers trimestres* visés, des frais d'administration de l'O.N.S.S. ?

RÉPONSE.

Les frais d'administration de l'O.N.S.S. se décomposent comme suit, étant entendu que les montants ci-après se rapportent à *toute l'année* 1946 (et non aux trois premiers trimestres) :

Personnel	fr.	19.460.267
Divers (y compris 4.574.000 francs d'immobilisation et frais de premier établissement)		14.393.297
Total	fr.	33.853.564

La pourcentage des frais d'administration par rapport aux cotisations déclarées à l'O.N.S.S. pour toute l'année 1946 (sous déduction des versements pour pension), soit 10.228.930.104 francs, s'élève à 3,3 pour mille. Ce pourcentage est ramené à 1,9 pour mille si l'on déduit des frais d'administration le montant des intérêts des fonds placés, les dits intérêts s'élevant pour 1946 à 14.700.000 francs.

Lorsqu'on porte également en déduction de ces frais les immobilisations et que l'on remplace le montant par un amortissement de 10 pour cent, le taux de 1,9 pour mille se réduit à environ 1,4 pour mille.

f) quel était, au 30 septembre 1946, le montant des réserves des secteurs articulés sur la Sécurité sociale ?

	au 30 sept. 1946	au 31 déc. 1946
1 ^o assurance vieillesse (répartition) . . . fr.	945.000.000	974.100.000
2 ^o assurance maladie-invalidité	31.100.000	75.000.000
3 ^o chômage	54.100.000	98.800.000
4 ^o allocations familiales	47.000.000	50.500.000
6 ^o (hors Sécurité sociale) :		
Réquipement ménager	36.200.000	44.700.000
Totaux fr.	1.562.000.000	1.770.900.000

g) où ces réserves sont-elles placées ?

RÉPONSE.

L'O.N.S.S. établit après chaque trimestre le montant des sommes à répartir aux institutions alimentées. La liquidation de ces sommes s'effectue à mesure de la perception des recettes et en attendant l'établissement des calculs comptables sous forme d'avances consenties à ces institutions au fur et à mesure de leurs besoins, lesquels sont constamment couverts. Les sommes représentant la différence entre le montant des recettes et celui des avances consenties font entretemps l'objet, comme il est dit ci-dessus, de placements à l'intervention de la Banque Nationale.

Ces placements ont été effectués principalement en call-money sous la garantie de l'Etat et ont porté, au cours de l'année 1946, sur un montant global d'environ 2 milliards de francs. D'autre part, des prêts beaucoup moins importants ont été consentis, sur proposition de la Banque Nationale et avec l'avis favorable du Ministre des Finances, à certaines institutions, à un mois ou à deux ans, avec garantie de réescompte en cas de besoin et également sous la garantie de l'Etat.

Quel que soit le mode de placement, les fonds de l'O.N.S.S. se trouvent en état de parfaite liquidité.

h) quel est éventuellement l'intérêt normalement produit par ces placements ?

RÉPONSE.

Les fonds placés à l'intervention de la Banque Nationale sont productifs d'intérêt aux taux suivants :

placements en call-money (au jour le jour) : 1 % ;
placement à court terme (un mois) : 1,1/16 % ;
placement à moyen terme (deux ans) : 2,3/4 %.

ANNEXE IV.

Améliorations apportées en matière de sécurité sociale.

IA. — PENSIONS DE VIEILLESSE ET DE SURVIE.

OUVRIERS, EMPLOYÉS ET ASSURÉS LIBRES.

1^o Un arrêté-loi du 27 octobre 1944 a doublé les majorations de rente de vieillesse, les majorations de rente de veuve et les allocations d'orphelins. Avant la publication de cet arrêté-loi, les majorations étaient liquidées sur la base de 110 %.

2^o L'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, a prévu l'octroi de compléments de pension de vieillesse et de survie. Les conditions d'octroi de ces avantages ont été définies par les arrêtés du Régent des 30 janvier, 12 mars et 17 avril 1945.

Les compléments de pension de vieillesse sont accordés aux anciens salariés, ouvriers ou employés et les compléments de pension de survie aux veuves de salariés âgées de 65 ans au moins.

Ces compléments ont été respectivement fixés :

a) en ce qui concerne la vieillesse :

à 6.800 francs lorsqu'il s'agit d'un bénéficiaire marié du sexe masculin ;

à 4.500 francs lorsqu'il s'agit d'une autre bénéficiaire ;

b) en ce qui concerne la survie, à 4.200 francs.

3^o L'arrêté-loi du 9 juin 1945, modifiant la loi du 15 décembre 1937 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, a élargi les conditions d'octroi de la majoration de rente de vieillesse sans ou après enquête sur les ressources.

Les principales améliorations de cet arrêté-loi sont les suivantes :

A. — Majoration sans enquête sur les ressources :

a) suppression de la condition d'avoir effectué les deux derniers versements en qualité de salarié ;

b) extension des tolérances de versements manquants ou insuffisants ;

c) admission des employés au bénéfice de la majoration sans enquête sur les ressources à 65 ans ou, moyennant réduction, à partir de 60 ans ;

d) admission au bénéfice de la majoration sans enquête des employés dont le traitement annuel moyen des cinq dernières années (de 61 à 65 ans) ne dépassait pas 36.000 francs (précédemment 21.000 francs) ;

e) neutralisation des années d'assurance 1939/1940 à 1944/1945 en ce qui concerne les versements exigés.

B. — Majoration après enquête sur les ressources :

- a) élévation de l'immunisation de base appliquée aux revenus du demandeur;
- b) élévation de l'immunisation de base appliquée aux revenus des descendants du demandeur;
- c) neutralisation des années d'assurance 1939/1940 à 1944/1945 en ce qui concerne les versements exigés.

4° Un arrêté du Régent en date du 13 décembre 1945 a porté le taux des compléments de pension de vieillesse et de survie de :

- 6.800 à 8.800 francs;
- 4.500 à 5.900 francs;
- 4.200 à 5.200 francs.

5° Un arrêté du Régent du 22 juin 1946 a porté les compléments de pension de vieillesse et de survie respectivement de :

- 8.800 à 11.200 francs;
- 5.900 à 7.500 francs;
- 5.200 à 6.400 francs.

6° La loi du 28 août 1946 a modifié à nouveau la législation relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, en même temps qu'elle a prévu la coordination des textes en vigueur.

Les modifications principales apportées par cette loi sont les suivantes :

a) *Pour tous les pensionnés de vieillesse :*

Suppression des retenues de 500 francs ou de 250 francs pour hospitalisation ou cohabitation avec une personne bénéficiaire ou non de la majoration de rente de vieillesse.

b) *Pour les anciens salariés manuels ou intellectuels :*

Admission au bénéfice de la majoration sans enquête sur les ressources de tous les anciens ouvriers, ouvrières ou employés nés avant le 1^{er} janvier 1867 et des anciennes employées nées avant le 1^{er} janvier 1872.

Atténuation nouvelle des conditions de versement pour toutes les personnes nées à partir des dates indiquées ci-dessus et admission à la majoration sans enquête sur les ressources des anciens ouvriers, ouvrières et employés nés de 1867 à 1880 inclus et des anciennes employées nées de 1872 à 1885 inclus qui, n'ayant pas effectué les versements légaux, apporteront des preuves précises et concordantes de leur qualité de salariés ou d'appointés pendant dix années au moins, entre 50 et 65 ans ou entre 45 et 60 ans pour les employés.

c) *Pour les assurés libres :*

Elévation du plafond de ressources autorisé pour l'octroi de la majoration de rente de vieillesse.

Immunisation du revenu cadastral de l'unique maison que le demandeur possède et occupe.

Diminution du taux d'intérêt porté en ressources pour la partie des capitaux mobiliers bloqués (60 %).

Règles plus favorables pour le calcul des rentes alimentaires, que les descendants réputés dans l'aisance sont censés pouvoir payer à leurs ascendants qui demandent la pension après enquête.

Atténuation des conditions de versement pour les assurés nés à partir du 1^{er} janvier 1867.

Diminution de 50 % de la retenue effectuée pour chaque versement manquant ou insuffisant.

d) *Pour les veuves :*

Atténuation des conditions de versement pour l'octroi de la majoration de rente de veuve.

Octroi de la majoration de rente de vieillesse sans enquête aux veuves de salariés qui sont bénéficiaires ou en situation de bénéficié du complément de pension de survie (sécurité sociale), à condition qu'elles aient effectué les versements exigés des assurés libres.

e) *Pour les orphelins :*

Continuation du paiement de l'allocation d'orphelin après 16 ans et jusque 18 ans à l'orphelin qui fréquente régulièrement matin et après-midi, les cours d'un institut d'enseignement professionnel ou général ou qui est lié par un contrat d'apprentissage reconnu et contrôlé par le Gouvernement.

7^o Un arrêté du Régent du 16 septembre 1946 a mis les conditions d'octroi des compléments de pension de vieillesse et de survie en correspondance avec les conditions d'octroi des majorations de rente.

8^o Un arrêté du Régent du 21 mai 1947, qui sera publié incessamment au *Moniteur*, porte les taux des compléments de pension de *vieillesse*, respectivement de 11.200 à 13.300 francs et de 7.500 à 8.780 francs.

Nouveaux taux des pensions (salariés et appointés).

Mai 1947 :

Ménage de deux personnes	fr. 16.500
Veuf, célibataire, divorcé, etc.	10.880
Veuves de salarié ou appointé de plus de 55 ans	7.000
	(plus ou moins)

IB. — RÉGIME DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS.

	Taux de pension	
	au 10 mai 1940	en mai 1947
Mariés ayant été occupés au fond fr.	6.300	22.320
Mariés ayant été occupés à la surface	5.100	18.000
Célibataires, veufs ou divorcés du fond	4.308	14.760
Célibataires, veufs ou divorcés de la surface	4.008	11.880
Mariés du fond comptant 20 ans de service	4.200	14.880
Mariés du fond comptant 29 ans de service	6.090	21.576
Mariés de la surface comptant 20 ans de service	3.400	12.000
Mariés de la surface comptant 29 ans de service	4.930	17.400
Célibataires, veufs ou divorcés comptant 20 années de travail de fond	3.200	7.920
Célibataires, veufs ou divorcés comptant 29 années de travail à la surface	3.874	11.484
Veuves	entre 2.100 et 3.000	50 % pens. du mari au moment du décès.

Pension de survie :

avant le 10 mai 1940 : 840 francs par année, portés à 1.200 francs pour les veuves dont le mari réunissait au moins 30 années de services miniers.
actuellement : rente plus majoration de rente de veuve (suivant âge) plus un supplément de 1.300 francs; ce dernier est porté à 3.000 francs quand la veuve atteint sa 45^e année et à 6.400 francs quand elle atteint sa 55^e année.

Allocation pour enfants :

	10 mai 1940	mai 1947
pour chacun des quatre premiers fr.	630	1.008
par enfant quand il y en a cinq	720	1.120
par enfant quand il y en a six	810	1.296
par enfant quand il y en a sept	900	1.440
par enfant quand il y en a huit et plus	1.320	1.584

Pension d'invalidité :

avant le 10 mai 1940 :

marié, ouvrier du fond : 210 francs par année de services;
marié, ouvrier de la surface : 170 francs par année de services;
célibataire, veuf ou divorcé, fond : 143 francs par année de services;
célibataire, veuf ou divorcé, surface : 134 francs par année de services.

En mai 1947, le taux de la pension d'invalidité est égal à 300 fois la moitié du salaire journalier, sans que la pension puisse dépasser 18.000 francs pour les ouvriers mariés, pour les célibataires, veufs ou divorcés ayant à leur charge un ou plusieurs enfants âgés de moins de 16 ans et pour les ouvriers séparés de leur épouse et ayant à leur charge un ou plusieurs enfants de moins de 16 ans — l'épouse n'est pas admise au bénéfice de la pension.

Le plafond de 18.000 francs est porté à 22.320 francs pour les ouvriers du fond des mines de houille.

Il est réduit d'un tiers pour les ouvriers célibataires, veufs ou divorcés autres que ceux visés plus haut.

Autres améliorations intervenues depuis septembre 1944 :

1^o l'ouvrier houilleur réunissant trente années de services au fond a la faculté de prendre sa pension dès le moment où il compte ses trente années de services au fond, quel que soit son âge;

2^o avant le 10 mai 1940, un ouvrier du fond ne comptant pas au moins vingt années comme mineur du fond, voyait ses années considérées comme années de travail à la surface. Maintenant, pour autant qu'il en compte au moins quinze, il obtient une partie de la pension comme ouvrier du fond et une partie comme ouvrier de la surface. Exemple : dix-sept années au fond et treize années à la surface ; cela fera 17/30^e de la pension au taux reconnu aux ouvriers du fond et 13/30^e au taux reconnu aux ouvriers de la surface ;

3^o les ouvriers de nationalité étrangère obtiennent les mêmes avantages que les ouvriers belges;

4^o prêt à intérêt réduit (de 2 1/2 à 1/2 % suivant le nombre d'années de services miniers) aux ouvriers achetant ou faisant construire une maison d'habitation destinée à leur usage personnel;

5^o congé complémentaire de douze jours maximum par année, calculé en fonction de l'assiduité au travail;

6^o voyage gratuit sur le réseau de la S.N.C.B. pour chacun des jours de congé complémentaire;

7^o exemption du service militaire pour tout ouvrier du fond pour autant qu'il reste à la mine jusque 28 ans au moins.

IIA. — MALADIE-INVALIDITÉ.

Pour l'année 1946, les améliorations suivantes furent apportées :

Veuves d'assurés obligatoires :

A partir du 1^{er} janvier 1946, l'assurance maladie-invalidité a repris les veuves d'assujettis :

Coût pour le F.N.A.M.I. : 20 millions de cotisations.

Fin 1945, il fut ajouté une huitième catégorie d'indemnités :

Coût : 5.000.000 de francs par an.

Fin 1946, un arrêté augmenta l'intervention de l'A.M.I. en matière d'honoraires pharmaceutiques :

Coût : 20.000.000 de francs par an.

A partir du 1^{er} janvier 1946, la journée d'hospitalisation fut portée de 85 à 100 francs :

Coût : 15.000.000 de francs par an.

En 1947, un arrêté vient d'augmenter l'intervention de l'assurance en matière d'honoraires médicaux :

Coût : 30.000.000 de francs par an.

Une neuvième catégorie d'indemnités fut ajoutée :

Coût : 1.000.000 de francs en moyenne par an.

Mise au point de la réglementation de l'A.M.I. vis-à-vis des employés qui ne sont plus assujettis par un contrat d'emploi du fait que leur traitement dépasse 72.000 francs :

Coût à l'A.M.I. : 1.000.000 de francs par an.

Ce bref aperçu ne représente que les améliorations principales.

Depuis sa création, la Délégation permanente du F.N.A.M.I. a établi une jurisprudence extrêmement complexe et, en même temps, déterminé l'intervention de l'assurance. Il faut constater que l'effort qu'elle a fourni est considérable.

* * *

Le Gouvernement se propose d'améliorer la législation de l'A.M.I. envers les *invalides*, c'est-à-dire d'étendre sous certaines conditions les soins de santé gratuits à tous les invalides :

Coût : 2.000.000 de francs par an.

Il en est de même envers les *pensionnés* :

Coût : 30.000.000 de francs par an.

Le Gouvernement se propose également d'étendre la notion de « membres de la famille » aux étudiants jusqu'à l'âge de 25 ans :

Coût : de 15 à 20 millions de francs par an.

Mineurs :

	Dépenses.
	—
Soins de santé fr.	120.000.000
Indemnités	200.000.000
Total fr.	320.000.000

Le déficit prévu dans ce domaine sera de l'ordre de 180 à 190 millions de francs.

(10)

II.B. — NOMENCLATURE DES AMÉLIORATIONS APPORTÉES DEPUIS SA PARUTION A L'ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 21 MARS 1945 CONCERNANT L'ORGANISATION DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE EN CAS DE MALADIE OU D'INVALIDITÉ.

ART. 58. — L'arrêté du 11 décembre 1945 étend le bénéfice des soins de santé :

a) à la veuve de l'assuré âgée de 55 ans au moins au moment du décès de son conjoint, ainsi qu'aux membres de sa famille;

b) à la famille de l'assuré appelé sous les drapeaux pour accomplir un terme normal de service actif.

L'arrêté du 16 février 1946 porte que les soins de santé sont dus à la veuve dont question au point a) ci-avant, quel que soit son âge; le même arrêté accorde le bénéfice des soins de santé à l'assurée en état de grossesse qui a cessé de travailler, pour se reposer, au plus tôt à partir du cinquième mois de gestation.

L'arrêté du 28 mars 1947 étend le bénéfice des soins de santé à l'assuré qui se trouve, après avoir atteint l'âge de 60 ans, au bénéfice d'une rente de vieillesse légale ou accordée en vertu d'une règle applicable à tous les travailleurs ou à certaines catégories de travailleurs appartenant à une même entreprise.

ART. 7. — Les différentes modifications à l'article 58 portent également sur les cotisations forfaitaires dues dans ces cas aux organismes assureurs par le F.N.A.M.I.

L'arrêté du 28 mars 1947 stipule également que la cotisation forfaitaire est due pour l'assuré qui a renoncé aux indemnités d'incapacité primaire, de repos d'accouchement ou d'invalidité ou a été exclu de ces indemnités soit à la suite d'une sanction, soit en application, non seulement du 5^o de l'article 89, mais aussi du 4^o du même article et des articles 71, 74 et 84.

ART. 68. — En ce qui concerne la carence, l'arrêté du 11 décembre 1945 a précisé que lorsqu'un employé ne peut prétendre, en vertu de dispositions légales ou réglementaires à sa rémunération pendant les trente premiers jours de maladie, il ne lui est appliqué qu'une carence de trois jours; l'arrêté du 28 mars 1947 ajoute que la carence initiale qui se produit au cours d'une période de chômage involontaire n'est pas appliquée.

Le même arrêté a précisé que l'indemnité d'incapacité primaire n'est pas due à l'assuré pour les périodes d'incapacité de travail pour lesquelles son employeur est tenu, en vertu de dispositions légales ou réglementaires, de continuer le paiement de la rémunération.

En vertu de cet arrêté également, l'indemnité d'incapacité primaire est payée, après l'âge légal normal de la mise à la pension, pendant septante-cinq jours ouvrables au plus totalisées en une ou plusieurs périodes :

a) à l'assuré qui, au moment où il atteint cet âge, continue à travailler, à condition que le début de son incapacité de travail se produise après une période de trois mois au moins de travail effectif et ininterrompu prenant cours postérieurement à la date où il a atteint l'âge légal normal de la mise à la pension;

b) à l'assuré qui, après avoir atteint cet âge, reprend le travail à condition que le début de son incapacité de travail se produise après trois mois au moins

de travail effectif et ininterrompu et qu'il ait été, jusqu'au moment de la reprise du travail, au bénéfice de la majoration de rente de vieillesse sans enquête ou du complément de pension de vieillesse; si l'assuré ne satisfait pas à cette dernière condition, sa qualité d'ancien salarié ou appointé doit être prouvée.

Il est stipulé également que l'indemnité d'incapacité primaire ne peut être cumulée avec la majoration de rente de vieillesse sans enquête sur les ressources ou le complément de pension de vieillesse.

ART. 77. — En ce qui concerne la rémunération prise en compte pour le calcul des indemnités à payer, l'arrêté du 11 juin 1945 a fixé une septième catégorie de rémunération (110 francs); l'arrêté du 11 décembre 1945, une huitième catégorie (130 francs); l'arrêté du 28 mars 1947, une neuvième catégorie (150 francs).

L'arrêté du 11 décembre 1945 étendait l'application d'un salaire fictif aux journées d'absence justifiées par des événements familiaux et autres déterminés par règlement; l'arrêté du 16 février 1946 précisait que, dans la rémunération, il fallait comprendre la valeur des avantages en nature accordés par l'employeur à titre de rémunération.

ART. 79. — L'arrêté du 28 mars 1947 assimile aux jours ouvrables les jours fériés pour lesquels l'assuré peut prétendre, en vertu de dispositions légales ou réglementaires, au paiement par son employeur de la rémunération journalière normale.

ART. 90. — L'arrêté du 28 mars 1947 accorde un délai de six mois, à compter du jour où le paiement est dû aux assurés qui voudraient intenter une action contre leur organisme assureur.

ART. 92. — Le même arrêté conserve aux travailleurs en état de grève ou de lock-out, ainsi qu'aux membres de leur famille, le droit aux prestations de l'assurance, sans qu'ils soient tenus de payer une cotisation personnelle, si leurs bons de cotisation et attestations de chômage représentent, pour un trimestre civil, la valeur minimum requise.

III. — CHOMAGE.

Comparaison entre le régime du chômage existant avant guerre et celui en vigueur actuellement.

ARRETÉ ROYAL DU 31 MAI 1933.

Admissibilité.

Pour être admis à faire partie d'une caisse de chômage, les intéressés devaient avoir travaillé pendant un certain nombre de jours (art. 11).

D'autre part, l'article 20 prévoyait que pour pouvoir bénéficier d'allocations de chômage, il fallait être membre d'une caisse de chômage depuis un an au moins.

ARRETÉ DU RÉGENT DU 26 MAI 1945.

Pour être admis au bénéfice des allocations de chômage, il suffit de cotiser à la sécurité sociale.

Indemnisation des jours fériés légaux.

Ceux-ci n'étaient pas indemnisables en application de l'article 23.

Les jours fériés légaux sont indemnisables lorsqu'ils ne sont pas rémunérés par l'employeur.

Exclusion des indemnités.

Etaient exclus :

1^o les assurés atteignant l'âge auquel s'ouvrent normalement pour eux les droits soit à une rente de pension de vieillesse, soit à une pension à charge des pouvoirs publics.

Toutefois les intéressés pouvaient prétendre à des indemnités de chômage jusqu'à la date où prenait cours légalement pour eux la majoration gratuite de rente de vieillesse (art. 26);

2^o les femmes mariées chômeuses complètes non chefs de famille (art. 26).

Cette disposition a été modifiée en ce sens que l'exclusion a été reportée au premier lundi du troisième mois qui suit celui de l'anniversaire (art. 102).

Actuellement, cette catégorie de femmes peut remplir les conditions requises pour bénéficier d'allocations de chômage.

Ouvriers saisonniers.

L'arrêté du 27 décembre 1935, pris en exécution de l'article 28 de l'arrêté royal du 31 mai 1933, déterminait les conditions d'assurabilité et d'indemnisation des ouvriers saisonniers.

Entre deux campagnes, l'indemnisation était subordonnée à une carence variant de 12 à 30 jours d'après la durée des saisons faites.

D'autre part, le salaire gagné au cours des saisons faites au cours d'une année, était réparti sur toute la saison.

Dans l'état actuel de la réglementation, il n'est plus fait de distinction entre ouvriers saisonniers ou non saisonniers.

Carence.

Tout chômeur de moins de 4 jours par semaine subissait une carence de un jour. Un régime analogue était en application pour les ouvriers dockers (art. 37bis).

Cette carence a été supprimée. Une disposition de l'arrêté du 26 mai 1945 selon laquelle aucune allocation n'est accordée pour un chômage d'une durée inférieure à 4 jours au cours d'un même mois, a été abrogée par l'arrêté du 29 décembre 1945. Toutefois, aucune allocation n'est accordée pour un seul jour de chômage par semaine.

De l'état de besoin.

En période post-statutaire, l'octroi des allocations de chômage était subordonné à l'état de besoin (art. 45 et suivants).

De plus, étaient exclus des allocations, les chômeurs exploitant un débit de boissons ou appartenant à un ménage dont un membre exploitait un tel débit; ceux pratiquant le colportage ou appartenant à un ménage dont un membre pratiquait le colportage; ceux ayant droit à une pension alimentaire et qui n'en réclamaient pas le montant.

Allocations ménagères (art. 43).

Les femmes s'occupant exclusivement de leur ménage pouvaient bénéficier d'une allocation de fr. 4,50 (par jour).

Sanctions (art. 27).

1° Tous les cas de refus de travail devaient être soumis à la Commission de réclamation;

2° La sanction était appliquée à partir du moment où le refus avait été constaté.

Conséquence : récupération.

Allocations complémentaires (art. 37).

Cinq catégories de communes étaient prévues pour l'octroi de cette allocation qui variait de fr. 1,50 à 5 francs.

Allocations familiales pour enfants.

Ces allocations n'étaient accordées que jusqu'à l'âge de 15 ans et jusqu'à 16 ans exclusivement pour ceux fréquentant des cours.

Ces dispositions n'ayant pas été reprises dans la réglementation actuelle, tous les chômeurs sont considérés comme se trouvant en état de besoin.

Ces exclusions ne sont plus prévues.

Cette allocation n'est plus accordée séparément. Elle est comprise dans le montant de l'indemnité accordée dans le chef du chômeur. La qualité de l'épouse n'a plus d'influence sur le montant de cette allocation.

Actuellement, c'est le Directeur du Bureau régional qui juge en première instance, ce qui a pour effet d'accélérer l'examen des cas litigieux.

La sanction prend cours à partir du lundi qui suit sa notification.

Conséquence : plus de récupération.

Cette allocation est comprise dans l'allocation principale. Pour l'octroi de celle-ci, le nombre des catégories de communes a été réduit à trois.

Ces allocations sont accordées jusqu'à l'âge de 16 ans et jusque 18 ans pour ceux qui suivent des cours.

*Taux des allocations de chômage.
Exemples comparatifs.*

1^o Ménage composé du chômeur, ouvrier qualifié, âgé de plus de 25 ans, son épouse est ménagère. Il a à sa charge 2 enfants de moins de 15 ans et est domicilié à Bruxelles.

Il bénéficiait :

- a) d'une allocation journalière de fr. 10,—
- b) d'une allocation complémentaire de 5,—
- c) d'une allocation pour l'épouse ménagère de 4,50
- d) d'allocation familiale pour ses 2 enfants d'un montant de 6,50

Soit au total . fr. 26,—
===

2^o Même ménage domicilié dans une commune rurale.

Recevait avant guerre fr. 22,50 par jour se décomposant comme suit :

- a) allocation principale . . fr. 10,—
- b) allocation complémentaire . 1,50
- c) allocation pour l'épouse ménagère 4,50
- d) allocation familiale pour enfants 6,50

Soit au total . fr. 22,50
===

Il touche actuellement fr. 66,40 par jour se décomposant comme suit :

- a) allocation principale . . fr. 52,80
- b) allocation familiale de chômage 13,60

Soit au total . fr. 66,40
===

Il touche actuellement fr. 56,80 se décomposant comme suit :

- a) allocation principale . . fr. 43,20
- b) allocation familiale de chômage 13,60

Soit au total . fr. 56,80
===

Les améliorations reprises ci dessus sont. celles qui sont les plus marquantes. Il en existe encore d'autres qui tout en n'accordant pas un avantage direct au chômeur, n'en constitue pas moins des améliorations comparativement à la législation du chômage d'avant guerre.

IV. — ALLOCATIONS FAMILIALES.

A. — LOI DU 4 AOÛT 1930 (salariés).

Taux des allocations familiales.

a) Au moment de la libération (arrêté des Secrétaires Généraux du 22 juin 1942) :

I. — *Barème journalier* :

Premier enfant	fr.	1,15
Deuxième enfant		2,00
Troisième enfant		3,25
Quatrième enfant		5,50
À partir du cinquième enfant		7,00

II. — *Barème forfaitaire mensuel* :

Premier enfant	fr.	28,75
Deuxième enfant		50,00
Troisième enfant		81,25
Quatrième enfant		137,50
À partir du cinquième enfant		175,00

b) A partir du 1^{er} janvier 1945 (arrêté du Régent du 29 décembre 1944) :I. — *Barème journalier* :

Premier enfant	fr.	4,60
Deuxième enfant		4,60
Troisième enfant		6,40
Quatrième enfant		8,40
À partir du cinquième enfant		12,00

II. — *Barème mensuel* :

Premier enfant	fr.	115,00
Deuxième enfant		115,00
Troisième enfant		160,00
Quatrième enfant		210,00
À partir du cinquième enfant		300,00

c) A partir du 1^{er} octobre 1945 (arrêté-loi du 23 novembre 1945) :I. — *Barème journalier* :

Premier enfant	fr.	5,60
Deuxième enfant		5,60
Troisième enfant		7,80
Quatrième enfant		10,00
À partir du cinquième enfant		14,40

II. — *Barème mensuel* :

Premier enfant	fr.	140,00
Deuxième enfant		140,00
Troisième enfant		195,00
Quatrième enfant		250,00
À partir du cinquième enfant		360,00

d) A partir du 1^{er} juillet 1946 (arrêté-loi du 22 août 1946). Régime actuel :

I. — *Barème journalier* :

Premier enfant	fr.	6,80
Deuxième enfant		6,80
Troisième enfant		9,20
Quatrième enfant		12,00
À partir du cinquième enfant		17,20

II. — *Barème mensuel* :

Premier enfant	fr.	170,00
Deuxième enfant		170,00
Troisième enfant		230,00
Quatrième enfant		300,00
À partir du cinquième enfant		430,00

De plus, les allocations familiales ont été maintenues aux enfants d'un travailleur qui, par suite de maladie ou d'accident, se trouve dans l'impossibilité d'exécuter son contrat de louage de services ou d'en conclure un autre.

Lorsque cette incapacité atteint au moins 66 %, le taux des allocations familiales a été porté par l'arrêté-loi du 28 février 1947 à fr. 17,20 par jour ou 430 francs par mois.

En outre, le bénéfice du droit aux allocations familiales accordé aux travailleurs en faveur de leurs jeunes frères et sœurs a été étendu.

Taux des allocations de naissance.

(Allocations intégrées dans la loi par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1944.)

a) A partir du 1^{er} janvier 1945 (arrêté du Régent du 29 décembre 1944) :

Première naissance	fr.	1.000,00
Chacune des suivantes		500,00

b) A partir du 1^{er} juillet 1946 (arrêté-loi du 22 août 1946). Régime actuel :

I. — *Barème simple* :

Première naissance	fr.	1.500,00
Chacune des suivantes		750,00

II. — *Barème spécial* (enfants posthumes) :

Premier né	fr.	3.000,00
Puîné		1.500,00

Taux des allocations d'orphelins.

- a) Au moment de la libération : barème ordinaire.
 b) A partir du 1^{er} janvier 1945 (arrêté du Régent du 29 décembre 1944) : barème ordinaire doublé.
 c) A partir du 1^{er} juillet 1946 (arrêté-loi du 22 août 1946).

I. — *Orphelins de père ou de mère* :

Barème journalier	fr.	24,00
Barème mensuel		600,00

II. — *Orphelins de père et de mère, ou de père, lorsque la mère non remariée reste au foyer sans exercer une profession* :

Barème journalier	fr.	32,00
Barème mensuel		800,00

De plus, l'arrêté-loi du 28 février 1947 étend l'octroi des allocations aux orphelins dont l'un des parents est salarié au moment du décès de son conjoint.

B. — LOI DU 10 JUIN 1937 (non salariés).

*Taux des allocations.*I. — *Barème initial mensuel* :

Premier enfant	fr.	15,00
Deuxième enfant		25,00
Troisième enfant		50,00
Quatrième enfant		85,00
A partir du cinquième enfant		120,00

II. — *Barème initial semestriel* :

Premier enfant	fr.	90,00
Deuxième enfant		150,00
Troisième enfant		300,00
Quatrième enfant		540,00
A partir du cinquième enfant		720,00

Depuis le 1^{er} juillet 1946, le taux des allocations a été modifié comme suit par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946 :

Régime actuel.

I. — *Barème mensuel* :

Premier enfant	fr.	75,00
Deuxième enfant		75,00
Troisième enfant		100,00
Quatrième enfant		140,00
À partir du cinquième enfant		190,00

II. — *Barème semestriel* :

Premier enfant	fr.	450,00
Deuxième enfant		450,00
Troisième enfant		600,00
Quatrième enfant		840,00
À partir du cinquième enfant		1.140,00

V. — CONGÉS PAYÉS.

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 31 MARS 1945.

1^o Assimilation de l'année sociale à l'année civile avec comme corollaire,

2^o L'octroi d'un complément de congé comportant autant de douzièmes qu'il manquait de mois de travail pour parfaire un exercice normal de douze mois (art. 2).

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 28 JUIN 1945 et

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 29 JUIN 1945.

3^o Extension de l'assimilation des journées de maladie des vingt premiers jours (art. 7 *b*), loi du 8 juillet 1936 modifiée par celle du 20 août 1938), aux 300 premiers jours (arrêté du Régent du 28 octobre 1946, art. 1-3).

4^o Octroi sous certaines conditions du droit au congé aux travailleurs qui se sont trouvés dans l'impossibilité de travailler pour des motifs patriotiques ou autres, à déterminer par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (art. 7 *d*) et arrêté ministériel du 28 juin 1945).

5^o Majoration des cotisations de congé afférents à l'exercice 1944-1945, de 60 % à charge de la Caisse Nationale auxiliaire des Congés Payés (art. 8).

6^o Majoration des cotisations de congé constituées pendant le dernier trimestre de l'exercice 1944-1945, ainsi que pendant l'exercice 1945, d'une cotisation complémentaire à charge de la Caisse Nationale auxiliaire des Congés Payés, cotisation égale à 2 % de la partie des salaires excédant 3.000 francs par mois (art. 9), porté à 4.000 francs, arrêté du Régent du 30 décembre 1945.

7^o Octroi aux caisses de congé du droit à une subvention pour frais d'administration dont le montant sera fixé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale (art. 14).

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 18 JUILLET 1945.

8° Autorisation de l'octroi d'avances à valoir sur le complément de rémunération de congé, avances à verser par les soins des organismes payeurs du Fonds provisoire de Soutien des Chômeurs. Ces avances ne sont plus récupérables (arrêté du Régent du 6 septembre 1946).

ARRÊTÉ-LOI DU 3 JANVIER 1946.

9° Élargissement du champ d'application (art. 1^{er}).

10° Extension du droit au congé par suppression de la clause prévue à l'article 2 de la loi du 20 août 1938 qui n'accordait le droit qu'après un an de service.

11° Possibilité d'octroi de vacances complémentaires destinées à assurer les six jours de vacances aux travailleurs qui ne bénéficient pas, par suite de causes à déterminer par la Commission paritaire, de vacances complètes (art. 5 et 2).

12° Possibilité d'augmentation de la rémunération journalière afférente aux vacances.

13° Extension du privilège prévu par l'article 13-4 de la loi du 16 décembre 1851 aux pécules de congé (art. 14).

14° Application des dispositions de la loi du 18 août 1887, relative à l'incapacité et à l'insaisissabilité des salaires aux rémunérations de vacances (art. 15).

15° Garantie pour le travailleur au droit à la rémunération de vacances en l'absence de versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent (art. 16).

16° Extension des fonctions de la Caisse Nationale des Vacances Annuelles (art. 20).

17° Institution de comités paritaires de contrôle auprès des caisses de vacances (art. 25).

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 16 FÉVRIER 1946.

18° Détermination des droits des employés et assimilés (art. 18).

19° Fixation du mode d'établissement de la gratification de vacances pour les apprentis non rémunérés (art. 21).

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 8 OCTOBRE 1946.

20° Détermination de la valeur des prestations effectives ne comportant pas huit heures par jour.

21° Fixation du salaire de référence pendant la dernière quinzaine de travail effectué avant le 31 mars, ce dans le but d'obtenir un pécule de congé qui se rapproche autant que possible du salaire moyen en vigueur avant la période des vacances.

ARRÊTÉ-LOI DU 18 FÉVRIER 1947.

22^o Institution de la Caisse Nationale des Vacances Annuelles en établissement public.

ARRÊTÉ-LOI DU 14 AVRIL 1945 SUR LES CONGÉS ANNUELS DES OUVRIERS MINEURS DU FOND.

Les travailleurs du fond occupés dans les mines de charbon, qui remplissent les conditions à déterminer, ont droit à un congé complémentaire d'une durée maximum de douze jours, calculé en fonction de leur assiduité.

Ils bénéficieront d'un abonnement gratuit d'une semaine sur le réseau de la Société Nationale des Chemins de fer Belges; le coût des dits abonnements est à charge de l'Etat.

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 16 OCTOBRE 1945 DÉTERMINANT POUR L'EXERCICE 1944-1945, CERTAINES MODALITÉS SPÉCIALES D'APPLICATION DE LA LOI SUR LES CONGÉS ANNUELS PAYÉS, EN CE QUI CONCERNE LES TRAVAILLEURS ASSUJETTIS A L'ARRÊTÉ-LOI DU 10 JANVIER 1945 CONCERNANT LA SÉCURITÉ SOCIALE DES OUVRIERS MINEURS ET ASSIMILÉS.

Congés ordinaires :

Les cotisations de congés sont complétées par une rémunération de congé complémentaire à charge de la Caisse Nationale Auxiliaire de Congés Payés et soldées à l'aide des fonds provenant de la perception des cotisations prévues par l'arrêté royal du 6 avril 1939.

Les cotisations de congé afférentes à l'exercice 1944-1945 et constituées sur base des salaires proméritées avant le 1^{er} septembre 1944, sont majorées de 60 % à charge de la Caisse Nationale Auxiliaire des Congés Payés.

Les travailleurs visés ont droit à un complément de pécule de congé égal au quart de pécule de congé ordinaire afférent à l'exercice 1944-1945, compte tenu de la majoration visée à l'article précédent.

Congés complémentaires :

Les ouvriers du fond visés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 14 avril 1945, ont droit à un congé complémentaire de cinq jours au maximum à octroyer en 1945 et calculé en fonction de leur assiduité au travail pendant la période allant du 1^{er} février au 30 juin 1945.

Le travailleur ayant droit recevra pour chaque jour de congé visé à l'article 5, une rémunération de congé égale au salaire journalier moyen tel qu'il résultera de la dernière paie allouée pour le travail effectué au fond.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 18 OCTOBRE 1945 DÉTERMINANT LES CATÉGORIES D'OUVRIERS MINEURS ET ASSIMILÉS POUVANT PRÉTENDRE, POUR L'EXERCICE 1944-1945, A UNE RÉMUNÉRATION COMPLÉMENTAIRE DE CONGÉ.

Une rémunération complémentaire de congé est octroyé par le présent arrêté et est applicable aux travailleurs qui ont :

1^o été contraints, pour des motifs patriotiques, de vivre clandestinement pendant l'occupation du territoire national ou qui ont participé activement à la libération du territoire;

2° été contraints par l'occupant au travail soit en Belgique, soit à l'étranger, après le 7 octobre 1942, et qui peuvent faire la preuve de cette contrainte;

3° pris service dans les armées des puissances alliées à la Belgique;

4° été internés ou emprisonnés pour des raisons patriotiques en Belgique ou à l'étranger;

5° été dans l'impossibilité de fournir des prestations normales de travail en raison des opérations militaires, de la destruction des locaux de travail où ils étaient occupés ou de la destruction des moyens de transport nécessaires pour se rendre au travail.

Les travailleurs visés ont droit à une rémunération complémentaire de congé égale à 2 % du salaire que le travailleur aurait normalement promérité, si le travail n'avait pas été interrompu pour l'une des causes sur ce visée.

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 22 JUIN 1946 DÉTERMINANT POUR L'EXERCICE 1945, CERTAINES MODALITÉS SPÉCIALES D'APPLICATION DE LA LOI SUR LES CONGÉS PAYÉS ANNUELS, EN CE QUI CONCERNE LES TRAVAILLEURS ASSUJETTIS A L'ARRÊTÉ-LOI DU 10 JANVIER 1945, CONCERNANT LA SÉCURITÉ SOCIALE DES OUVRIERS MINEURS ET ASSIMILÉS.

ARTICLE PREMIER. — Les prescriptions du présent arrêté ne remplacent les dispositions de l'arrêté royal du 8 décembre 1938 que pour autant que celles-ci soient inconciliables avec les prescriptions ci-dessous.

ART. 2. — La rémunération de vacances normales est complétée par une rémunération complémentaire de congé à charge du Fonds National de retraite des ouvriers mineurs, et ce dans les cas suivants :

a) lorsque le travailleur a été placé dans l'impossibilité de poursuivre son activité par suite d'un accident du travail et ce, jusqu'au moment de la reprise du travail ou de la consolidation définitive de l'accident;

b) lorsque le travailleur a dû cesser son activité par suite de maladie;

c) lorsque le travailleur a dû effectuer des périodes normales de rappel sous les drapeaux, sauf le cas où celui-ci serait d'ordre disciplinaire;

d) lorsque le travailleur s'est trouvé dans l'impossibilité de travailler pour les motifs suivants :

1° s'il a été contraint par l'occupant au travail à l'étranger après le 7 octobre 1942 et qu'il peut faire la preuve de cette contrainte;

2° s'il a pris service dans les armées des puissances alliées ou belges;

3° s'il a été interné ou emprisonné à l'étranger pour des raisons patriotiques.

Cette rémunération complémentaire de congé est égale à 2 % d'un salaire qui se calcule comme suit :

Le salaire effectivement gagné par l'ouvrier à chaque siège d'exploitation pendant l'exercice de vacances 1945, est multiplié par le nombre de jours de chômage visés aux littéras a) et d) ci-dessus. Ce produit est divisé par le nombre de jours d'extraction pendant la période où l'ouvrier a travaillé à chaque siège d'exploitation, diminué, préalablement, du nombre de jours de chômage pendant la même période et visés aux littéras a) à d) ci-dessus.

L'octroi de cette rémunération est subordonné à la production des attestations et preuves exigées par le Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

Congés complémentaires :

Les ouvriers du fond, visés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 14 avril 1945, ont droit à un congé complémentaire de douze jours maximum à octroyer en 1946.

Les congés prévus sont liquidés par le Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs, soit directement aux intéressés, soit à l'intervention des employeurs.

La charge résultant de ces congés est supportée par le dit Fonds. Celui-ci empruntera au Trésor les sommes qui lui sont nécessaires à cet effet.

Le travailleur ayant droit recevra une rémunération de congé égale au salaire journalier moyen fixé conformément à l'article 2.

Les ouvriers du fond ont droit à un titre de voyage gratuit, aller et retour, par jour de congé complémentaire.

ARRÊTÉ DU 30 DÉCEMBRE 1945 DÉTERMINANT LES MODALITÉS SPÉCIALES TRANSITOIRES D'APPLICATION DE LA LOI SUR LES CONGÉS PAYÉS DANS L'INDUSTRIE DIAMANTAIRE.

Le complément de pécule de congé prévu par l'article 2 de l'arrêté du 31 mars 1945 est remplacé par un complément forfaitaire de 60 % de la valeur totale des timbres apposés sur la carte de vacances. La rémunération de congé peut, jusqu'au 31 décembre 1945, être constituée au moyen de cartes et de timbres de congé, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 août 1939, déterminant les modalités spéciales d'application de la loi sur les congés annuels payés dans l'industrie diamantaire. Les employeurs apposent les timbres de congé à concurrence de 4 % du montant des salaires effectivement payés. Ils sont autorisés à retenir 1,75 % du montant des cotisations qu'ils font parvenir à l'Office National de Sécurité Sociale.

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 28 OCTOBRE 1946 PORTANT MODIFICATION A L'ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 16 FÉVRIER 1946, FIXANT LES MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ-LOI DU 3 JANVIER 1946, CONCERNANT LES CONGÉS PAYÉS DES TRAVAILLEURS SALARIÉS.

ART. 2. — Article 7, alinéa 2, de l'arrêté du 16 février 1946 est modifié comme suit :

Le pécule de congé est égale au nombre de jours de congés dûs aux travailleurs multiplié par le montant du salaire journalier moyen gagné par l'intéressé durant les deux dernières semaines du mois de mars de l'année durant laquelle le congé sera pris ou si l'intéressé n'était pas au travail en ce moment, durant les deux dernières semaines qu'il a travaillé avant le 31 mars.

ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 18 NOVEMBRE 1946 FIXANT A L'AVANTAGE DU PERSONNEL NAVIGUANT DE LA PÊCHE MARITIME CERTAINES MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ-LOI DU 3 JANVIER 1946 CONCERNANT LES CONGÉS PAYÉS DES TRAVAILLEURS SALARIÉS.

Afin de calculer les congés payés du personnel naviguant de la pêche maritime, le salaire brut gagné durant l'exercice en cours est divisé par les montants forfaitaires fixés par l'arrêté ministériel du 4 janvier 1946. La somme ainsi obtenue est considérée comme représentant le nombre de jours de travail effectif qui donne droit aux congés payés en application de l'article 7 de l'arrêté du Régent du 16 février 1946.

Le congé sera accordé entre Pâques et le 31 août.

ARRÊTÉ DU RÉGENT, DU 2 AVRIL 1947, DÉTERMINANT LES MODALITÉS GÉNÉRALES DE L'ARRÊTÉ-LOI DU 25 FÉVRIER 1947, RELATIF A L'OCTROI DE SALAIRES AUX TRAVAILLEURS, PENDANT HUIT JOURS PAR AN.

ARTICLE PREMIER. — Le salaire normal doit être payé aux travailleurs assujettis à l'arrêté-loi du 25 février 1947, pour les jours fériés suivants :

- le 1^{er} janvier;
- le lundi de Pâques;
- le 1^{er} mai;
- l'Ascension;
- le lundi de la Pentecôte;
- l'Assomption;
- La Toussaint;
- La Noël.

Si un ou plusieurs de ces jours coïncident avec un dimanche, ils seront successivement remplacés par le 21 juillet et le 11 novembre.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 11 MARS 1947 FIXANT LE MONTANT DE LA GRATIFICATION DE VACANCES A ALLOUER AUX APPRENTIS NON RÉMUNÉRÉS POUR L'EXERCICE 1946.

ARTICLE PREMIER. — Les apprentis non rémunérés peuvent prétendre pour chaque jour de congé auquel ils ont droit à une gratification de vacances de 40 francs.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 11 AVRIL 1947, PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ DU RÉGENT DU 28 SEPTEMBRE 1945, RELATIF A L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ-LOI DU 28 DÉCEMBRE 1944, CONCERNANT LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS, AUX EMPLOYEURS ET AUX TRAVAILLEURS RÉMUNÉRÉS AU POURBOIRE.

Les dispositions de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945, relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire, sont rendues applicables aux employeurs et travailleurs rémunérés totalement ou principalement au pourboire, qui relèvent d'industries et de commerces ou branches d'industrie et de commerce autres que l'industrie hôtelière.

VI. — LA SÉCURITÉ D'EXISTENCE POUR LES TRAVAILLEURS DU PORT.

C'est sur proposition du Comité national du port d'Anvers, plus tard du port de Gand et de celui de Bruxelles, qu'ont été pris les arrêtés prévoyant la création d'un « Fonds de sécurité d'existence ».

Ces arrêtés datent :

- pour Anvers, du 26 septembre 1946;
- pour Gand, du 7 octobre 1946;
- pour Bruxelles, du 15 janvier 1947.

Ce fonds a pour mission d'accorder aux travailleurs des ports d'Anvers, de Gand et de Bruxelles, une indemnité de présence en dehors de la réglementation prévue pour l'octroi des allocations de chômage.

Cette indemnité de présence qui est payée depuis le 1^{er} octobre 1946 à Anvers et Gand et depuis le 15 janvier 1947 à Bruxelles, est égale à la différence entre la somme de 100 francs pour Anvers, 90 francs pour Gand et Bruxelles, et le montant de l'allocation principale journalière de chômage.

Le fonds est alimenté par des cotisations versées par toutes les entreprises qui dépendent du Comité du Port. Le montant de ces cotisations est égal à 15 % des salaires bruts promérités après le 1^{er} septembre 1946.

Peut bénéficier de l'indemnité d'existence, toute personne considérée comme travailleur du Port qui est titulaire d'une carte d'inscription de docker délivrée par le Comité du Port.

Pour ce qui concerne l'indemnité d'existence des travailleurs des ports de Bruges et d'Ostende, il y a lieu de remarquer que celle-ci ne leur est pas encore accordée, un accord n'étant pas encore intervenu.

Depuis l'entrée en vigueur de la « Sécurité d'existence », la situation dans les ports a subi de légères modifications. Tant au port d'Anvers qu'à celui de Gand, le nombre d'ouvriers dockers a été réduit :

en juillet 1946, il y avait à Anvers, 15.698 dockers reconnus; ce chiffre a été réduit au 1^{er} octobre suivant à 13.411, soit une diminution de 2.287 unités;

à Gand, le chiffre est tombé de 2.479 à 1.969, soit une diminution de 510 unités.

Cette sélection a été opérée sur la base des prestations de travail des intéressés, chaque ouvrier docker étant tenu pour conserver sa qualification de travailler au moins 60 jours par an.

L'article 7 des arrêtés du 26 septembre et du 7 octobre 1946 prévoit qu'un arrêté ministériel déterminera les modalités d'application de ces arrêtés. Comme le dit arrêté ministériel n'a pas encore paru, deux interprétations différentes ont vu le jour :

Anvers : Chaque présence au bureau d'embauchage donne droit à l'indemnité de sécurité de 100 francs.

Gand : La sécurité d'existence est accordée de la même manière que les allocations de chômage, ce qui fait qu'elle n'est octroyée que dans des limites où sont accordées les allocations de chômage.

VII. — ACCIDENTS DE TRAVAIL.

1. Arrêté-loi du 9 juin 1945 (*Moniteur* du 5 juillet 1945) modifiant certaines dispositions de la législation en la matière.

2. Arrêté-loi du 19 mai 1945 (*Moniteur* du 7 juin 1945) relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail causés par faits de guerre. Arrêté complémentaire du 5 juillet 1945 (*Moniteur* du 23 novembre 1945).

3. Arrêté-loi du 20 septembre 1945 (*Moniteur* du 16 décembre 1945) étendant aux gens de maison le bénéfice de la législation sur les accidents du travail.

4. Arrêté-loi du 22 novembre 1945 (*Moniteur* du 16 février 1946) relatif au calcul de l'indemnité en cas d'incapacité temporaire résultant d'un accident du travail.
5. Arrêté-loi du 13 décembre 1945 (*Moniteur* du 16 février 1946) relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail. Arrêté-complémentaire du 17 décembre 1946 (*Moniteur* du 31 janvier 1947) prorogeant la durée d'application de l'arrêté-loi du 13 décembre 1945.
6. Arrêté-loi du 17 décembre 1946 (*Moniteur* du 29 décembre 1946) relatif à la cession et à la saisie des indemnités d'accidents du travail.
7. Arrêté du 3 juin 1946 (*Moniteur* du 13 juin 1946) portant relèvement des capitaux et cautionnements requis en matière d'agrément des organismes d'assurance contre les accidents du travail.
8. Arrêté du 19 octobre 1944 (*Moniteur* du 26 octobre 1944) relevant les allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail.

ANNEXE V.

Note relatant l'activité du Conseil supérieur d'hygiène des mines depuis son installation.

I. — Pour combattre l'invalidité prématurée des mineurs, le Conseil supérieur d'Hygiène des Mines a unanimement estimé qu'il fallait, avant tout, étudier le problème de la lutte contre les poussières.

On peut conclure, des rapports présentés par les différentes sections du Conseil supérieur d'Hygiène des Mines, que le problème de la suppression des poussières dans les travaux préparatoires en roches est actuellement résolu. Les ouvriers bouveleurs qui, jusqu'à présent, étaient les plus exposés, pourront travailler désormais dans des conditions considérablement améliorées :

Les conditions de travail de ces ouvriers leur permettent d'utiliser, sans inconvénients, le masque à adduction d'air qui présente sur le masque filtrant, l'avantage d'utiliser un air venant directement de l'extérieur et d'éliminer ainsi un filtre qui constitue une gêne considérable à la respiration de l'ouvrier au travail.

Les différentes sections du Conseil supérieur d'Hygiène des Mines ont défini les conditions auxquelles devaient répondre ces masques à adduction d'air :

1^o il faut capter un air pur à tout point de vue : poussières, graisses, oxyde de carbone;

2^o il faut que l'état physique de cet air soit parfaitement conditionné, notamment au point de vue hygrométrique;

3^o il faut qu'il existe dans l'arrivée d'air une surpression suffisante pour empêcher la rentrée des poussières;

4^o il faut que le raccordement du masque au tuyau d'arrivée d'air se détache facilement.

Un autre système de dépoussiérage a été envisagé par l'humidification des chantiers miniers, mais il semble que l'humidification dans les mines belges ne soit pas toujours applicable du fait même des particularités du terrain houllier; de plus, cette humidification doit être soigneusement étudiée étant donné qu'elle peut favoriser des infections chez les ouvriers travaillant dans un milieu constamment humide.

La généralisation de l'abattage à tir d'ébranlement a également été envisagé par le Conseil supérieur d'Hygiène des Mines comme moyen de lutte contre les poussières. Ce procédé aurait l'avantage de provoquer un afflux de poussières au moment où aucun ouvrier ne se trouverait à proximité.

II. — En ce qui concerne le dépistage de la silicose, le Conseil supérieur d'Hygiène des Mines recommande de former en Belgique, un cadre de médecins physiologiques qualifiés qui seraient chargés d'examiner périodiquement les mineurs au travail; des radiographies seraient pratiquées systématiquement et régulièrement chez tous les mineurs, dont les résultats seraient examinés par un Collège de médecins compétents entourés éventuellement de spécialistes étrangers. Des instructions seraient données aux charbonnages sur la façon dont devraient être pris les clichés radiographiques. Ces instructions résulteraient d'une étude du Conseil supérieur d'Hygiène des Mines qui préconise d'ailleurs d'envoyer les médecins conseil des charbonnages en stage à l'étranger, de réunir en conférence les différents médecins et de profiter du passage en Belgique de savants étrangers pour leur soumettre des séries de radiographies.

III. — Dans le cadre de ses études sur la silicose le Conseil supérieur d'Hygiène des Mines s'est posé la question de savoir s'il fallait maintenir au travail ou licencier les ouvriers mineurs à la suite des examens médicaux de dépistage de la silicose.

Les conclusions de ces différentes sections sont les suivantes :

1^o il y a lieu d'éliminer de la mine les ouvriers reconnus atteints de tuberculose ouverte évolutive;

2^o les ouvriers présentant des lésions de tuberculose fermée feront l'objet d'une surveillance spéciale, seront éventuellement mis en observation à la clinique; si la tuberculose, même fermée, se confirme, le mineur sera écarté de la mine;

3^o les ouvriers présentant des images radiologiques avec maintien d'une capacité de travail suffisante, seront maintenus à leur travail.

Si, par les surcharges cardiaques imposées au cœur par des lésions pulmonaires trop étendues, on devait craindre une décompensation, il y aurait lieu de reclasser ces ouvriers à un travail léger au fond de la mine;

4^o les ouvriers qui, sans lésion organique, présentent des troubles fonctionnels graves feront l'objet d'une tutelle spéciale.

Il existe par ailleurs des laboratoires, surtout universitaires, qui font un grand effort pour mettre au point toutes les techniques qu'il est possible d'employer, pour apprécier la capacité fonctionnelle et pour retirer de l'ensemble de ces techniques celles qui sont les plus simples afin de les recommander à l'ensemble du corps médical.

Le Conseil supérieur d'Hygiène des Mines souhaite par ailleurs que lorsqu'un ouvrier a été examiné par le médecin du charbonnage, la décision définitive appartienne à un comité médical de spécialistes afin d'assurer aux décisions une conformité et une sécurité suffisante pour les mineurs.

ANNEXE VI.

**Accord entre les Nations-Unies
et l'Organisation Internationale du Travail.**

L'article 57 de la Charte des Nations Unies prévoit que les diverses institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, seront reliées aux Nations Unies.

La Conférence internationale du Travail, en sa vingt-septième session tenue à Paris, a adopté, le 3 novembre 1945, une résolution exprimant le désir de l'Organisation internationale du Travail d'entrer en relation avec les Nations Unies conformément à des dispositions à déterminer par accord mutuel.

En conséquence, les Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail conviennent de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

L'Organisation internationale du Travail est reconnue par les Nations Unies comme étant une institution spécialisée investie de la responsabilité de prendre des mesures appropriées, aux termes de son instrument fondamental, pour l'accomplissement des objectifs prévus à cet instrument.

ART. II.

Représentation réciproque.

1. Des représentants des Nations Unies seront invités à assister aux réunions de la Conférence internationale du Travail (désignée ci-dessous par le terme « Conférence ») et de ses commissions; du Conseil d'administration et de ses commissions; et des autres conférences générales, régionales ou spéciales, convoquées par l'Organisation internationale du Travail, et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces organes.

2. Des représentants de l'Organisation internationale du Travail seront invités à assister aux réunions du Conseil économique et social des Nations Unies (désigné ci-dessous par le terme « Conseil ») et de ses commissions et comités et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces organes en ce qui concerne les questions figurant à leur ordre du jour et pour lesquelles l'Organisation internationale du Travail aura indiqué avoir un intérêt.

3. Des représentants de l'Organisation internationale du Travail seront invités à assister, à titre consultatif, aux réunions de l'Assemblée générale. Il leur sera donné l'occasion de présenter pleinement à l'Assemblée générale les vues de l'Organisation internationale du Travail sur les questions entrant dans le domaine de ses activités.

4. Des représentants de l'Organisation internationale du Travail seront invités à assister aux réunions des commissions principales de l'Assemblée générale pour lesquelles l'Organisation internationale du Travail a un intérêt et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces commissions.

5. Des représentants de l'Organisation internationale du Travail seront invités à assister aux réunions du Conseil de tutelle et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations en ce qui concerne les questions figurant à son ordre du jour et pour lesquelles l'Organisation aura indiqué avoir un intérêt.

6. Le Secrétariat des Nations Unies assurera la distribution de toute communication écrite de l'Organisation aux membres de l'Assemblée générale, du Conseil et de ses commissions, ainsi que du Conseil de tutelle, selon le cas.

ART. III.

Insertion des questions dans l'ordre du jour.

Sous réserve des consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires l'Organisation internationale du Travail insérera dans l'ordre du jour du Conseil d'administration les questions proposées par les Nations Unies. Réciproquement, le Conseil et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inséreront dans leur ordre du jour les questions proposées par l'Organisation internationale du Travail.

ART. IV.

Recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil.

1. L'Organisation internationale du Travail, tenant compte de l'obligation des Nations Unies de favoriser les objectifs prévus à l'article 55 de la Charte et des fonctions et pouvoirs du Conseil aux termes de l'article 62 de la Charte, de faire ou de provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture, de l'éducation et de la santé publique et autres domaines connexes et d'adresser des recommandations sur ces questions aux institutions spécialisées; et tenant compte également de la responsabilité des Nations Unies, aux termes des articles 58 et 63 de la Charte, de faire des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées, convient de prendre des mesures en vue de soumettre, aussitôt que possible, au Conseil d'administration, à la Conférence ou à tout autre organe de l'Organisation internationale du Travail qui pourrait être approprié, toutes les recommandations formelles que l'Assemblée générale ou le Conseil pourra lui adresser.

2. L'Organisation internationale du Travail convient de procéder à des échanges de vues avec les Nations Unies, à leur demande, au sujet de ces recommandations et de faire rapport en temps opportun aux Nations Unies sur les mesures prises par l'Organisation ou par ses membres en vue de donner effet à ces recommandations, ou sur tous autres résultats dont aurait été suivie la prise en considération de ces recommandations.

3. L'Organisation internationale du Travail affirme son intention de coopérer dans toutes autres mesures qui pourront être nécessaires en vue d'assurer la coordination effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Notamment, elle convient de participer dans tout organisme ou tous organismes que le Conseil pourrait créer en vue de faciliter cette coordination, de coopérer avec ces organismes et de fournir les informations qui pourraient être nécessaires dans l'accomplissement de cette tâche.

ART. V.

Echange d'informations et de documents.

1. Sous réserve de mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide d'informations et de documents.

2. Sans porter préjudice au caractère général des dispositions du § 1^{er} :

a) l'Organisation internationale du Travail convient de fournir aux Nations-Unies des rapports réguliers sur les activités de l'Organisation internationale du Travail;

b) l'Organisation internationale du Travail convient de donner suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou d'informations, présentée par les Nations-Unies, sous réserve des dispositions de l'article XV; et

c) le Secrétaire Général, à la demande du Directeur, procèdera à des échanges de vues avec lui en vue de fournir les informations pour lesquelles l'Organisation internationale du Travail aurait un intérêt spécial.

ART. VI.

Assistance au Conseil de sécurité.

L'Organisation internationale du Travail convient de coopérer avec le Conseil économique et social en fournissant telles informations et telle assistance que le Conseil de sécurité pourrait demander, y compris l'assistance destinée à permettre l'application des décisions du Conseil de sécurité pour le maintien ou le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales.

ART. VII.

Assistance au Conseil de tutelle.

L'Organisation internationale du Travail convient de coopérer avec le Conseil de tutelle des Nations-Unies dans l'accomplissement de ses fonctions et, en particulier, de fournir au Conseil de tutelle, dans toute la mesure du possible, telle assistance que le Conseil pourrait lui demander au sujet des questions intéressant l'Organisation.

ART. VIII.

Territoires non autonomes.

L'Organisation internationale du Travail convient de coopérer avec les Nations-Unies à la mise en œuvre des principes et obligations prévus au chapitre XI de la Charte en ce qui concerne les questions affectant le bien-être et le développement des peuples des territoires non autonomes.

ART. IX.

Relations avec la Cour internationale de Justice.

1. L'Organisation internationale du Travail convient de fournir toutes informations qui lui seraient demandées par la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 34 du Statut de la Cour.
2. L'Assemblée générale autorise l'Organisation internationale du Travail à demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de son activité, à l'exception de celles concernant les relations réciproques entre l'Organisation internationale du Travail et des Nations-Unies ou d'autres institutions spécialisées.
3. La demande peut être adressée à la Cour par la Conférence, ou par le Conseil d'administration autorisé par la Conférence.
4. Au moment de présenter à la Cour internationale de Justice une demande d'avis consultatif, l'Organisation internationale du Travail informera le Conseil économique et social de la demande.

ART. X.

Siège et bureaux régionaux.

1. L'Organisation Internationale du Travail, tenant compte de l'intérêt qu'il y a à ce que le siège des institutions spécialisées soit situé au siège permanent des Nations Unies, et des avantages présentés par cette centralisation, convient de procéder à des échanges de vues avec les Nations Unies avant de décider de la situation de son siège permanent.

2. Dans la mesure du possible, les bureaux régionaux ou les branches que l'Organisation Internationale du Travail pourrait établir seront en rapports étroits avec les bureaux régionaux ou les branches que les Nations Unies pourraient établir.

ART. XI.

Arrangement concernant le personnel.

1. Les Nations Unies et l'Organisation Internationale du Travail reconnaissent que le développement futur d'un service civil international unifié est souhaitable du point de vue d'une coordination administrative effective, et, à cette fin, conviennent de favoriser les règles communes concernant le personnel, les méthodes et arrangements destinés à éviter de graves inégalités dans les termes et les conditions d'emploi, ainsi qu'à éviter une concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter l'échange du personnel en vue d'obtenir le maximum d'avantages de leurs services.

2. Les Nations Unies et l'Organisation Internationale du Travail conviennent de coopérer, dans la plus large mesure possible, en vue d'atteindre ce but et notamment, elles conviennent :

- a) de procéder à des échanges de vues au sujet de l'établissement d'une Commission de service civil international, chargée de donner des conseils sur les moyens permettant d'assurer des règles communes pour le recrutement du personnel des secrétariats des Nations Unies et des institutions spécialisées;
- b) de procéder à des échanges de vues au sujet des questions relatives à l'emploi des fonctionnaires et du personnel, y compris les conditions de service, la durée des nominations, les catégories du personnel, l'échelle des traitements et des indemnités, la retraite et les droits de pension, ainsi que les règles et les règlements du personnel afin d'assurer autant d'uniformité qu'il sera possible dans ce domaine;
- c) de coopérer dans l'échange de personnel, lorsque cela sera souhaitable, sur une base soit temporaire, soit permanente, en prenant soin de garantir l'ancienneté et les droits à pension; et
- d) de coopérer à l'établissement et à la mise en œuvre d'un mécanisme approprié pour le règlement des litiges concernant l'emploi du personnel et les questions s'y rattachant.

ART. XII.

Services de statistiques.

1. Les Nations Unies et l'Organisation Internationale du Travail conviennent de réaliser une coopération aussi complète que possible, d'éviter le double emploi superflu et d'utiliser avec la plus grande efficacité leur personnel technique dans leurs activités respectives concernant le rassemblement, l'analyse, la publication et la diffusion des informations statistiques. Les Nations Unies et l'Organisation Internationale du Travail conviennent de mettre leurs efforts en commun en vue d'assurer la plus grande utilité et le plus grand usage possible de leurs informations statistiques et de réduire au minimum les charges des gouvernements nationaux et de toutes autres organisations auprès desquels ces informations seront recueillies.

2. L'Organisation Internationale du Travail reconnaît que les Nations Unies constituent l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, standardiser, et faire progresser les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation Internationale du Travail est reconnue par les Nations Unies comme étant l'organisme approprié chargé de recueillir, analyser, publier, standardiser et faire progresser les statistiques dans son propre domaine, sans qu'il soit porté préjudice au droit des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques pour autant qu'elles soient essentielles à la poursuite de leurs propres buts et au développement des statistiques à travers le monde.

4. Les Nations-Unies établiront les instruments administratifs et la procédure au moyen desquels une coopération effective concernant les statistiques entre les Nations-Unies et les institutions reliées à elles, pourra être assurée.

5. Il est reconnu souhaitable que le rassemblement des informations statistiques ne soit pas répété par les Nations-Unies ou par toute autre institution spécialisée chaque fois qu'il est possible d'utiliser les informations ou la documentation qu'une autre institution peut fournir.

6. Afin d'établir un centre de rassemblement des informations statistiques destinées à un usage général, il est convenu que les données fournies à l'Organisation internationale du Travail pour insertion dans ses séries statistiques de base et ses rapports spéciaux seront, dans la mesure du possible, mises à la disposition des Nations-Unies.

ART. XIII.

Services administratifs et techniques.

1. Les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail reconnaissent que, afin d'unifier les méthodes administratives et techniques et de faire le meilleur usage possible du personnel et des ressources, il est souhaitable d'éviter, dans toute la mesure du possible, au sein des Nations-Unies et des institutions spécialisées, la création de services qui se fassent concurrence ou qui fassent double emploi.

2. En conséquence, les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail conviennent de procéder à des échanges de vues concernant l'établissement des services administratifs et techniques communs, en plus de ceux qui sont mentionnés aux articles XI, XII et XIV, dans la mesure où, de temps à autre, l'organisation et l'usage de tels services sembleront possibles et appropriés.

3. Les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail prendront des dispositions concernant l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

ART. XIV.

Arrangements budgétaires et financiers.

1. L'Organisation internationale du Travail reconnaît qu'il serait souhaitable que d'étroites relations budgétaires et financières s'établissent avec les Nations-Unies afin que les travaux administratifs des Nations-Unies et des institutions spécialisées soient menés à bien de la manière la plus efficace et la plus économique et que le maximum de coordination et d'uniformité dans ces travaux soit assuré.

2. Les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail conviennent de coopérer dans toute la mesure du possible, dans la poursuite de ces objectifs et notamment de procéder à des échanges de vues pour déterminer s'il serait souhaitable de faire des arrangements appropriés pour l'insertion du budget de l'Organisation dans un budget général des Nations-Unies. Tout arrangement qui pourrait être conclu à cette fin sera défini dans un accord supplémentaire entre les deux organisations.

3. Au cours de la préparation du budget de l'Organisation internationale du Travail, celle-ci procèdera à des échanges de vues avec les Nations-Unies.

4. L'Organisation internationale du Travail convient de communiquer annuellement aux Nations-Unies son projet de budget en même temps qu'elle le communique à ses membres. L'Assemblée générale examinera le budget ou le projet de budget de l'Organisation et pourra faire des recommandations à l'Organisation au sujet d'un ou de plusieurs postes dudit budget.

5. Les représentants de l'Organisation internationale du Travail ont le droit de participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toute commission de celle-ci, en tout temps où sont examinés le budget de l'Organisation ou des questions générales administratives ou financières intéressant l'Organisation.

6. Les Nations-Unies pourront entreprendre le recouvrement des contributions des membres de l'Organisation internationale du Travail qui sont également des membres des Nations-Unies, conformément aux arrangements qui, le cas échéant, seraient définis dans un accord ultérieur entre les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail.

7. Les Nations-Unies prendront de leur propre initiative, ou sur demande de l'Organisation internationale du Travail, des dispositions pour faire des études sur les questions financières et fiscales intéressant l'Organisation et les autres institutions spécialisées, en vue d'établir des services communs et d'assurer l'uniformité dans ces domaines.

8. L'Organisation internationale du Travail convient de se conformer, dans la mesure du possible, aux pratiques et aux règles uniformes recommandées par les Nations-Unies.

ART. XV.

Financement des services spéciaux.

1. Dans le cas où l'Organisation internationale du Travail aurait à faire face à des dépenses supplémentaires importantes rendues nécessaires par suite d'une demande de rapports, d'études ou d'assistance spéciale présentée par les

Nations-Unies, aux termes des articles V, VI, VII, ou de toute autre disposition du présent Accord, l'Organisation internationale du Travail et les Nations-Unies procéderont à des échanges de vues afin de déterminer la façon la plus équitable de faire face à ces dépenses.

2. De même, les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail procéderont à des échanges de vues afin de prendre les dispositions équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux ou de toute autre assistance fournie par les Nations-Unies.

ART. XVI.

Accords entre institutions.

L'Organisation internationale du Travail convient d'informer le Conseil sur la nature et la portée de tout accord formel entre l'Organisation internationale du Travail et toute autre institution spécialisée ou organisation intergouvernementale, et notamment convient d'informer le Conseil avant de conclure de tels accords.

ART. XVII.

Liaison.

1. Les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail conviennent des dispositions précédentes dans l'espoir qu'elles contribueront à assurer une liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre toutes les mesures supplémentaires qui pourront être nécessaires pour rendre cette liaison vraiment effective.

2. Les dispositions relatives aux liaisons prévues aux articles précédents du présent Accord s'appliqueront, dans la mesure du possible, autant aux relations entre les branches et les bureaux régionaux que les deux organisations pourront établir qu'à leurs organismes centraux.

ART. XVIII.

Exécution de l'Accord.

Le Secrétaire Général et le Directeur peuvent conclure tous arrangements supplémentaires en vue de l'application du présent Accord, qui peuvent paraître souhaitables à la lumière de l'expérience des deux organisations.

ART. XIX.

Revision.

Le présent Accord sera sujet à revision par accord entre les Nations-Unies et l'Organisation internationale du Travail.

ART. XX.

Entrée en vigueur.

Le présent Accord entrera en vigueur dès qu'il sera approuvé par l'Assemblée générale des Nations-Unies et la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

ANNEXE VII.

Renseignements statistiques relatifs au fonctionnement du Fonds de Prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles.

ANNÉE	N O M B R E	
	des ouvriers déclarés	des employeurs assujettis
1928	manque	manque
1929	»	»
1930	»	»
1931	»	»
1932	»	»
1933	31.787	6.585
1934	29.789	6.801
1935	30.371	manque
1936	35.031	7.190
1937	34.975	4.300
1938	70.540	10.439
1939	62.753	9.430
1940	52.205	8.863
1941	67.198	9.506
1942	62.724	8.258
1943	59.093	7.795
1944	65.109	8.203
1945	71.740	9.527
1946	ne pourra être déterminé qu'en décembre 1947.	

Nous aurions voulu compléter l'ensemble des statistiques relatives aux maladies professionnelles par l'indication du nombre de femmes intéressées. Malheureusement, les documents souscrits par les employeurs pour la déclaration de leurs ouvriers exposés au risque de maladie professionnelle ne prévoient pas de distinction entre les hommes et les femmes.

Tableau des requêtes reçues et retenues.

ANNÉE	REQUETES REÇUES	REQUETES RETENUES
1928	64	12
1929	82	48
1930	143	99
1931	162	74
1932	146	75
1933	118	48
1934	132	60
1935	133	79
1936	170	88
1937	174	78
1938	233	103
1939	211	71
1940	111	30
1941	145	32
1942	183	50
1943	275	62
1944	204	52
1945	199	46
1946	232	56
TOTAL	3.117	1.463

Gravité des sinistres à l'origine.

Année	Incapacité temporaire	Incapacité permanente	Décès	Récidives	Total
1928	manque	manque	manque	manque	21
1929	33	5	6	—	44
1930	75	13	8	—	96
1931	60	11	7	—	78
1932	61	11	3	—	75
1933	39	4	5	—	48
1934	45	7	8	—	60
1935	64	9	5	—	78
1936	67	4	8	—	79
1937	61	7	10	—	78
1938	66	26	8	—	100
1939	39	26	9	—	74
1940	25	3	2	—	30
1941	22	—	4	6	32
1942	21	13	7	9	50
1943	33	18	8	3	62
1944	22	18	7	5	52
1945	13	29	3	1	46
1946	15	37	1	3	56
	761	241	109	27	1.159

Tableau des indemnités payées (en milliers de francs).

Année	Incapacités temporaires	Incapacités permanentes	Rentes	Frais de cure	Total
1928	49	9	10	manque	68
1929	97	31	42	»	170
1930	215	70	70	»	355
1931	243	110	98	»	451
1932	253	134	109	»	496
1933	185	153	114	»	452
1934	183	153	112	»	448
1935	228	156	121	»	505
1936	365	194	158	»	717
1937	343	226	167	»	736
1938	351	272	212	»	835
1939	291	373	216	»	880
1940	156	366	268	8	798
1941	112	316	248	22	698
1942	197	462	332	34	1.025
1943	298	630	312	91	1.331
1944	327	746	492	96	1.661
1945	197	906	628	58	1.789
1946	154	1.819	554	39	2.566
	4.244	7.126	4.263	348	15.981

Tableau de la réparation par

Année — Depuis	Intoxication par le plomb	Intoxication par le mercure	Infection charbonneuse	Intoxication par les hydrocarb.	Intoxication par le phosphore
	1928	1928	1928	1932	1932
1928	manque	manque	manque	—	—
1929	38	—	10	—	—
1930	95	2	2	—	—
1931	75	1	4	—	—
1932	71	—	4	—	—
1933	43	2	3	—	—
1934	53	1	2	3	—
1935	53	—	3	20	—
1936	38	—	10	34	—
1937	38	1	9	23	—
1938	46	1	17	28	—
1939	44	1	5	10	—
1940	21	—	3	1	—
1941	12	—	2	9	—
1942	8	—	1	9	—
1943	14	—	1	17	—
1944	5	—	—	13	—
1945	5	—	—	11	—
1946	6	1	—	7	—
TOTAL	665	10	76	185	—

Voici le nombre de femmes victimes de maladies professionnelles depuis 1927 :

1. Intoxication par le plomb : trois.
2. Infection charbonneuse : douze.
3. Intoxication par le mercure : néant.
4. Intoxication par le phosphore : néant.

maladie admise à la réparation.

Intoxication par l'arsenic	Intoxication par le sulfure de carbone	Troubles pathologiques dus au radium	Affect. épithé- liomatheuses de la peau	Pneumocon. déterm. par les pouss. industr.	TOTAL
1932	1932	1932	1932	1936	
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	48
—	—	—	—	—	99
—	—	—	—	—	80
—	—	—	—	—	75
—	—	—	—	—	48
1	—	—	1	—	61
—	—	1	2	—	79
2	—	—	4	—	88
—	—	—	7	—	78
—	—	1	4	6	103
—	—	4	3	12	89
—	—	1	1	3	30
—	5	—	1	3	32
—	14	1	—	17	50
—	1	1	5	23	62
—	7	2	1	23	51
—	—	1	—	29	46
—	3	—	2	37	56
3	30	12	31	153	1.176

5. Intoxication par l'arsenic : néant.
6. Intoxication par le sulfure de carbone : néant.
7. Intoxication par les hydrocarbures volatils : quarante-deux.
8. Epithéliomas de la peau : néant.
9. Troubles pathologiques dus au radium, Rayons X, etc. : trois.
10. Pneumoconiose : cinq.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1946-1947,

VERGADERING VAN 18 JUNI 1947.

Verslag uit naam van de Commissie van Arbeid en Sociale Voorzorg belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg voor het dienstjaar 1947.

(Zie de n^{rs} 4-XIV, 216, 297 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 20, 21, 22 en 29 Mei 1947); n^r 163 (zitting 1946-1947) van de Senaat.)

Aanwezig : de h. JAUNIAUX, voorzitter; Mej. BAERS, de h. BROECKX, Mevr. CISELET, de hh. COECKELBERGH, GABRIEL, JESPERS, MOULIN, NEELS, VAN LAERHOVEN, WALLAYS en MERTENS, verslaggever.

INHOUD.

	Bladz.
EERSTE HOOFDSTUK. — INLEIDING	2
HOOFDSTUK II. — SCHADELOOSSTELLING VOOR BEROEPSZIEKTEN	5
HOOFDSTUK III. — GEBREKKIGEN EN VERMINKTEN	9
HOOFDSTUK IV. — DE INTERNATIONALE ARBEIDSORGANISATIE	14
HOOFDSTUK V. — DE INDUSTRIËLE BETREKKINGEN	18
HOOFDSTUK VI. — DE « SOCIALE ATTACHÉ'S »	22
BIJLAGE I	24
BIJLAGE II	25
BIJLAGE III	28
BIJLAGE IV	36
BIJLAGE V	59
BIJLAGE VI	64
BIJLAGE VII	70

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

In het verslag dat uw Commissie verleden jaar over de begrotingen 1945 en 1946 van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg heeft uitgebracht, was de nadruk gelegd op de aanzienlijke vermindering welke in de sociale wetgeving van ons land werd gebracht door de invoering van het stelsel der maatschappelijke zekerheid. Ongetwijfeld zal het niemand verwonderen dat het verslag betreffende de begroting over 1947 dit jaar andermaal in het teken staat van dat regime, grootse verwezenlijking waarop België terecht trots mag zijn.

Nochtans is een voorafgaande opmerking geboden. Daar de begroting voor 1947 eerst in de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd behandeld, is niet alleen een zeer belangrijk verslag door de verslaggever, de h. Spinoy, voorge dragen, doch werden hierbij nog 55 vragen gevoegd, waarop vrij vaak zeer uitvoerige en omstandige antwoorden zijn gegeven.

Uw Commissie heeft dan ook geoordeeld dat, voor zover zulks mogelijk was, de behandeling van kwesties, die reeds in de andere Kamer werden opgeworpen diende vermeden; daarom veroorlooft zij zich aan alle Senaatsleden het onderzoek van het merkwaardig verslag van de h. verslaggever Spinoy aan te bevelen.

*
* *

Het leek ons dienstig bij de aanvang van ons verslag aan te stippen hoe de besluitwet van 28 December 1944, welke op 1 Januari 1945 in werking is getreden, achtereenvolgens werd toepasselijk gesteld op verschillende categorieën van belanghebbenden, die oorspronkelijk niet onder haar toepassing vielen. Als eersten kwamen de mijnwerkers, op wie die nieuwe wetgeving bij een besluit van 10 Januari 1945 werd toegepast, zulks met terugwerkende kracht tot 1 Januari 1945. De zeelieden van de handelsvloot bekwamen dezelfde voordelen bij besluit van 7 Februari, evenzo een bepaald gedeelte van het spoorwegpersoneel, bij besluit van 29 Maart 1945.

Twee categorieën volgen, namelijk de bij fooien bezoldigde werknemers (besluit van 28 September 1945) en de arbeiders uit de tuin- en bosbouwbedrijven (besluit van 29 September 1945), op wie de besluitwet van 28 December 1944 van af 1 October 1945 werd toegepast. De werknemers gebonden door een thuisarbeiderscontract, zijn op 1 December 1945 opgenomen, krachtens een besluit van 30 September van hetzelfde jaar. Hun regime werd gaandeweg uitgebreid tot de arbeiders uit het mandenmakersbedrijf met ingang van 1 April 1946 (besluit van 30 September 1945), en met ingang van 1 April 1946 tot de arbeiders uit het kledingsbedrijf (14 Februari 1946), het wapenmakersbedrijf (21 Januari 1946), de schoennijverheid (29 Januari 1946) en alle andere zooals de vier vorige (7 Maart 1946).

Een besluit van 3 Januari 1946 stelde die wetgeving, te rekenen van 1 Januari 1946, toepasselijk op de zeelieden van de zeevisserij.

Vervolgens kwamen nog twee categorieën, waarop het stelsel met ingang van 1 Januari 1947 werd toegepast, namelijk de werknemers in de landbouwondernemingen (5 November 1946) en het personeel van de binnenvaart (31 December 1946).

*
* *

Er zij nog aangestipt dat achtereenvolgens bij Regentsbesluiten contrôle-commissies werden ingesteld, die in werking zijn getreden op 27 Juli 1945 voor de diamantbewerkers, op 27-28 Augustus 1945 voor de havenarbeiders, op 9 Februari 1946 voor de scheepsherstellers, op 30 Maart 1946 voor de bedienden en op 12 Juli 1946 voor de werklieden.

Tot een andere uitbreiding der wetgeving werd besloten bij de invoering van de bestaanszekerheid voor de havenarbeiders.

Aangaande wezenlijke verbeteringen welke in de wetgeving betreffende de gebrekkigen en verminkten zijn gebracht, willen wij enkel verwijzen naar het verslag van de h. Volksvertegenwoordiger Spinoy.

Omtrent de veiligheid in de steenkolenmijnen, werden in de Commissie eenige vragen gesteld. De leden gaven blijk van een levendige belangstelling voor de maatregelen ter bestrijding van de voortijdige invaliditeit der mijnwerkers. In dit verband is het interessant na te gaan welke inspanning de Hoge Raad voor de mijnhygiëne reeds heeft gedaan. Het Departement liet ons een nota geworden, welke wij onder n^r V bij dit verslag voegen.

Op het Departement zelf zijn, naar de onderrichtingen van de h. Minister, twee wetsontwerpen tot stand gekomen, het ene houdende een algemeen reglement op de hygiëne- en gezondheidsmaatregelen voor de arbeiders in de ondergrondse mijnen, graverijen en groeven, het andere houdende instelling van veiligheids- en gezondheidsorganen bij die bedrijven (diensten en comité's).

Het eerste omvat vier grote hoofdstukken :

- a) *Gezondheidsinstallaties* (kleedkamers, wasplaatsen met stortbaden, schaft-lokalen en privaten);
- b) *Gezondheidscontrôle van het personeel* (geneeskundig onderzoek bij aanwerving, voor toezicht op de jeugd en tot opsporing van beroepsziekten)
- c) *Gezondheidsmiddelen ter individuele beveiliging* (kaderbeschikkingen waardoor de bevoegde minister die middelen kan voorschrijven daar waar zij nodig geacht worden, te weten : een werkpak, een masker, een isolerend huidpreparaat, enz.);
- d) *Middelen voor eerste geneeskundige verzorging bij ongeval of ongesteldheid*, met inbegrip van het beschikbaar stellen van speciale ademhalingstoestellen bestemd voor reddingspogingen.

Feitelijk leunen die bepalingen in grote trekken aan bij de overeenstemmende bepalingen uit voormeld algemeen reglement voor arbeidersbeveiliging, behalve dat zij op het zeer bijzonder karakter van bewuste bedrijven zijn afgestemd. Evenwel is het geneeskundig onderzoek bij aanwerving van mijnwerkers strenger, wegens het klaarblijkend gevaar voor pneumoconiosis waaraan zij blootstaan. Het omvat in alle gevallen een röntgenschopie der longen.

Het tweede ontwerp herneemt de bepalingen van het Regentsbesluit van 3 December 1946 tot instelling van veiligheids- en gezondheidsorganen in de nijverheids- en handelsbedrijven, alsmede in de openbare diensten en instellingen en de diensten en instellingen van openbaar nut, insgelijks met de nodige aanpassingen bij de bedoelde mijnontginningen.

Beide ontwerpen werden door de Hoge Gezondheidsraad en door de Mijnraad goedgekeurd.

Met het vertalen en het typen van die twee besluiten is reeds tamelijk gevorderd. Doch, daar de teksten zeer lang zijn en zij anderzijds door de h. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, de h. Minister van het Steenkolenwezen en de h. Minister van Volksgezondheid en van het Gezin dienen goedgekeurd alvorens zij ter ondertekening aan de Prins-Regent worden voorgelegd, denkt men niet dat zij, in de gunstigste omstandigheden, zullen kunnen verschijnen alvorens ruim twee maanden verstreken zijn.

* * *

De verslaggever van de Kamer heeft ook omstandig de moeilijkheden aangegeven welke, in verband met de toepassing der verzekering tegen ziekte en invaliditeit, in het raam van de maatschappelijke zekerheid, tussen het Rijksfonds en de geneesheren zijn opgerezen. Hier ook verwijzen wij naar het Kamer-verslag; na eerst twee opmerkingen te hebben gemaakt.

De eerste betreft het beroepsgeheim. Die geheimhouding is in het belang van de zieken dwingend geboden. Wij denken bij voorbeeld aan de uitslagen van een laboratoriumonderzoek die ter kennis van de behandelende dokter dienen gebracht. Men zou talrijke gevallen kunnen aanhalen waarin de onderzochte persoon er belang bij heeft dat de uitslag van het onderzoek alleen door de betrokken geneesheren gekend zij. Zulks geldt bij voorbeeld voor de reactie van Aschheim-Zondek.

Ofschoon nog wordt beraadslaagd met het oog op een mogelijk algemeen akkoord tussen de verzekeringsorganen en het medisch korps, stellen wij nu reeds met voldoening vast dat er overeenstemming is om regelen uit te vaardigen ter waarborging van het beroepsgeheim.

Tweede opmerking : Men heeft reeds, althans in een zekere mate, aan de geneesheren, die een zieke uit de maatschappelijke zekerheid behandelen, toegelaten sommige specialiteiten zoals peniciline voor te schrijven tegen algéhele terugbetaling door het verzekeringsorganisme. Er bestaan andere onontbeerlijke specialiteiten voor een goede ziektebehandeling. Er werd ons bevestigd dat een commissie van universiteitsprofessoren een lijst van die specialiteiten uitwerkt; dat een eerste deel van die lijst door het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit (R.V.Z.I.) zal worden gepubliceerd.

Dan zullen dergelijke specialiteiten kunnen voorgeschreven en terugbetaald worden in dezelfde voorwaarden als de op recept bereide geneesmiddelen. Het lijdt geen twijfel dat elkeen zich hierover zal verheugen.

Laten wij, aangaande de geschillen tussen het Rijksfonds en de geneesheren, de wens uitdrukken dat het in ons aller belang vrij spoedig tot een vruchtbare verstandhouding moge komen.

* * *

De sociale uitgaven voorzien in de begroting van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, de toepassing der wet van 10 Juni 1937 betreffende de kindertoeslagen voor de niet-loontrekkenden, de Rijksbijdrage in de uitgaven voor maatschappelijke zekerheid en de bestuurskosten van de organismen afhangende van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid, waren in de

Commissie insgelijks het voorwerp van verzoeken om inlichtingen. Om aan de naar voren gebrachte wensen te voldoen, verstrekken wij in de bijlagen I, II en III de cijfers en gegevens welke de h. Minister ons heeft laten geworden.

Om dit hoofdstuk te besluiten, laten wij onder bijlage IV een tabel volgen, omtrent de verbeteringen die sedert de bevrijding zijn gebracht in de prestaties verstrekt binnen het raam van de sociale wetgeving en de maatschappelijke zekerheid. Wij zijn er van overtuigd dat elke commentaar ten deze overbodig is.

Schadeloosstelling voor beroepsziekten.

Onder de vraagpunten, welke tot de bevoegdheden van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg behoren en een aanzienlijk en zelfs gewichtig belang vertonen, hoort de kwestie van de schadeloosstelling voor beroepsziekten.

Vele jaren lang hebben de arbeiderskringen de noodzakelijkheid van het herstel der door beroepsziekten veroorzaakte schade doen uitkomen. Wat meer is, algemeen werd het onontbeerlijk geacht dat aan de beroepsziekten een zelfde behandeling als aan de arbeidsongevallen moest te beurt vallen en dat de slachtoffers dan ook een gelijke schadeloosstelling moesten genieten. Reeds bij het debat over de wet van 1903 op de schadevergoeding wegens arbeidsongevallen — wet die de toets heeft doorstaan — werd de gedachte naar voren gebracht, doch niet weerhouden, dat de slachtoffers van beroepsziekten er insgelijks bij dienden betrokken. Die kwestie was toen nog niet rijp.

Op 10 Juni 1925, werd te Genève, door de Internationale Conferentie van de Arbeid, een Overeenkomst gesloten omtrent de schadeloosstelling voor beroepsziekten. Deze behelsde een eerste lijst van drie beroepsziekten, welk aantal in 1934, bij de herziening van de Overeenkomst, tot tien werd opgevoerd. Daarin is bepaald dat, bij beroepsziekte, de aan de getroffene uit te keren vergoeding niet lager mag zijn dan het bedrag dat bij arbeidsongeval wordt toegekend.

Nadat België de Overeenkomst van 1925 bekrachtigd had, stemde het Parlement de wet van 24 Juli 1927 op de vergoedingen voor de schade veroorzaakt door beroepsziekten, welke wet door het *Belgisch Staatsblad* van 12 Augustus 1927 werd afgekondigd. Artikel 2 van bedoelde wet bepaalt dat de lijst der ziekten bij koninklijk besluit wordt opgesteld. Aldus werden er in 1932 aan de eerste lijst van drie ziekten zes nieuwe toegevoegd, en werd met ingang van 1936, een tiende ziekte voor schadeloosstelling opgenomen.

Sedert twintig jaar reeds is die wet in werking getreden en heeft zij, door haar toepassing, bewezen aan een dringende behoefte te beantwoorden. Het lijkt ons dus dienstig de toestand te overschouwen op een ogenblik dat die nagenoeg twintigjarige ervaring schijnt aan te tonen, zoniet te bewijzen, dat die aangenomen weldra in een ruimere mate dan voorheen de aandacht zal in beslag nemen van degenen, die zich bijzonder om de gezondheid der arbeiders bekommeren wegens de ernstige gevaren welke sommige nijverheidsbedrijven ten aanzien van beroepsziekten opleveren.

Een besluitwet van 9 Juni 1945 heeft sommige bepalingen van de wetgeving inzake de schadevergoeding wegens arbeidsongevallen gewijzigd. De wetgeving betreffende de beroepsziekten moest dus in overeenstemming worden gebracht met de wetsbepalingen van 1903. Daartoe strekte de besluitwet van 20 September 1945, die tevens heeft voorzien in sommige leemten, welke de praktijk der verzekering tegen beroepsziekten had laten uitschijnen.

Het kan dus zijn nut hebben de uitslagen van de toepassing der wet van 24 Juli 1927 aan te geven, na eerst enige kenmerken van de wet te hebben besproken.

Zijn slechts aan deze wet onderworpen, de werkgevers in fabrieken en werkplaatsen waar het personeel blootstaat aan een der tien voorziene ziekten, welke zijn : 1^o loodvergiftiging; 2^o kwikvergiftiging; 3^o miltvuur; 4^o vergiftiging door koolwaterstoffen; 5^o phosphorvergiftiging; 6^o arsenicumvergiftiging; 7^o vergiftiging door koolstofsulfide; 8^o pathologische storingen te wijten aan radium; 9^o aandoeningen van de opperhuid; 10^o pneumoconiosis, veroorzaakt door inademing van nijverheidsstof.

Het bedrag der bijdrage van de aan de wet onderworpen werkgevers wordt jaarlijks bij koninklijk besluit vastgesteld, op de voordracht van een technisch comité toegevoegd aan het krachtens de wet opgerichte Voorzorgsfonds. Om tegemoet te komen aan de wens van de werkgevers, die zouden vatbaar geweest zijn voor de wet welke de Regering van 1927 voornemens was bij het Parlement in te dienen, werd geen gelijke bijdrageplicht voor alle industriëlen voorzien, daarom heeft de wet van 24 Juli 1927 bepaald dat de bijdragevoet eerder in verhouding zou zijn met het te dekken risico.

Bijgevolg worden de bedragen principieel vastgesteld in evenredigheid tot :
 a) de uitgaven wegens het vergoeden van de schade veroorzaakt door elke ziekte,
 en b) voor elke ziekte en per categorie van bijdrageplichtige bedrijven, tot de lasten welke deze veroorzaken.

De Bestuursraad van het Voorzorgsfonds — bestaande uit vijf leden, waarvan er een gekozen wordt uit de meest representatieve groeperingen van werkgevers uit de betrokken bedrijven en een uit de meest representatieve groeperingen van werknemers uit die bedrijven, en waaraan drie leden, benevens een geneeskundig en een rechtskundig adviseur, zijn toegevoegd — kent de schadeloosstelling aan de slachtoffers van beroepsziekten toe en bepaalt de hoegrootheid er van, natuurlijk binnen de grenzen als gesteld bij de wet. De Raad beslist ook over de herziening van toegewezen vergoedingen.

Hij beheert bovendien de gevestigde kapitalen, waarvan de rente aan de betaling van de vergoedingen wordt besteed.

Bij een besluitwet van 22 Juni 1946 zijn aan sommige categorieën van getroffen door beroepsziekten of aan hun rechthebbenden aanvullende tegemoetkomingen toegekend. Dat besluit wil voorzien in de ontoereikendheid van de uitkeringen of renten, welke, soms geruime tijd geleden, werden berekend op grondslag van lonen die, vergeleken met de hedendaagse, eerder gering blijken. Het besluit betreft uitsluitend de slachtoffers van een blijvende werkonbekwaamheid van meer dan 30 %, alsmede sommige rechthebbenden van slachtoffers aan beroepsziekten.

Nog steeds in overeenstemming met de Internationale Overeenkomst, werden de tegemoetkomings- en rentetoeslagen op dezelfde bedragen als voor de slachtoffers van arbeidsongevallen gesteld (besluit van 16 October 1945). Die verbeteringen werden met terugwerkende kracht tot 1 Februari 1946 toegestaan. Bij de verschijning van het besluit van 22 Juni 1946, hadden 116 getroffen en 94 rechthebbenden in die maatregel deel.

Nog een ander noemenswaardig feit in verband met de wet op de schadeloosstelling voor beroepsziekten. Wanneer het ontwerp, dat de wet van 24 Juli 1927 is geworden, bij de Senaat in bespreking werd gebracht, verklaarde de h. Joseph Wauters, toenmalig Minister van Arbeid en Nijverheid, dat bij artikel 15 bepaalde termijnen waren gesteld waarbinnen de lijders aan beroepsziekten of dezer rechthebbenden hun verzoekschrift moesten indienen. Die termijnen gingen principieel in op de datum van de staking van het vak of het beroep waarin de ziekte werd opgedaan. Een lid van de Vergadering had daarop gevraagd dat ook zou gedacht worden aan de gewezen arbeiders die door een beroepsziekte getroffen en van het voordeel der wet waren uitgesloten omdat zij het werk hadden neergelegd vóór het ingaan van de gestelde termijnen. De h. Minister Wauters had toen voor deze personen een steun ten bezware van de Rijksbegroting toegezegd.

In 1929 was voor de eerste maal op de begroting van het Ministerie van Arbeid en Nijverheid, onder de rubriek « Toelagen », een artikel uitgetrokken waarbij 20.000 frank worden toegekend om het Voorzorgsfonds in staat te stellen steun te verlenen aan getroffen en door beroepsziekten, die niet voldoen aan de bij de wet gestelde voorwaarden om recht te hebben op de tegemoetkomingen. Dat krediet wordt sedertdien jaarlijks vernieuwd, tegen veranderlijke bedragen. Men heeft er de naam « Speciaal Fonds » aan gegeven.

In de praktijk, wanneer het onderzoek door het Voorzorgsfonds het bestaan van een beroepsziekte uitwijst en de getroffene of zijn rechthebbenden van het voordeel der wet van 24 Juli 1927 uitgesloten zijn, stelt het Fonds aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg voor aan de betrokkenen een hulpgeld te verlenen. Dat hulpgeld werd steeds toegestaan. Het bedraagt thans 500 frank per maand voor een slachtoffer met blijvende volledige arbeidsongeschiktheid; 300 frank voor een gedeeltelijke blijvende ongeschiktheid geschat op minstens 50 %; 300 frank voor de weduwe van een werknemer; en 150 frank per maand voor een wees, zulks tot op zijn 18^e jaar. De h. directeur van het Voorzorgsfonds heeft aan de Minister voorgesteld die bedragen te herzien en op te voeren.

De zorg voor die hulpelden berust bij het Voorzorgsfonds dat op het einde van het jaar de rekening aan de Regering voorlegt. De uitgaven beliepen 9.000 frank over 1941; 23.000 frank over 1942; 39.000 frank over 1943; 61.000 over 1944; 157.000 over 1945 en 197.000 frank over 1946. Thans zijn er 34 begunstigen.

Om die enkele beschouwingen nuttig aan te vullen, hebben wij aan de h. directeur van het Voorzorgsfonds gevraagd ons een zeker aantal statistische gegevens te verstrekken, welke wij hierna laten volgen. In die tabellen komen ongetwijfeld leemten voor, doordat de documentatie van het Fonds in de eerste jaren wel aan de noodwendigheden van het ogenblik voldeed, doch niet steeds toelaat volledige inlichtingen te verstrekken. Zo gebeurt het dat sommige rubrieken slechts over een beperkt tijdvak lopen. Zoals zij zijn, geven die tabellen nochtans een zeer belangwekkend gezamenlijk overzicht.

Bij hun onderzoek, komen verschillende vragen voor de geest. Zo hebben wij de vraag gesteld: « Welke is de normale verhouding van het aantal ziektegevallen per categorie », waarop de h. directeur van het Voorzorgsfonds ons als antwoord de volgende commentaar heeft medegedeeld:

« De frequentie en de belangrijkheid van de ziektegevallen zijn bij uitstek veranderlijk; zij gehoorzamen aan geen enkele wet.

» Voor eenzelfde ziekte doen de gevallen zich nu eens sporadisch voor, terwijl zij dan weer in slierten ontstaan, dit wil zeggen reeksen gevallen die in een zelfde nijverheid, ja zelfs in hetzelfde bedrijf opwellen. In zulke gevallen ligt een oorzaak immer in de arbeidsvoorwaarden.

» Hiervan bestaan voorbeelden :

» a) in het lichtdrukbedrijf in 1934, door het gebruik van producten waarvan het schadelijk karakter niet gekend was;

» b) in de ondernemingen die zich bezighouden met het oxydrisch doorbranden van met loodverf beschilderde metalen gebinten : in 1939 werden meerdere arbeiders door loodvergiftiging aangetast bij het afbreken van ingestorte bruggen over het Albertkanaal en van een Maasbrug te Luik;

» c) in 1942 komen een reeks vergiftigingsgevallen door koolstofsulfide voor in de kunstzijdefabrieken waar, ten gevolge van de oorlog, minderwaardig hout moest worden gebruikt en de werkplaatsen niet voldoende konden verlucht worden wegens de naleving van de verordeningen op de lichtafscherming.

» Telkens hebben gezondheids- en contrôlemaatregelen het aantal ziektegevallen plotseling naar omlaag gedrukt.

» Er zij anderzijds opgemerkt dat, bij inschrijving van een nieuwe ziekte, het Voorzorgsfonds een reeks arbeiders moet opnemen, die de beroepsziekte hebben opgedaan voordat het recht op vergoeding was erkend, en dat de statistieken over de eerste jaren er de invloed van ondergaan.

» Daar de vergoedingsaanspraken sedert 1927 gaandeweg werden uitgebreid tot de gevolgen van nieuwe ziekten en, voor bepaalde ziekten, tot nieuwe categorieën van arbeiders, ligt er in de statistieken geen vaste lijn.

» Ten slotte wordt door de grote menigte gevallen waarover de statistieken gaan, alsmede door hun verscheidenheid in aard en belangrijkheid, elke ersntige statistische arbeid verhinderd en worden de gevolgtrekkingen die men er uit zou pogen af te leiden, waardeloos gemaakt.

» Voor zover men zich een denkbeeld kan vormen, wordt door den band een slinking waargenomen :

» a) van de gevallen van loodvergiftiging; dit ligt onder meer aan het grondstofgebrek in de zink- en loodfabrieken, de mindere aanwending van loodwit in de verven en, ten slotte, het verbod gesteld op het gebruik van lood voor sommige werken (bv. bij « poudré »-emailering);

» b) van de vergiftigingsgevallen door vluchtige koolwaterstoffen; dank zij gezondheidsmaatregelen en het verbod op het gebruik van sommige producten bij bepaald werk (lichtdruk bv.);

» c) van de gevallen van miltvuur; het risico vloeit hoofdzakelijk voort uit de bewerking van uit Amerika en Azië ingevoerde beenderen, huiden en dierenhaar. Daar die invoer in 1940 werd stopgezet, is het aantal gevallen onmiddellijk gedaald.

» Er dient ook onderlijnd dat een betere reglementering van de arbeidshygiëne en van het toezicht daarop, alsmede de opvoeding van de arbeiders, hebben bijgedragen tot het inperken van de gevallen van beroepsziekten.

» Er zijn nochtans ziekten waartegen alsnog geen werkelijk doeltreffend voorbehoedmiddel bestaat, inzonderheid de pneumoconiosis. »

Er zij ten deze aangestipt dat de Bestuursraad van het Voorzorgsfonds, oordeelkundig en nuttig bijgestaan door een zeker aantal toegewijde genees-

heren, specialisten op dat gebied, ten volle zijn aandacht wijdt aan het opsporen en het aannemen van voorbehoedsmaatregelen, welke de oorzaken van de waargenomen beroepsziekten ofwel aanzienlijk kunnen doen verminderen ofwel volledig kunnen wegnemen.

Meer en meer worden de beroepsziekten — veroorzaakt door de aanwending van schadelijke producten in de uitoefening van het vak — op dezelfde voet als de arbeidsongevallen geplaatst. De ervaring, welke gedurende de jongste twintig jaren bij de toepassing van de wet van 20 Juli 1927 werd opgedaan, zal ongetwijfeld een stut en een steun zijn wanneer de samensmelting van die wet met deze van 1903, strekkende tot het herstellen van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, in overweging zal worden genomen. Dit zal ook het geval zijn wanneer, bij de parlementaire behandeling van de definitieve wet op de maatschappelijke zekerheid, er sprake van mocht zijn de verzekering van beide risico's — beroepsziekten en arbeidsongevallen — in het stelsel op te nemen.

Tot slot laten wij hierna (bijlage V) vijf tabellen volgen betreffende het aantal bijdrageplichtige werkgevers en aangegeven arbeiders, de ingediende en ingewilligde verzoekschriften, de belangrijkheid van de ziektegevallen aan de oorsprong, de uitgekeerde vergoedingen (in duizendtallen franken), en de schadeloosstelling per ziekte die voor vergoeding in aanmerking komt.

Gebrekkigen en verminkten.

Na de eerste wereldoorlog, toen men zich in de economische wederopbouw van ons land ontfermde over degenen op wie de grote wereldberoering haar stempel gedrukt had, gingen stemmen op om een categorie van staatsburgers, die door het lot bijzonder getroffen werden, namelijk de gebrekkigen en de verminkten, te steunen en aan te moedigen.

In de maand Juli 1922, nam de h. Volksvertegenwoordiger Fischer het initiatief om een wetsvoorstel in te dienen tot oprichting van een Dienst en van een Speciaal Fonds. Dit voorstel had ten doel hulp te verlenen aan een categorie van onbemiddelden, door gedeeltelijke of totale werkonbekwaamheid getroffen ten gevolge van een erfelijk gebrek, van ernstige ongevallen ofwel nog door lichamelijk verval dat niet het rechtstreeks gevolg van de arbeid zou zijn. Dit voorstel strekte in de eerste plaats tot aanmoediging van de jonge gebrekkigen die de instellingen voor beroepsheropleiding bezoeken en had vervolgens op het oog degenen wier leeftijd niet meer toeliet zich weder aan te passen, doelmatig te steunen.

Vervallen tengevolge van de ontbinding van de Kamers, werd het voorstel in Juli 1925 opnieuw ingediend en, na belangrijke wijzigingen te hebben ondergaan, werd het ten slotte in September 1928 door de Kamer en op 1 December 1928 door de Senaat goedgekeurd.

Men had 10.000 rekwestranten voorzien, maar weldra bleek dat dit aantal ruimschoots zou overschreden worden. En inderdaad, een jaar na het in werking treden van de wet, waren 40.000 rekwesten ingediend om, op het einde van het jaar 1933, 87.950 te bereiken.

Tot 1 Juli 1933 verleende de Commissie voor tegemoetkomingen aan gebrekkigen en verminkten :

Gedurende het tweede halfjaar 1929 : 18.200.000 frank aan 23.750 genothebenden;

Gedurende het jaar 1930 : 39.615.000 frank aan 29.700 genothebbenden;
Gedurende het jaar 1931 : 47.421.000 frank aan 38.800 genothebbenden;
Gedurende het jaar 1932 : 49.260.000 frank aan 36.150 genothebbenden;
Gedurende het 1^e halfjaar 1933 : 23.230.000 frank aan 34.200 genothebbenden;

In Januari 1932 bracht het onvoorzien aantal rekwesten, het aantal rechthebbenden, de belangrijke lasten, alsmede het ondervinden van misbruiken welke het Fonds voor Gebrekkigen en Verminkten niet had kunnen beletten, de Regering er toe de kwestie te herzien en zelfs een wetsontwerp in te dienen tot wijziging van de wet van 1 December 1928, inzonderheid om de misbruiken uit te schakelen en het aantal rechthebbenden, die niet of niet meer konden heropgeleid worden, te verminderen. Dit ontwerp werd nooit in behandeling genomen, maar daarentegen nam de Regering, op 31 Mei 1933, een besluitwet waarbij :

1^o het bedrag van de uitkering met 5 % werd verminderd;

2^o de gehuwde vrouwen werden uitgesloten wanneer de oorzaak van de gebrekkigheid van vóór het huwelijk dagtekent;

3^o waarbij de maximum-leeftijd van de gebrekkige op 40 jaar gesteld werd;

4^o het minimum-percentages van de blijvende onbekwaamheid van 30 % op 40 % werd gebracht;

5^o de Dienst en het Speciaal Fonds werden opgeheven en de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gebrekkigen en verminkten aan het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg werd overgedragen.

Door de toepassing van die besluitwet werden 11.000 voordeelhebbenden uit het genot van de uitkering gesloten, ten gevolge waarvan de uitgaven op de volgende sommen werden verminderd :

Gedurende het 2^e halfjaar 1933 : 15.700.000 frank aan 23.100 voordeelhebbenden;

Gedurende het jaar 1934 : 30.920.000 frank aan 22.100 voordeelhebbenden;

Gedurende het jaar 1935 : 31.108.000 frank aan 22.300 voordeelhebbenden;

Gedurende het jaar 1936 : 30.939.000 frank aan 22.000 voordeelhebbenden.

Het heftig protest vanwege de organismen waarin de verminkten en de gebrekkigen, enz. verenigd waren, had in de eerste plaats ten gevolge de afschaffing van de eerste alinea van artikel 2 der wet van 31 Mei 1933, waardoor de niet-opleidbare of niet-wederopleidbare personen van het genot van de toelage uitgesloten werden.

De wet van 22 December 1946 schaft de op het bedrag der uitkeringen toegepaste 5 % vermindering af.

De wet van 10 Juni 1937 vormde een nieuwe verbetering.

Inderdaad, zij herstelt het recht op uitkering :

a) aan de gebrekkigen die ouder zijn dan 40 jaar, zulks tot 65 jaar;

b) aan de gehuwde vrouwen;

c) aan de door een blijvende onbekwaamheid van ten minste 30 % in de plaats van 40 % getroffen gebrekkigen;

d) aan sommige gebrekkigen die reeds het genot hebben van een overeenkomstig artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek toegekende vergoeding.

Vervolgens, liet zij aan de gebrekkigen die het genot van de uitkering hadden toe :

a) een aanvraag te doen om hun uitkering te vervangen door de toewijzing van een kapitaal of een som, bestemd om kunstmatige ledematen aan te schaffen;

b) indien zij niet verplicht onderworpen waren aan de bepalingen van een der wetten op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood, het voordeel te verkrijgen van de minima-stortingen, door de vrij verzekerden te doen naar luid van de wet van 14 Juli 1930;

c) bij de Minister beroep aan te tekenen tegen de beslissingen van de Commissie, recht dat door de vorige wetgevingen nooit was erkend.

De toepassing van die wet bracht het aantal voordeelhebbenden op ongeveer 30.000 in 1937 en op 31.000 in 1938.

De jaarlijkse lasten beliepen voor 1937 ongeveer 38 miljoen frank, om ongeveer 43 miljoen frank te bereiken voor de jaren 1938 tot 1944.

Sedert de bevrijding werd in het stelsel van de wet van 10 Juni 1937 een ganse reeks van verbeteringen ingevoerd, hetgeen de uitgaven voor 1945 op 81.906.012 frank heeft gebracht, voor 1946 op 129.200.000 frank, terwijl het voor 1947 gevraagde krediet, de som van 259.300.000 frank beloopt.

Die verbeteringen vloeien voort uit de navolgende besluiten :

1^o *Besluitwet van 27 October 1944*, waarbij het bedrag van de tegemoetkoming voor een blijvende 100 % onbekwaamheid, van 2.250 frank op 4.500 frank werd gebracht, met toepassing van 1 October 1944 af;

2^o *Besluitwet van 21 September 1945*, waarbij het bedrag van de tegemoetkoming van 4.500 frank op 7.500 frank werd gebracht, met inwerkingtreding op 1 October 1945, hetgeen een verhoging met 233 % ten opzichte van de vooroorlogse bedragen vertegenwoordigt.

Dat besluit voorziet ook een ganse reeks van andere zeer noemenswaardige verbeteringen. Bij voorbeeld :

a) het prijsgeven van het begrip staat van behoefte ten voordele van de gebrekkigen-leerlingen die opleidings- of heropleidingscursussen bezoeken in speciale instellingen of beroepsscholen en ook ten voordele van al de gebrekkigen-leerjongens of -meisjes die een krachtsinspanning leveren om een beroep aan te leren of weder aan te leren.

Deze bepaling heeft tot doel al de opleidbare of heropleidbare jonge gebrekkigen aan te zetten tot het volgen van cursussen in speciale instellingen, in schoolinrichtingen van elke aard en tot het aanleren van een beroep.

De gebrekkigenuitkering werd aan de jongeren van rechtswege toegekend met ingang van 1 Januari 1946, zonder dat rekening gehouden wordt met hun persoonlijke middelen of die van hun ouders.

Men raamt het aantal jonge gebrekkigen die het voordeel van die maatregel genieten op ongeveer 3.000;

b) de verzekerden, die de gebrekkigenuitkering genieten en hun ouderdomspensioen niet trekken wegens niet-storting van bijdragen of ontoereikende stortingen, als vrij verzekerden beschouwd worden en op de pensioenleeftijd geraken, worden geacht de wettelijke stortingen op hun pensioenrekening gedaan te hebben gedurende het ganse tijdperk in de loop waarvan zij de gebrekkigenuitkering getrokken hebben.

Deze maatregel heeft het aan meer dan 3.000 gewezen genothebbenden van de gebrekkigenuitkering en aan hun eventuele rechthebbenden mogelijk gemaakt de ouderdomsrentetoeslag van 1 Februari 1945 af te trekken, wanneer zij een aanvraag tot herziening bij de belastingontvanger hadden ingediend vóór 1 Januari 1946. Al de belanghebbenden werden daarvan op de hoogte gebracht door duidelijke onderrichtingen.

Desniettemin, met ingang van het jaar 1946, moeten al de genothebbenden van de gebrekkigenuitkering — vrij verzekerden — te hunnen laste de voorziene bijdragen storten. Zij hebben de raad gekregen zich te laten inschrijven bij een mutualiteitsvereniging naar keuze.

3^o Besluitwet en twee besluiten van de Regent, door de Ministerraad goedgekeurd op 14 November 1946.

De vroegere wetgeving legde aan de Commissie voor tegemoetkomingen de verplichting op regelen toe te passen waarvan het karakter meer hoorde tot een begrip van openbare weldadigheid.

De nieuwe bepalingen staan dichter bij een begrip van sociale hulpverlening en zijn, in elk geval, duidelijk gericht naar het door de wetgever van 1928 verdedigd maatschappelijk doel.

Aldus, bij voorbeeld, wordt door die bepalingen voorzien dat :

a) voor de arbeidende gebrekkige nog alleen rekening zal gehouden worden met zijn beroepsinkomsten, op grondslag van de door de Nationale Arbeidsconferentie vastgestelde minimalonen, hetgeen aan de gebrekkigen die de krachtsinspanning doen om te werken of aan het werk te blijven, toelaat genot te kunnen verkrijgen van de uitkering, ter aanvulling van het wegens hun gebrek minder getrokken loon;

b) in strijd met de vroegere bepalingen, de samenstelling van het huishouden en het begrip van de staat van behoefte niet meer vastgesteld wordt dan met inachtneming van de volgende nieuwe beginselen :

Voor de gehuwde gebrekkigen : alleen de inkomsten van de rekwestrant en, eventueel, van zijn echtgenote $(20.000 + 6.500) + 4.500$ frank per kind ten laste;

Voor de meerderjarige en ongehuwde gebrekkigen, die met hun ouders of in familieverband leven, of in een hospitaal verpleegd worden, hun persoonlijke middelen (18.500 frank);

Voor de minderjarige en ongehuwde gebrekkigen, de middelen van zijn ouders (vader + moeder) — $(20.000 + 6.500) + 4.500$ frank per kind ten laste.

De ter bepaling van de maximumgrens der middelen vastgestelde cijfers zijn die van de vóóroorlogse schaal, met de coëfficiënt 3 vermenigvuldigd, omdat er rekening mede gehouden werd dat reeds vóór de oorlog de cijfers van de schaal als onvoldoende beschouwd werden.

De berekening van de middelen behelst inzonderheid sommige vrijstellingen, te weten : de kindertoeslag, de alimentatiegelden, het kadastraal inkomen van het enig betrokken huis, waarvan de gebrekkige of zijn ouders eigenaar zijn, de gewone hulpelden van de Commissies van openbare onderstand (behoudens de burgerlijke steun, enz.)

De bepalingen van de besluitwet van 1 December 1946 laten rechtstreekse betaling van de uitkeringen aan de betrokkenen toe in de maand die volgt op de door de Commissie voor tegemoetkomingen genomen beslissingen. Zij

voorzien dat de bedragen van de uitkeringen aan de gebrekkigen vastgesteld worden op grond van gelijkwaardigheid met het bedrag van de uitkeringen aan gewezen slachtoffers van arbeidsongevallen, zodat een gebrekkige wiens blijvende onbekwaamheid op 100 % vastgesteld werd, een jaarlijkse uitkering van 14.000 frank trekt.

De bepalingen van het besluit van de Regent van 5 December 1946, houdende vaststelling van de wijze van berekening van de gebrekkigenuitkering, heeft tot doel de nieuwe bedragen van uitkeringen te berekenen op grondslag van het beginsel van het besluit van 14 October 1945, naar aanleiding van de aan gewezen slachtoffers van arbeidsongevallen toegekende uitkeringen.

Voortaan worden de bedragen van de nieuwe uitkeringen vastgesteld als volgt :

120 frank per graad van onbekwaamheid van 30 tot 55 %;
130 frank per graad van onbekwaamheid van 60 tot 75 %;
140 frank per graad van onbekwaamheid van 80 tot 100 %.

Daaruit volgt dat de bedragen van de aldus berekende uitkeringen belopen :

30 % dit is $30 \times 120 = 7.600$ in de plaats van 2.250 frank;
60 % dit is $60 \times 130 = 7.800$ in de plaats van 4.500 frank;
80 % dit is $80 \times 140 = 11.200$ in de plaats van 6.000 frank;
100 % dit is $100 \times 140 = 14.000$ in de plaats van 7.500 frank.

Die maatregelen zijn van toepassing met ingang van 1 Januari 1947.

Het is aangewezen op te merken dat, behalve de voormelde bepalingen van wettelijke aard, het nieuw kader van de Dienst voor Gebrekkigen een medisch-sociale afdeling voorziet, samengesteld uit maatschappelijke assistenten wier voornaamste bestemming en bevoegdheid ligt in het opsporen van al de jonge gebrekkigen, die de uitkering genieten en wier gebrek het mogelijk maakt hun opleiding of hun wederopleiding tot een beroep te bevorderen. Komen de eersten in aanmerking, de jonge gebrekkigen van 14 tot 21 jaar.

Laten wij ook aanstippen dat op 4 Mei 1946 de Regering op het Bureau van de Kamer der Volksvertegenwoordigers een wetsontwerp heeft ingediend dat strekte tot de oprichting van een Fonds voor professionele en sociale wederopheffing van de invaliden (*sic*) en waarvan de bepalingen de particuliere nijverheid, alsmede de openbare besturen zullen verplichten een vast te stellen aantal invaliden in dienst te nemen of in dienst te houden, welke ook de aard of de oorsprong van hun gebrekkigheid zij.

Tot nu toe is niets bekend over de werkzaamheden welke de bevoegde Commissie zou ingezet hebben.

* * *

In de Commissie werden klachten geuit naar aanleiding van de achterstallen in de uitbetaling van de door de Commissie voor Tegemoetkomingen toegekende uitkeringen.

Uit de op het betrokken Departement verkregen inlichtingen blijkt dat die achterstallen het gevolg zijn van verwickelingen van administratieve en rekenplichtige aard, waaraan de Dienst der Gebrekkigen en Verminkten zich moet

onderwerpen ter gelegenheid van het betaalbaar stellen van de eerste termijnen van de gebrekkigenuitkering.

Deze uitkeringen moeten onderworpen worden aan het voorafgaande visa van het Rekenhof, alvorens aan de belanghebbenden uitbetaald te worden. Die formaliteit veroorzaakt vertragingen van verscheidene maanden in de uitbetaling.

Om die voor de belanghebbenden nadelige ongemakken te vermijden, heeft de Regering de besluitwet van 1 December 1946 genomen (*Staatsblad* van 4 Januari 1947) waarin wordt bepaald dat de gebrekkigenuitkering rechtstreeks aan de belanghebbenden zullen betaald worden, door middel van kredietopeningen.

Daar de wettelijkheid en de gepastheid van die bepalingen door het Rekenhof betwist werden, werden de kredietopeningen, ten behoeve van de betaling van de nieuwe door de Commissie voor Tegemoetkomingen aanvaarde genothebenden, afgewezen.

Op datum van 15 Juni lagen ongeveer 3.500 nieuwe dossiers te wachten op de regeling van het tussen het Departement en het Rekenhof gerezen geschillen. De Minister van Arbeid en van Sociale Voorzorg heeft er gewag van gemaakt ter gelegenheid van zijn optreden in de Kamer tijdens de vergadering van 22 Mei 1947.

Uw Commissie is van oordeel dat dient aangedrongen opdat een oplossing ten spoedigste intrede en opdat de maatregelen getroffen worden voor onverwijld betaling van de uitkeringen.

De Internationale Arbeidsorganisatie.

In zijn verslag over de begrotingen van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, voor de dienstjaren 1945 en 1946, heeft uw Commissie in het licht gesteld hoe de Internationale Arbeidsorganisatie het enige van de door het Verdrag van Versailles in 1919 geschapen internationale lichamen was, dat werkelijk weerstand heeft kunnen bieden aan de talloze uit de tweede wereldoorlog voortvloeiende moeilijkheden.

Sedert hebben twee gebeurtenissen van kapitaal belang hun stempel gedrukt op het bestaan van die bewonderenswaardige internationale instelling. De eerste, trouwens de belangrijkste, heeft betrekking op het Statuut zelf van de Internationale Arbeidsorganisatie. Deze, waarvan de oprichting werd overeengekomen door te Parijs in 1919 vergaderde Vredesconferentie, zag haar grondwet onder hoofdstuk XIII in het Verdrag van Versailles opnemen. Door die grondwet voorgeschreven betrekkingen tussen haar en de Volkenbond — eveneens door dat Verdrag geschapen — werden voorzien en nader bepaald. Zij vinden haar uitdrukking in artikel 24 van het Pact van de Volkenbond en in de voorrede en een tiental artikelen van de Grondwet van de Internationale Arbeidsorganisatie.

Daar de tweede wereldoorlog de internationale betrekkingen ontredde en gewijzigd heeft, hebben de Vereenigde Volken in 1945 te San-Francisco besloten een nieuwe organisatie tot stand te brengen, waarvan de Grondwet, de samenstelling en de bedrijvigheid in een « Handvest der Verenigde Volken » werden vastgelegd. De nieuwe Organisatie der Verenigde Naties (O.V.N.) moest fataal de verdwijning van de Volkenbond ten gevolge hebben, waarvan de vereffening effectief op 18 April 1946 te Genève uitgesproken werd, tot besluit van de een en twintigste en laatste zitting van de Vergadering.

Evenwel, in het Handvest van San-Francisco werden niet uitdrukkelijk organieke betrekkingen met de Internationale Arbeidsorganisaties voorzien, zoals dit wel het geval was in het Volkenbondspact. Niettemin laten artikelen 57, 63 en 64 van het Handvest van San-Francisco aan internationale instellingen, zoals de Internationale Arbeidsorganisatie en andere, toe door de O.V.V. erkend en zelfs er aan verbonden te worden.

In de allereerste plaats moest de Grondwet van de Internationale Arbeidsorganisatie dus omgevormd worden, om daaruit te doen verdwijnen al wat op de Volkenbond betrekking had, om ze zoveel mogelijk in overeenstemming te brengen met het Handvest van de nieuwe Organisatie der Vereenigde Volken.

De eerste maatregelen in die richting werden te Parijs getroffen, in de loop van de 27^e zitting van de Internationale Arbeidsconferentie. Deze nam op 5 November 1945 een « regeling voor de wijziging van de Grondwet van de Internationale Arbeidsorganisatie » aan. Die regeling had hoofdzakelijk tot doel :

1^o de voorlopige samenstelling van de Internationale Arbeidsorganisatie vast te stellen volgens de nieuwe omstandigheden;

2^o de financiering van de organisatie te verzekeren;

3^o een werkwijze in te voeren voor de tegenwoordige en toekomstige wijzigingen in de Grondwet van de organisatie;

4^o de besprekingen met de Economische en Sociale Raad van de O.V.V. gemakkelijker te maken, lichaam dat bevoegd is voor het sluiten van akkoorden tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de in artikel 57 van het Handvest van San-Francisco voorziene internationale instellingen aan de O.V.V. zullen kunnen verbonden worden.

Die naar behoren door de aangesloten Staten bekrachtigd regeling van wijziging liet dan aan de directeur van het Internationaal Arbeidsbureau toe, besprekingen aan te knopen met de Economische en Sociale Raad van de O.V.V., die op 30 Mei 1946 werden besloten met de ondertekening, te New-York, van een akkoord, dat in werking moest treden zodra het door de algemene vergadering der Vereenigde Volken en de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie zou goedgekeurd zijn.

De tekst van deze Overeenkomst is achteraan dit verslag in bijlage n^r 6 overgedrukt.

De 39^{ste} zitting van de Internationale Conferentie, te Montreal bijeengekomen, keurde dit akkoord op 2 October 1946 goed. De algemene vergadering van de Verenigde Volken deed hetzelfde te New-York, op 14 December van hetzelfde jaar. Op dezelfde dag is het akkoord in werking getreden, zoals blijkt uit een op 19 December 1946 eensdeels, door de h. Trygve Lie, secretaris-generaal van de Organisatie der Verenigde Volken, anderdeels, door de h. Edward Phelan, directeur-generaal van het Internationaal Arbeidsbureau, ondertekend Protocol.

Naast de zo belangrijke daad welke de goedkeuring van het Akkoord te New-York uitmaakt voor de toekomst van de Internationale Arbeidsorganisatie, heeft de 39^{ste} zitting van de Conferentie te Montreal twee andere beslissingen van overgroot belang getroffen. In de eerste plaats heeft zij de Grondwet volledig omgewerkt door omvorming en aanvulling op talrijke plaatsen, volgens de nieuwe noodwendigheden en in het licht van de sedert 1919 opgedane ervaring en door er zelfs de Verklaring betreffende de oogmerken en doelstellingen

van de Internationale Arbeidsorganisatie, aangenomen te Philadelphia op 10 Mei 1944, in op te nemen. In de tweede plaats, heeft zij voor het 39^{ste} financieel jaar, dat op 31 December 1947 sluit, de begroting van uitgaven en ontvangsten van de Internationale Arbeidsconferentie goedgekeurd, welke 16 miljoen 52.980 Zwitserse frank (11.354.378 goudfrank) beloopt, tegelijker tijd beslissend dat de begroting van de ontvangsten van de Staten-leden onder hen zal omgedeeld worden overeenkomstig de door de Commissie van Financiën van de Regeringsvertegenwoordigers aanbevolen bijdragenschaal.

Voortaan, en krachtens artikel 13 van de nieuwe Grondwet, zal het de Conferentie zijn die, bij gebrek aan een financiële en budgetaire schikking met de Verenigde Volken, de jaarlijkse begroting zal goedkeuren en de grondslag en de invordering van de bijdragen zal vaststellen, terwijl de schikkingen betreffende het verdelen van de uitgaven onder de Leden van de organisatie door een Commissie van Regeringsvertegenwoordigers zal goedgekeurd worden.

* * *

De tweede van de gebeurtenissen die sedert ons jongste verslag het leven van de Internationale Arbeidsconferentie heeft gekenmerkt is de definitieve invoering van een stelsel van bedrijfscommissies, naar het voorbeeld van de proef welke gedaan werd door de na de tweede zitting van de Conferentie, te Genua in 1920, ingestelde « Paritaire Zeecommissie ». De Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau (B.I.T.) had in 1945 besloten zeven bedrijfscommissies tot stand te brengen, betreffende : 1^o binnenlands vervoer; 2^o kolenmijnen; 3^o textielnijverheid; 4^o voortbrengst van ijzer en staal; 5^o metaalnijverheid; 6^o het bouwbedrijf en de burgerlijke bouwkunde; 7^o voortbrengst en raffineren van petroleum. De Commissies behelzen onderscheidenlijk 24, 11, 17, 14, 13, 19 en 12 betrokken landen, die door Regeringsafgevaardigden, en afgevaardigden van werkgevers en van arbeiders vertegenwoordigd zijn.

Om de werkzaamheden van die commissies doelmatig voor te bereiden heeft men onmiddellijk op het Internationaal Arbeidsbureau een nieuwe « afdeling voor industriële betrekkingen » opgericht.

De zeven commissies hebben reeds alle hun eerste vergadering gehouden, met op hun dagorde de twee navolgende vragen :

1^o De sociale vraagstukken gedurende het overgangstijdperk dat loopt van de staat van oorlog naar de staat van vrede; 2^o de toekomstige internationale samenwerking ter zake van sociale politiek en de economische grondslagen van de onderwerpelijke nijverheid. Die eerste vergaderingen hadden plaats in deze volgorde : 1. Kolenmijnen, Londen, December 1945; 2. Binnenlands vervoer, Londen, eveneens December 1945; 3. Voortbrengst van IJzer en Staal, Cleveland, (Verenigde Staten), April 1946; 4. Metaalnijverheid, Toledo-Ohio (Verenigde Staten), Mei 1946; 5. Textielnijverheid, Brussel, November 1946; 6. Bouwbedrijf en burgerlijke bouwkunde, Brussel, December 1946; 7. Productie en zuivering van petroleum, Los Angeles (Verenigde Staten), Februari 1947.

Deze eerste vergaderingen hebben aanvankelijke successen geboekt. Die welke zullen volgen zullen leiden tot de goedkeuring, door de Internationale Arbeidsconferentie, van « Overeenkomsten » en van « Aanbevelingen », die de beste kansen hebben om bekrachtigd en voor de betrokken landen tot nationale wetgeving omgevormd te worden.

Het zal een weldaad zijn, aangezien de logica wil dat alleen de bij die kwesties belanghebbende landen zullen verzocht worden hun bekrachtiging te geven. Aldus zal voortdurende, maar gedeeltelijk ongewettigde kritiek vermeden worden, wat betreft het te klein aantal landen die de door de Internationale Arbeidsconferentie goedgekeurde overeenkomsten bekrachtigd hebben. In de loop van de negen en twintig zittingen, werden tachtig overeenkomsten goedgekeurd, waarvan voor dertien de termijn van voordracht aan de bevoegde nationale overheid (één jaar tot achttien maanden), door de Grondwet voorzien, nog niet is verstreken. Er blijven dus 67 overeenkomsten, waarvan er slechts 53 in werking getreden zijn, daar de veertien andere de nodige bekrachtiging nog niet gekregen hebben. Voor die 53 overeenkomsten werden, totaal, 930 bekrachtigingen geboekt door de 51 Staten die voor 1947 het lidmaatschap bezaten. Dit aantal is, gewis, onvoldoende, maar het zou onbillijk zijn uit het oog te verliezen dat tal van landen niet al de overeenkomsten zouden kunnen bekrachtigen, omdat zij niet belanghebbende zijn, dit wil zeggen die overeenkomsten niet tot nationale wetgeving zullen moeten omzetten.

Laten wij onze verklaring door één voorbeeld verduidelijken : op de eerste 67 overeenkomsten, hebben er 17 (dus meer dan 25 %) betrekking op de arbeid en de bescherming van de zeelieden en havenarbeiders. Bijgevolg is geen van de niet-zeenaties bij de bekrachtiging van die zeventien overeenkomsten betrokken.

Op een meer beperkte schaal doet de kwestie zich vóór voor een ganse reeks landen wat betreft andere Overeenkomsten, bij voorbeeld die betreffende de arbeid van de inheemse arbeiders, het te werk stellen van vrouwen aan ondergronds werk in de mijnen van alle categorieën, de arbeid in de kolenmijnen, de arbeid in de flessenblazerijen, de machinale vensterglasblazerijen, enz.

Welnu, er mag worden vermoed dat alleen de in de werkzaamheden van die zeven nijverheidscommissies betrokken landen (waarvan het aantal weldra zal stijgen), die er werkelijk deel aan nemen met het oog op de goedkeuring van die overeenkomsten, eventueel zullen in aanmerking komen om deze laatste te bekrachtigen. Uit dit alles zal een toeneming van bedrijvigheid en van het aantal resultaten van de Internationale Arbeidsorganisatie voortvloeien, hetgeen toelaat een gunstige toekomst tegemoet te zien. En indien de voortekens niet bedriegen, zal de Internationale Arbeidsorganisatie een nieuwe bloei kennen!

* *

Tot besluit van dit hoofdstuk, een laatste opmerking wat de bekrachtiging van de Overeenkomsten betreft. Op de 53 tot nu toe in werking getreden overeenkomsten, heeft België er slechts 33 bekrachtigd. Welnu, onder de twintig andere, zijn er die wellicht zullen kunnen bekrachtigd worden, aangezien onze tegenwoordige sociale wetgeving ofwel daarmede overeenkomt, ofwel verder gaat dan de bij die overeenkomsten vastgestelde voorwaarden.

Ons land is het de goede faam, die het in de kringen van de Internationale Arbeidsorganisatie geniet, verschuldigd dat het zijn plicht ten opzichte van die instelling ten volle vervult. Reeds van den beginne af van dezer bestaan, heeft België daadwerkelijk aan al haar bedrijvigheid deelgenomen; Belgische onderdanen hebben de eer genoten van ouds in de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau zitting te hebben; wijlen de h. Mahaim, Regeringsafgevaardigde, heeft die Raad met waardigheid voorgezeten; de Belgische arbeiders

dersafgevaardigde heeft de buitengemene eer genoten er gedurende dertien jaar een van de twee ondervoorzitters geweest te zijn. Op de Internationale Arbeidsconferentie hebben de Belgische afgevaardigden, door de jaren heen, een eerste-rangsrol vervuld. En de vergaderingen van een van de onlangs opgerichte nijverheidscommissies worden door onze Minister van Arbeid voorgezeten.

Wij durven hopen dat de h. Minister dus binnen zeer kort de mogelijkheid zal onderzoeken om al de overeenkomsten, waarvan de inhoud met onze nationale wetgeving strookt, te bekrachtigen.

De industriële betrekkingen.

Vóór het jaar 1914 kwamen de industriële betrekkingen, dit wil zeggen de ontmoetingen, op een voet van gelijkheid, tussen de afgevaardigden van de werkgeversorganisaties en die van de arbeidersorganisaties, noch algemeen, noch veelvuldig voor in ons land. Het stelsel van de paritaire commissies die, inzonderheid sedert het jaar 1936 een zeer grote uitbreiding hebben genomen, was iets onbekends in België.

Het was na de eerste wereldoorlog dat de Regering het initiatief nam om de vertenwoordigers van de werkgevers en van de arbeiders tot commissies samen te brengen. De eerste benaming van die commissies was : « Studiecommissie voor de verkorting van de arbeidsduur ». De allereerste werd op 3 April 1919 geïnstalleerd door de toenmalige Eerste-Minister, de h. Delacroix, en verenigde werkgevers en werknemers van de staalnijverheid. Een andere commissie werd voor de mijnen ingesteld, en op 23 April 1919 geïnstalleerd door de toenmalige Minister van Arbeid en Nijverheid, de h. Joseph Wauters. Zes dagen later, dit is op 29 April, kwamen de leden van die Commissie opnieuw bijeen om het navolgend besluit te trekken : « De werkdag, omschreven bij de wet van 31 December 1909, wordt op 8,30 uren verminderd, met ingang van 1 Juni 1919, en op acht uur, met ingang van 1 December 1919 ».

Maar deze zelfde Commissie verruimde weldra haar arbeidsveld, want op 7 Augustus 1919 kwam zij bijeen om de lonen in de kolenmijnen te bespreken.

Daar de opgedane ervaring als bevredigend werd beschouwd, werd zij door de oprichting van een zeker aantal commissies uitgebreid die de afgevaardigden van werkgevers en arbeiders uit andere beroepen en bedrijfstakken samenbrachten; de eerste van die commissies werd ingesteld bij ministerieel besluit van 25 Juni 1919 en moest zich bezig houden met de arbeids- en loonsvoorwaarden in het machinebouwbedrijf. Daar hun werking de Regering de gelegenheid gegeven had het groot nut te ondervinden van het bestaan van zulke lichamen, uit oogpunt van industriële betrekkingen, werd besloten het stelsel vrij merkkelijk te verbeteren door de stichting van gewestelijke en plaatselijke commissies, zelfs op een bepaald ogenblik van sub-commissies.

Buitendien, op 21 Februari 1924, verscheen een koninklijk besluit waarbij in het Ministerie van Arbeid en Nijverheid een dienst werd opgericht « belast met kwesties betreffende de instelling, de organisatie en de werking der nationale en gewestelijke paritaire nijverheidscomité's ».

In de loop van datzelfde jaar 1924, waren er reeds 15 nationale comité's, met te zamen 21 afdelingen. Dit cijfer zou dan langzaam stijgen om, einde 1935, het cijfer 26 te bereiken. Maar, van dat ogenblik af werd aan het stelsel een nieuwe impuls gegeven, zodat in de maand Mei 1940 er voor de gezamenlijke nijverheidstakken en beroepen van ons land 122 paritaire nationale (54), gewestelijke (49), bedrijfs- (18) en plaatselijke (1) commissies bestonden.

De bezetter, die de vrije arbeiders-vakbonden afschafte, waarvan de vertegenwoordigers in die verschillende paritaire commissies in gelijken getale als de vertegenwoordigers van de werkgevers zetelden, schafte eveneens bedoelde commissies af.

Doch, zodra de vrijheid in de maand September 1944 teruggevonden was — en overeenkomstig het ontwerp van overeenkomst tot sociale samenhang, in de illegaliteit gesloten door personen die, eensdeels, tot de industriële wereld en, anderdeels, tot de arbeidersorganisaties behoorden en, na een grondige studie van de arbeidersvraagstukken en van de betrekkingen die tussen werkgevers en loonarbeiders moesten ontstaan om zoveel mogelijk de arbeidsconflicten te verminderen — herleefde het stelsel der paritaire commissies met volle kracht en kreeg het zelfs een grote uitbreiding.

Op 9 Juni 1945 nam de Regering een besluitwet houdende wettelijke vaststelling van het statuut der paritaire commissies.

In zijn verslag aan de Regent, liet de h. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg uitschijnen dat de onmiddellijke herinvoering van de paritaire commissies in de teruggevonden onafhankelijkheid het mogelijk gemaakt had de soms moeilijke vraagstukken van de bepaling der arbeidsvoorwaarden op te lossen, in een geest van verstandhouding en wederzijds begrip tussen vertegenwoordigers van de bedrijfsleiders en vertegenwoordigers van de arbeiders.

Hij onderstreepte eveneens dat het gezag van de paritaire commissies te gelijk steunt op het vertrouwen en het prestige welke haar leden genieten in de organisaties waarvan zij de leiders en tevens de mandatarissen zijn en op het vertegenwoordigend karakter van die organisaties, dat des te groter is daar zij door een zeer groot aantal bedrijfsleiders en werknemers vrij opgericht werden.

De Minister voegde hieraan toe dat de besluitwet tot doel had dat feitelijk gezag door een wettelijk statuut te bekrachtigen.

De grote nieuwigheid, van overgroot belang, van dit wettelijk statuut is het feit dat aan beslissingen met eenparigheid van stemmen getroffen door de paritaire commissies, op verzoek van deze laatste of van een vertegenwoordigende organisatie, dwingende kracht kan gegeven worden.

Deze wetgevende maatregel van algemene aard had in werkelijkheid reeds een voorganger. Inderdaad, op 16 April 1945 was in werking getreden de besluitwet van 14 April 1945 betreffende de dwingende kracht van de beslissingen van de Gemengde Nationale Mijncommissie.

Sedert de inwerkingtreding van de besluitwetten van 16 April en van 9 Juni 1945, zijn een twaalfstal toepassingsbesluiten van kracht geworden. Hier volgt de opsomming er van :

1. — BESLUITWET VAN 16 APRIL 1945 :

1^o Besluit van de Regent van 28 Augustus 1946 (*Staatsblad* van 4 September 1946) tot bepaling van de wijze van betaling voor het jaar 1946 van het loon te verlenen, voor acht feestdagen, aan de mijnwerkers en gelijkgestelde werklieden.

2^o Besluit van de Regent van 26 Maart 1947 (*Staatsblad* van 4 April 1947) tot bepaling van de speciale modaliteiten van toepassing den besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders, voor de mijnwerkers en de daarmee gelijkgestelde arbeiders.

3^o Besluit van de Regent van 26 Juni 1946 (*Staatsblad* van 6 October 1946) tot bepaling van de wijze van betaling, voor het jaar 1946, van het loon te verlenen voor acht feestdagen tijdens het jaar 1946 aan de werklieden der marmergroeven en -zagerijen.

4^o Besluit van de Regent van 8 Mei 1946 (*Staatsblad* van 24 Mei 1946) houdende vaststelling der betalingsmodaliteiten der lonen aan de werklieden voor Paasmaandag 1946.

5^o Besluit van de Regent van 9 Mei 1946 (*Staatsblad* van 24 Mei 1946) houdende vaststelling der betalingsmodaliteiten der lonen aan de werklieden voor Paasmaandag 1946.

6^o Besluit van de Regent van 11 Mei 1946 (*Staatsblad* van 24 Mei 1946) houdende vaststelling der betalingsmodaliteiten der lonen aan de werklieden voor Paasmaandag 1946.

2. — BESLUITWET VAN 9 JUNI 1945 :

Jaarlijks verlof :

1^o Besluit van de Regent van 11 Mei 1946 houdende inrichting van een bijzondere Kas voor verlof voor de diamantnijverheid (*Staatsblad* van 27 en 28 Mei 1946).

2^o Besluit van de Regent van 16 Juni 1947 tot vaststelling van een bijzondere wijze van berekening der bezoldiging betreffende het in 1947 te nemen jaarlijks verlof. N.P.C. van het havenbedrijf.

Betaalde feestdagen :

Besluit van de Regent van 3 Juli 1946 tot bepaling voor het jaar 1946, van de bijzondere modaliteiten van toepassing voor de bouwnijverheid van het besluit van de Regent van 16 April 1946 tot bepaling van de wijze van betaling voor het jaar 1946 van het loon te verlenen aan de werklieden voor acht feestdagen (*Staatsblad* van 31 Augustus 1946).

Bestaanszekerheid :

1^o Besluit van de Regent van 26 September 1946 tot instelling van een Fonds van bestaanszekerheid voor de arbeiders der haven van Antwerpen (*Staatsblad* van 28 September 1946).

2^o Besluit van de Regent van 7 October 1946 tot instelling van een Fonds van bestaanszekerheid voor de arbeiders der haven van Gent (*Staatsblad* van 14/15 October 1946).

3^o Besluit van de Regent van 14 Januari 1947 tot instelling van een Fonds van bestaanszekerheid voor de arbeiders der havens van Brussel en Vilvoorde (*Staatsblad* van 26 Januari 1947).

Een eerste besluit van de Regent, genomen op 15 October 1945, bepaalt de algemene modaliteiten van werking van de paritaire commissies, met inachtneming dat het van allereerste belang is de van de bevoegdheid van die commissies afhangelnde verzoeningsproceduur te regelen. De drie hoofdstukken betreffen de opdrachten van de leden, de proceduur en de verzoening.

Een tweede besluit van de Regent, genomen op dezelfde dag, betreft de contrôle op de naleving van de koninklijke besluiten die de beslissingen van de paritaire commissies dwingende kracht geven. Dat besluit is zeer belangrijk, in die zin dat het de leden van de openbare macht aanduidt die met die contrôle belast zijn, in de navolgende bewoordingen :

« *Eerste artikel.* — De maatschappelijke opzieners, de maatschappelijke contrôleurs, de mijningenieurs, de toezichters der springstoffen zijn belast met het nagaan der naleving van de koninklijke besluiten waarbij de beslissingen der paritaire commissies verplichtend worden gemaakt, elk voor de inrichtingen waarop zij toezicht hebben uit te oefenen. »

Buiten de gewone opdracht waarmede de paritaire commissies belast zijn, hebben deze, sedert de bevrijding, een heel belangrijke rol gespeeld, wat betreft de toepassing van de in de loop der verschillende zittingen van de Nationale Arbeidsconferentie genomen besluiten, waarin zitting hebben de bevoegde vertegenwoordigers van de werkgevers- en werknemersorganisaties, die van tijd tot tijd door de Regering worden bijeengeroepen om het haar mogelijk te maken het advies van de werkgevers- en arbeiderskringen te kennen, aangaande de verschillende met het oog op een betere inrichting van ons economisch en maatschappelijk leven op te lossen vraagstukken.

Inderdaad, de door de Nationale Arbeidersconferentie getroffen besluiten zijn om zo te zeggen wensen aan het adres van de Regering, op wie de verantwoordelijkheid van de te nemen beslissingen berust. Die beslissingen hebben meestal een algemene strekking, en het komt vaak voor dat men — reeds op de Nationale Arbeidsconferentie — eensgezind akkoord gaat om te oordelen dat de modaliteiten van hun toepassing in de schoot van de paritaire commissies moeten bepaald worden, volgens de behoeften en de toestand van elke nijverheid.

Bij het opmaken van onderhavig verslag, zijn er 112 paritaire commissies : 44 nationale (waarvan 34 in werking), 49 gewestelijke (waarvan 25 in werking), bedrijfscommissies 18 (waarvan 16 in werking) en plaatselijke 1 (in werking). Vijf paritaire commissies zijn samengesteld bij toepassing van het besluit van de Regent van 27 Juli 1946, de andere zijn op weg samengesteld te worden.

* * *

Buiten die paritaire commissies, bestaat ook sedert de bevrijding een algemeen paritair Comité, dat slechts negen leden telt, waarvan de voorzitter, vier vertegenwoordigers van de meest representatieve werkgeversverenigingen en vier vertegenwoordigers van de eveneens meest representatieve arbeidersvakorganisaties.

Dit Comité wordt regelmatig door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg geraadpleegd, niet alleen wat de onder zijn bevoegdheid vallende maatschappelijke en economische vraagstukken betreft, maar ook omtrent de wetsontwerpen die hij zich voorneemt, hetzij uit eigen initiatief, hetzij op beslissing van de Regering, aan het Parlement voor te leggen.

De « Sociale Attaché's ».

Na de eerste wereldoorlog heeft men kunnen bemerken dat zekere landen, gevolg gevend aan het verlangen door de syndicale arbeidersorganismen uitgedrukt, een proef gedaan hebben wat betreft de benoeming van « sociale attaché's », verbonden aan de ambassades of gezantschappen van de belangrijkste landen.

Die « sociale attaché's » hadden tot opdracht : 1^o in het land waar zij hun zetel hadden, de Regering, de parlamentsleden, de werkgevers- en werknemersorganisaties, en zelfs de pers in te lichten over de arbeidsvoorwaarden en de wetgeving in hun geboorteland; 2^o de arbeidsvoorwaarden en de sociale wetgeving van het land waar zij hun werkkring hadden, waar te nemen en te bestuderen, de maatschappelijke gebeurtenissen van zeer dichtbij te volgen en zich te documenteren en hun land objectief in te lichten over de waarnemingen die zij ter plaatse gedaan hadden.

Door de oprichting van de Internationale Organisatie van de Arbeid en de gewaardeerde werking daarvan, verloor het stelsel van de sociale attaché's een gedeelte van zijn aantrekkingskracht. Immers, het Internationaal Arbeidsbureau, door de inlichtingen over de sociale wetgeving in de ganse wereld, die het ter beschikking stelt van al degenen die daarin belang stellen, en door de uitgave van zijn wetgevende serie, ging voor een zeker gedeelte de opdracht vervullen die aan de « sociale attaché's » was toegewezen.

Doch de tweede wereldoorlog heeft voor de verschillende landen de noodzakelijkheid doen toenemen van op een meer rechtstreekse wijze inlichtingen in te winnen over de maatschappelijke en economische gebeurtenissen die zich overal met een onvermoede snelheid en uitgebreidheid voordoen. Niet dat het Internationaal Arbeidsbureau zijn bedrijvigheid zou vertraagd of beperkt hebben, doch in de verschillende landen, om zo te zeggen alle door de oorlog beroerd en aangetast, doen zich zodanige toestanden in verband met het sociaal, economisch en zelfs politiek leven voor, dat het meer en meer noodzakelijk blijkt voor de Regeringen op een zeer rechtstreekse manier inlichtingen in te winnen door middel van bijzondere gezanten.

Aldus werden tal van landen sinds het einde van de oorlog er toe gebracht « sociale attaché's » aan te duiden, die hun ambt in de belangrijkste hoofdsteden van de wereld waarnemen.

Op de allereerste plaats hebben de Verenigde Staten van Amerika een zeer uitgebreid stelsel van sociale attaché's. Uit de jongste inlichtingen blijkt dat sociale attaché's werkzaam zijn in 26 hoofdsteden van de vijf werelddelen, waarvan 12 in Europa, 9 in Zuid-Amerika, 2 in Afrika, 1 in Azië, in Australië en in Canada.

Groot-Brittannië, anderdeels, heeft « Labour Attachés » in 21 landen, waarvan 10 in Europa, 7 in Zuid-Amerika, 2 in Afrika, 1 in de Verenigde Staten en 1 in China. Bovendien zijn die « Labour Attachés » in zes hoofdsteden bijgestaan door een adjunct, en wel te Kaïro, Brussel, Helsinki, Parijs, Rome en Washington. Bovendien heeft Groot-Brittannië « Labour Advisers » aangeduid, dus arbeidsadviseurs, voor Indië en voor elk van de Britse koloniën. Er zijn eveneens bijzondere departementen van de arbeid bij de bezettingsoverheden in Oostenrijk, in Duitsland en in Japan; terwijl een zending, belast met het bestuderen van de naoorlogse vraagstukken in het Zuid-Oostelijk gedeelte van Azië, naar Singapore werd gestuurd.

Frankrijk heeft reeds een sociale attaché te Londen.

Daarna komen de kleinere landen, die reeds hun sociale attaché's in functie hebben, ofwel die reeds de nodige beslissingen getroffen hebben, te weten : Noorwegen (Londen, Washington, Parijs en Moskou); Nederland, Zwitserland (Londen, Parijs en Washington); Argentinië, Egypte, Tsjechoslowakije, terwijl Zweden en Denemarken op het punt zijn benoemingen te doen. Te Stokholm, waar de Oostenrijkse afvaardiging zo pas werd heropend, doet een lid van de afvaardiging dienst als sociaal attaché.

Wat de bedrijvigheid van die sociale attaché's betreft, volstaat het voor ons, Belgen, die in de zaak belang stellen, bij voorbeeld het merkwaardig werk van de Engelse en Amerikaanse attaché's te volgen.

Die voorbeelden zouden onze Regering moeten aanzetten om eveneens die weg op te gaan. Sinds bijna twee jaar doen zich in Groot-Brittannië en in de Verenigde Staten bijvoorbeeld, gebeurtenissen voor waarvan de waarneming en de bevindingen door bevoegde personaliteiten in de hoedanigheid van sociaal attaché, voor ons land van groot nut zouden kunnen zijn en een sprekend voorbeeld uitmaken.

Het is ons voorzeker niet onbekend dat, op sommige ogenblikken, het personeel van zekere van onze ambassades en gezantschappen zich heeft ingespannen om de Minister van Buitenlandse Zaken enigzins in te lichten over zekere gebeurtenissen, bij voorbeeld in verband met het vraagstuk der vermindering van de arbeidsuren. Evenwel wordt of werd zulks gedaan door personeel dat wel van goede wil is, doch dat tot een dergelijke opdracht geenszins is voorbereid. Daartoe moeten personen gekozen worden die opmerkingsgaven en de noodzakelijke bevoegdheid bezitten, die zich weten aan te passen aan de zeden van het land en de noodzakelijkheden van het milieu en van het tijdstip, zomede de factoren die aan de oorsprong liggen van de gebeurtenissen die men waarneemt, begrijpen.

Wij durven hopen dat onze Regering weldra een gunstige beslissing op dit gebied zal treffen, en dat de h. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ons de eerste maatregelen die getroffen werden, zal kunnen mededelen wanneer dit verslag in de Senaat in openbare vergadering zal besproken worden.

* *

De begroting voor 1947 werd eenparig, op één onthouding na, door de aanwezige leden aangenomen.

Dit verslag werd eensgezind goedgekeurd.

De Verslaggever,
C. MERTENS.

De Voorzitter,
A. JAUNIAUX.

(24 a)

N° 184 NI.

1946 – 1947

Uitgaven van sociale aard
Bijlage I

Cfr. 35 mm.

1 plan

BIJLAGE II.

**Toepassing van de wet van 10 Juni 1937
betreffende de gezinsvergoedingen op niet-loontrekkende arbeiders.**

1. — *Aantal bijdragende leden waarop men gesteund heeft bij het in toepassing brengen van de wet : 1.256.000.*

2. — *Aantal bijdragende leden per jaar, van de inwerkingtreding tot in 1946 :*

	Ingeschreven leden.	Bijdragende leden.
	—	—
Einde 1938	niet gekend	niet gekend
Einde 1939	—	—
Einde 1940	—	—
Einde 1941	799.591	niet gekend
Einde 1942	914.102	niet gekend
Einde 1943	1.010.120	946.682
Einde 1944	1.073.119	1.009.582
Einde 1945	1.094.004	1.028.185
Einde 1946	1.099.136	1.041.149

3. — *Voor elk van bovenstaande jaren :*

a) totaal beloop van de bijdragen :

1938	20.873.773 (alleen werkgevers).
1939	De wet is gedeeltelijk buiten werking gesteld
1940	bij besluit van 9 October 1940.
1941	138.113.968
1942	144.864.203
1943	155.794.187
1944	157.014.473
1945	157.140.596
1946 (1 ^{ste} halfjaar)	77.061.480

b) totaal bedrag van de kosten van beheer van de Kassen voor Gezinsvergoedingen : de Nationale Kas bezit hieromtrent niet de nodige gegevens.

c) totaal bedrag van de kosten van centraal beheer (werkingskosten van de Nationale Ziekenkas, van de verschillende centrale lichamen en vaste commissies, beheer, drukwerken, enz.) :

Toelagen aan ziekenkassen en vergoedingen
aan landmeters van het kadaster.

—	1938	40.600,—	met inbegrip van de toelagen van de Ziekenkassen krachtens de artikelen 315, 316 en 347bis, alsmede de vergoedingen aan de landmeters van het Kadas- ter, waarvan wij hiernaast de bedragen aangeven.
306.428,—	1939	3.136.845,67	
337.962,25	1940	2.410.903,33	
814.303,75	1941	4.994.169,79	
843.372,50	1942	6.466.143,79	
827.237,—	1943	9.338.033,28	
(*) 1.377.567,88	1944	12.555.752,94	
15.000.176,31	1945	34.461.997,18	
3.741.116,—	1946	11.632.673,93	eerste halfjaar.

d) bedrag der ontvangsten per provincie.

e) bedrag van de uitgaven aan vergoedingen per provincie :
Daar de compensatie in de tweede graad nationaal is, is het onderscheid per provincie nooit noodzakelijk gebleken. De Nationale Kas heeft die inlichting dan ook niet gevraagd aan de ondergeschikte kassen en dat zou trouwens veel werk vragen.

f) totaal van de lasten van de Staat voor de toepassing van de wet :

	Staatstoelagen ingevolge artikel 314 van de wet.	Geldvoorschotten vanwege het Ministerie van Financiën, terugbetaalbaar zodra mogelijk.
1938	2.500.000	—
1939	3.500.000	—
1940	2.950.000	—
1941	5.000.000	—
1942	5.000.000	—
1943	5.000.000	60.000.000
1944	5.000.000	30.000.000
1945	5.000.000	—
1946	5.000.000	37.500.000
	38.950.000	127.500.000

(*) 72.674,94 fr. — toelage artikel 347bis — 1ste halfjaar 1944, rechtstreeks aan de Nationale Compensatiekas overgemaakt.

g) Naamlijst van de kassen en afdelingen, met opgave van de administratieve zetel en van het ledental van einde 1943 tot einde 1946.

De samenvatting van de overgelegde tabellen wijst in totaal het volgende uit :

Jaartal	Aantal Kassen	INGESCHREVEN LEDEN			BIJDRAGENDE LEDEN		
		hoofd-aangesl.	help. + echtgen. gelijkgest. hoofd-aangesl.	totaal	hoofd-aangesl.	help. + echtgen. gelijkgest. hoofd-aangesl.	totaal
1943	69	802.043	208.077	1.010.120	749.686	196.996	946.682
1944	69	839.949	233.170	1.073.119	787.503	222.079	1.009.582
1945	67	849.812	244.192	1.094.004	795.573	232.612	1.028.185
1946	67	860.119	239.017	1.099.136	811.321	229.828	1.041.149

P.S. — Zes kassen hebben voor het jaar 1943 niet de nodige gegevens verstrekt omtrent de bijdragende leden, zodat het Departement deze geschat heeft op grond van de cijfers van andere ziekenkassen. Het betreft hier 62.037 bijdragende leden.

BIJLAGE III.

Aandeel van de Staat ter zake van maatschappelijke zekerheid alsmede de kosten van beheer van de verschillende diensten.

I. — WELKE WAS, IN 1946, DE TOTALE BIJDRAGE VAN DE STAAT TER ZAKE VAN OUDERDOMSPENSIOEN :

a) van de arbeiders en gewezen arbeiders van de beide geslachten ?

ANTWOORD.

255.774.080 frank.

b) van de weduwen en wezen der arbeiders ?

ANTWOORD.

39.650.476 frank.

c) van de bedienden en gewezen bedienden van beide geslachten ?

ANTWOORD.

22.241.225 frank.

d) van de weduwen en wezen der bedienden ?

ANTWOORD.

7.752.471 frank.

e) van de mijnwerkers ?

ANTWOORD.

ouderdomspensioenen.	425.775.000 frank.
invaliditeitspensioenen	139.920.000 frank.
der weduwen en wezen der mijnwerkers	152.425.000 frank.
Totaal voor de mijnwerkers.	713.120.000 frank.

f) van de vrijwillig-verzekerden der beide geslachten ?

ANTWOORD.

432.788.176 frank.

g) van de weduwen en wezen der vrijwillig-verzekerden ?

ANTWOORD.

49.230.148 frank.

2. — WELKE SOM VOORZIET MEN VOOR AL DE CATEGORIEËN VOOR 1947 ?

ANTWOORD.

Mijnwerkers 818.000.000 frank.

ten tijde dat de begroting werd opgemaakt, maar sedertdien is de besluitwet van 25 Februari 1947 ingetreden, waarvan de toepassing voor de Staat een jaarlijkse bijkomende last op 120.000.000 frank geraamd, zal medebrengen.

Bedienden en werklieden :

De betrokken dienst verkeert in de onmogelijkheid met *enige nauwkeurigheid* het bedrag te kunnen vermelden van de uitgaven die in 1947 zullen verricht worden, aangezien hij 97.500 aanvragen tot verhoging zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen ontvangen heeft en dat op heden daarvan 57.500 nog moeten onderzocht worden.

3. — WELK IS DE REKENING VAN DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID VOOR DE EERSTE DRIE KWARTALEN VAN 1946 ?

a) globale ontvangsten, met inbegrip van de huishoudelijke wederuitrusting ?

ANTWOORD.

Aangegeven globale bijdragen (25 %), met inbegrip van de huishoudelijke wederuitrusting	fr. 8.116.034.761
Bedrag door de werkgevers in mindering gebracht op hun aangiften (pensioenen en allerlei)	850.425.932
Bedrag van de <i>netto</i> -bijdragen	fr. 7.265.878.829

b) Welke is het aandeel gestort door :

- 1^o de werkgevers;
- 2^o de werknemers ?

ANTWOORD.

Het bedrag van de *aangegeven* globale bijdragen (25 %) is tussen de werkgevers en de werknemers op de volgende wijze te verdelen :

1 ^o deel van de werkgevers	fr. 5.473.160.793
2 ^o deel van de werknemers	2.643.043.968
Totaal.	fr. 8.116.304.761

c) welke is het gedeelte van die sommen dat toegekomen is aan :

- 1^o ouderdom;
- 2^o ziekte-invaliditeit;
- 3^o werkloosheid;
- 4^o kindertoeslagen;
- 5^o verlof ?

ANTWOORD.

De aandelen die op het bedrag van de aangegeven globale bijdragen (25 %) toekomen aan de verscheidene op de maatschappelijke zekerheid aangewezen sectoren belopen de hierna aangeduide sommen :

1^o verzekering tegen ouderdom :

capitalisatie	fr.	850.152.489
verdeling		751.135.456
2 ^o verzekering ziekte-invaliditeit		1.873.587.835
3 ^o werkloosheid		654.203.240
4 ^o kindertoelagen		1.911.968.997
5 ^o jaarlijks verlof		583.826.312
Totaal.	fr.	7.624.874.329

Buiten verdeling (speciaal geïnde bijdragen) :

Huishoudelijke wederuitrusting	fr.	490.652.430
Kosten van beheer van de speciale kas voor kindertoelagen van de diamantnijverheid (ges.ort aan de R.M.Z.)		778.002

Totaal. fr. 8.116.304.761

Mijnwerkers :

a) globale ontvangsten ?

ANTWOORD.

De bijdragen geïnd door het Nationaal Fonds voor rustpensioenen der mijnwerkers voor het jaar 1946 beliepen fr. 1.348.605.000

b) welke is het aandeel gestort door :

- 1^o de werkgevers;
- 2^o de werknemers ?

ANTWOORD.

aandeel van de werkgevers	fr.	968.230.000
gardeel van de werknemers		380.375.000

c) welk is het gedeelte van die sommen dat toegewezen werd aan :

1 ^o ouderdom en vroegtijdige dood	fr.	430.195.000
2 ^o invaliditeit		92.620.000
3 ^o jaarlijks verlof (gewoon en bijkomend verlof) en aanvullend verlof voor ondergrondse werkliden		237.650.000
4 ^o ziekte		184.105.000
5 ^o kindertoelagen		256.615.000
6 ^o werkloosheid		85.540.000
7 ^o nationale (huishoudelijke) wederuitrusting		61.880.000

Algemeen totaal. fr. 1.348.605.000

d) wat is, van die sommen, het aandeel voor kosten van beheer ?

ANTWOORD.

Het *Nationaal Fonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit* heeft aan kosten van beheer gedurende de eerst drie kwartalen van het jaar 1946 een som van ongeveer 9.000.000 frank uitgegeven.

De *Nationale Verenigingen* van mutualiteiten hebben aan kosten van beheer voor de eerste drie kwartalen van het jaar 1946 uitgegeven :

Kristelijke nationale vereniging	fr.	52.600.000
Neutrale nationale vereniging		18.200.000
Socialististische nationale vereniging		49.800.000
Liberaal nationale vereniging		9.800.000
Nationale Beroepsvereniging		21.600.000
Totaal. . fr.		152.000.000

Kindertoeslagen :

Wet van 4 Augustus 1930.

a) Compensatiekassen	fr.	(*) 74.000.000
b) Nationale kas en centrale lichamen.		15.000.000
Totaal. . fr.		89.000.000

Wet van 10 Juni 1937.

a) Mutualiteitskassen en -afdelingen :

Er bestaat geen statistiek van de uitgaven van beheer der mutualiteitskassen en -afdelingen.

Wij zijn van oordeel dat het bedrag der kosten van beheer van 1946 van de mutualiteitskassen en -afdelingen begrepen is tussen . . 75 en 85 miljoen.

b) Nationale Mutualiteitskas en Bijzonder Bureau van de Commissie van advies van de Contrôle en de Geschillen.	26	26 miljoen.
TOTAAL fr.		101 111 miljoen.

Huishoudelijke wederuitrusting :

Aanmaking der bons en documenten	fr.	3.920.546,10
Kantoormaterieel en meubilair		323.611,20
Kosten van inrichting		131.680,53
Kosten van beheer		4.433.723,99

Steunfonds voor onvrijwillige werklozen :

1 ^o Kosten van beheer van het Fonds voor Steun aan de Werklozen :		
totaal van de raming	fr.	124.530.000
waarvan kosten van liquidatie van het Arbeidsambt.	—	600.000
Blijft voor het eigenlijke F.S.W.	fr.	123.930.000

(*) Omvat een uitgavenraming van 1.971.000 frank voor vijf of zes kassen die verwaarloosd hebben de inlichtingen te verstrekken.

Deze som welke moet dienen tot dekking van de kosten van werking zowel van de plaatsingsdiensten als van die van de werklozensteun en van de aan die beide afdelingen gemeenschappelijke diensten voor het Hoofdbestuur en de Gewestelijke Kantoren kan onderverdeeld worden als volgt, op grondslag van de percentages der wedden uitbetaald voor de Diensten waarvan hierboven sprake, in de loop van de maand Juni 1946 :

Plaatsing	fr.	53.319.831
Toeslagen		32.135.889
Algemene Diensten		38.474.280
Totaal. . fr.		123.930.000

Inderdaad, de post « bezoldigingen » vertegenwoordigt ongeveer 79 % van de gezamenlijke begroting van het F.S.W. en men kan de stelling verdedigen dat, behoudens enkele voor de plaatsing bestemde posten (publiciteit plaatsing, commissies van advies bv.) de andere kosten van beheer zich op dezelfde wijze laten indelen als de bezoldiging.

2° Kosten van beheer der Werklozenkassen fr. 41.900.000

I. — DIENST DER OUDERDOMSPENSIOENEN :

Wedden en vergoedingen	fr.	6.586.800,—
Lonen		254.895,—
Gewone hulpelden		6.300,—
Verlichting, verwarming, water, enz.		80.000,—
Materieel, meubilair, enz.		75.000,—
Mechanographie		540.000,—
Kantoorbenodigdheden, drukwerken, enz.		703.500,—
Reis- en verblijfkosten		4.047,—
Betaling aan het Bestuur van Posterijen van de uitgaven in verband met de verkoop en de uitdeling van de gedrukte stukken betreffende de toepassing van de wetten inzake verzekering tegen de geldelijk gevolgen ouderdom- en vroegtijdige dood		1.263.450,—
Bijdrage van de Staat in de uitgaven aan de Lijfrentekas veroorzaakt uit hoofde van kosten of dienstverleningen voor rekening van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg		4.467.454,80
Vergoedingen aan de ambtenaren van het Bestuur der directe belasting en der registratie voor het in ontvangst nemen en het instrueren van de aanvragen om ouderdomsrente-toeslag		1.240.000,—
Totaal. . fr.		15.221.806,80

N.-B. — Bij dit cijfer moet worden gevoegd het aandeel van de Dienst der Ouderdomspensioenen, in de retributie aan het Bestuur van Posterijen te betalen voor het vervoer van de briefwisseling. Dit aandeel is onbepaalbaar. De totale retributie voor het departement belooft 5.549.604 frank.

II. — HOGE COMMISSIE VOOR OUDERDOMSPENSIOENEN :

Reis- en verblijfkosten, enz. fr. 20.000,—

III. — COMMISSIES VAN BEROEP IN ZAKE OUDERDOMSPENSIOENEN (ten getale van 60) :

Vaste vergoedingen aan de secretarissen-penningmeesters van de Commissie van Beroep	fr. 115.493,50
Evenredige vergoedingen	67.500,—
Reis- en verblijfkosten	100.000,—
Totaal. . fr.	282.993,50

IV. — NATIONALE KAS VOOR OUDERDOMS- EN WEDUWENRENTETOESLAGEN.

Kosten van beheer : fr. 3.994.500,13, waarvan ten laste van de Staat : 1 miljoen 470.823 fr. 27 c.

N. B. — De Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid draagt in de kosten van beheer van bedoelde Nationale Kas bij ten belope van fr. 2.266.009,46 en het Fonds voor toelagen aan bedienden, ten belope van fr. 257.667,40.

*
**

Het algemeen totaal van de kosten van beheer ten laste van de Staat beloopt dus bij benadering fr. 16.995.623,67, niet inbegrepen het aandeel van de Dienst der Ouderdomspensioenen in de aan het Bestuur van Posterijen voor het vervoer van briefwisseling te betalen retributie.

Verdeling van de onkosten voor het dienstjaar 1946.

Wedden	11.065.666,19	
Kantoorbenodigdheden en drukwerken.	711.665,86	
Allerlei kosten	470.198,25	(met inbegrip van 334.355 frank, betaald aan de Brusselse Tramwegen, aan de A.D.B. en aan de O.M.A. voor medewerking aan de vereffening van 1946).

Totaal. . fr. 12.247.530,30

Anderzijds heeft, bij toepassing van het besluit van de Regent van 28 Juni 1945, de Nationale Kas voor het Jaarlijks Verlof in de kosten van beheer van de particuliere verlofkassen bijgedragen voor een som van fr. 1.857.918,40, waarvan op heden reeds zijn betaald fr. 1.832.252,60.

Daar de rekeningen van dienstjaar 1946 niet definitief zijn afgesloten, kunnen de hierboven vermelde inlichtingen eventueel wijzigingen ondergaan.

- e) Welk is het bedrag, voor de bedoelde eerste drie kwartalen, van de kosten van beheer van de R.M.Z.?

ANTWOORD.

De kosten van beheer van de R.M.Z. zijn onderverdeeld als volgt, met dien verstande dat de hierna vermelde bedragen op het *ganse jaar* 1946 betrekking hebben (en niet op de eerste drie kwartalen).

Personeel	fr.	19.460.267
Allerlei (met inbegrip van 4.574.000 frank vastgelegd kapitaal en kosten van eerste oprichting).		14.393.297
Totaal. . fr.		33.853.564

Het percentage van de kosten van beheer in verhouding tot de bij de R.W.Z. voor het ganse jaar 1946 aangegeven bijdragen (onder aftrek van de stortingen voor pensioen), zijnde 10.228.930.104 frank, beloopt 3,3 p. m. Dit percentage wordt op 1,9 p.m. verminderd, indien men van de kosten van beheer het bedrag van de interest der belegde gelden aftrekt, daar bedoelde interesten voor 1946 14.700.000 frank belopen.

Wanneer men eveneens de vastgelegde kapitalen in mindering van die kosten brengt en men het bedrag door een aflossing van 10 % vervangt, dan vermindert het percentage 1,9 p.m. tot ongeveer 1,4 p.m.

- f) Welk was, op 30 September 1946, het bedrag van de reserves der op de maatschappelijke zekerheid aangewezen sectoren?

	Op 30 Sept. 1946	Op 31 Dec. 1946
1 ^o Verzekering tegen ouderdom (omslag). fr.	945.000.000	974.100.000
2 ^o Verzekering ziekte-invaliditeit	31.100.000	75.000.000
3 ^o Werkloosheid.	54.100.000	98.800.000
4 ^o Kindertoeslagen	448.600.000	527.800.000
5 ^o Jaarlijks verlof	47.000.000	50.500.000
6 ^o (Buiten maatschappelijke zekerheid) : Huishoudelijke wederuitrusting	36.200.000	44.700.000
Totalen. . fr.	1.562.000.000	1.770.900.000

- g) Waar zijn die reserves geplaatst?

ANTWOORD.

De R.M.Z. maakt na elk kwartaal het bedrag op van de aan de door hem gestijfde instellingen te verdelen sommen op. De vereffening van die sommen geschiedt naar mate van de inning der ontvangsten en in afwachting van het opmaken van de comptabiliteitsrekeningen onder vorm van voorschotten aan die instellingen naarmate van hun behoeften, welke voortdurend gedekt zijn. De sommen, die het verschil tussen het bedrag van de ontvangsten en dat van de toegekende voorschotten vertegenwoordigen, maken ondertussen, zoals hierboven gezegd, het voorwerp uit van beleggingen door toedoen van de Nationale Bank.

Die beleggingen werden hoofdzakelijk verricht in call-money onder waarborg van de Staat en betroffen in de loop van het jaar 1946, een globaal bedrag van ongeveer 2 milliard frank. Anderzijds werden, op voorstel van de Nationale Bank, en met het gunstig advies van de Minister van Financiën, veel minder belangrijke leningen toegestaan aan zekere instellingen, met een maand of twee jaar looptijd, en met waarborg van herdiscontering in geval van noodzakelijkheid en eveneens onder de waarborg van de Staat.

Welke de wijze van belegging ook zij, de gelden van de R.M.Z. bevinden zich in staat van volkomen liquiditeit.

h) Welk is eventueel de door die beleggingen normaal opgebrachte rente?

ANTWOORD.

De door bemiddeling van de Nationale Bank geplaatste gelden, renten interest tegen de navolgende percentages :

beleggingen in call-money geld (dag voor dag) : 1 %;
beleggingen op korte termijn (1 maand) : 1, 1/16 %;
beleggingen op halflange termijn (2 jaar) : 2, 3/4 %.

BIJLAGE IV.

Verbeteringen in zake maatschappelijke zekerheid.

IA. — OUDERDOMS- EN OVERLEVINGSPENSIOENEN.

ARBEIDERS, BEDIENDEN EN VRIJWILLIG-VERZEKERDEN.

1^o Bij besluitwet van 27 October 1944 werden de ouderdomsrentetoeslagen, de weduwerentoeslagen en de wezentoeslagen verdubbeld.

Vóór de bekendmaking van die besluitwet werden de toeslagen uitgekeerd op de basis van 110 %.

2^o Bij besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, werd de toekenning van aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen voorgeschreven.

De voorwaarden van toekenning van die voordelen werden bepaald bij de besluiten van de Regent van 30 Januari, 12 Maart en 17 April 1945.

De aanvullende ouderdomspensioenen worden verleend aan oud-loontrekkenden, arbeiders of bedienden, en de aanvullende overlevingspensioenen aan de weduwen van loontrekkenden, minstens 65 jaar oud.

Die aanvullende pensioenen werden onderscheidenlijk bepaald :

a) voor de ouderdomspensioenen :

op 6.800 frank wanneer het gaat om een gehuwd rechthebbende van het mannelijk geslacht;

op 4.500 frank wanneer het gaat om een ander rechthebbende.

b) wat betreft de overlevingspensioenen, op 4.200 frank.

3^o De besluitwet van 9 Juni 1945, houdende wijziging van de wet van 15 December 1937 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, verruimt de voorwaarden van toekenning van de ouderdomsrentetoeslag zonder of na onderzoek omtrent de bestaansmiddelen.

De voornaamste verbeteringen van die besluitwet zijn de volgende :

A. — Toeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen :

a) intrekking van de voorwaarde de laatste twee stortingen in hoedanigheid van loontrekkende gedaan te hebben;

b) uitbreiding van de toegestane afwijzingen in zake ontbrekende of onvoldoende stortingen;

c) toelating van de bedienden tot het voordeel van de toeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen op 65 jaar of, mits vermindering, vanaf 60 jaar;

d) toelating tot het voordeel van de toeslag zonder onderzoek, van de bedienden wier gemiddelde jaarwedde van de laatste vijf jaren (van 61 tot 65 jaar) niet hoger was dan 36.000 frank (tevorens 21.000 frank);

e) uitschakeling van de verzekeringsjaren 1939/1940 tot 1944/1945 wat betreft de vereiste stortingen.

B. — Toeslag na onderzoek omtrent de bestaansmiddelen :

- a) verhoging van de basisvrijstelling toegepast op het inkomen van de aanvrager;
- b) verhoging van de basisvrijstelling toegepast op het inkomen van de afstammelingen van de aanvrager;
- c) uitschakeling van de verzekeringsjaren 1939/1940 tot 1944/1945 wat betreft de vereiste stortingen.

4^o Bij besluit van de Regent dd. 13 December 1945 werd het bedrag van de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen opgevoerd van :

- 6.800 frank op 8.800 frank;
- 4.500 frank op 5.900 frank;
- 4.200 frank op 5.200 frank.

5^o Bij besluit van de Regent dd. 22 Juni 1946 werden de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen onderscheidenlijk gebracht van :

- 8.800 frank op 11.200 frank;
- 5.900 frank op 7.500 frank;
- 5.200 frank op 6.400 frank.

6^o De wet van 28 Augustus 1946 heeft opnieuw de wetgeving betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood gewijzigd, en tevens de samenschakeling van de van kracht zijnde teksten voorgeschreven. De voornaamste wijzigingen die door deze wet werden aangebracht, zijn de volgende :

a) *Voor al de ouderdomsgepensionneerden :*

Afschaffing van de inhoudingen van 500 frank of van 250 frank voor hospitalisatie of samenwoning met een persoon die al dan niet de ouderdomsrentetoeslag geniet.

b) *Voor de oud-loontrekkenden, handen- of geestesarbeiders :*

Toelating tot het genot van de toeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen van al de oude arbeiders, arbeidsters of mannelijke bedienden, geboren vóór 1 Januari 1867, en van de oude vrouwelijke bedienden geboren vóór 1 Januari 1872.

Nieuwe verzachting van de voorwaarden van storting voor al de personen geboren vanaf de hierboven vermelde data, en toelating tot de toeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen van de oude arbeiders, arbeidsters en mannelijke bedienden, geboren van 1867 tot en met 1880, en de oude vrouwelijke bedienden geboren van 1872 tot en met 1885, die, zonder de wettelijke stortingen gedaan te hebben, nauwkeurige en overeenstemmende bewijzen aanbrengen van hun hoedanigheid van loon- of weddetrekkende gedurende ten minste 10 jaren tussen 50 en 65 jaar, of tussen 45 en 60 jaar voor de vrouwelijke bedienden.

c) *Voor de vrijwillig-verzekerden :*

Verhoging van het maximumbedrag van het inkomen toegelaten voor het verlenen van de ouderdomsrentetoeslag.

Vrijstelling van het kadastraal inkomen van het enig huis dat de aanvrager bezit en betreft.

Verlaging van de rentevoet als inkomen aangerekend voor het gedeelte van de geblokkeerde roerende kapitalen (60 %).

Gunstiger regeling voor de berekening van de renten wegens onderhoudsplicht welke de als gegoed geachte afstammelingen beschouwd worden te kunnen betalen aan hun ascendenten die het pensioen na onderzoek aanvragen.

Verzachting van de stortingsvoorwaarden voor de verzekerden geboren vanaf 1 Januari 1867.

Vermindering met 50 % van de inhouding gedaan voor elke ontbrekende of onvoldoende storting.

d) *Voor de weduwen :*

Verzachting van de stortingsvoorwaarden voor het verlenen van de weduwerentetoeslag.

Verlenen van de ouderdomsrentetoeslag zonder onderzoek aan de weduwen van loontrekkenden, die een aanvullend overlevingspensioen (maatschappelijke zekerheid) genieten of in de voorwaarden verkeren om het te genieten, op voorwaarde dat zij de van wege de vrijwillig-verzekerden vereiste stortingen gedaan hebben.

e) *Voor de wezen :*

Voortzetting van de uitbetaling der wezentoelagen na 16 jaar en tot 18 jaar aan de wees die geregeld voor-en namiddag de lessen bezoekt van een instelling van beroeps- of algemeen onderwijs, of die verbonden is door een erkend en door de Regering gecontroleerd leercontract.

7^o Bij besluit van de Regent van 16 September 1946 werden de voorwaarden tot het verlenen van de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen in overeenstemming gebracht met de voorwaarden tot het verlenen der rentetoeslagen.

8^o Bij besluit van de Regent van 21 Mei 1947, dat binnenkort in het *Staatsblad* zal bekendgemaakt worden, wordt het bedrag der aanvullende *ouderdoms*-pensioenen onderscheidenlijk gebracht van 11.200 frank op 13.300 frank en van 7.500 frank op 8.780 frank.

Nieuwe bedragen der pensioenen (loon- en weddetrekkenden).

Mei 1947 :

Huisgezin van twee personen.	fr. 16.500
Weduwnaar, ongehuwde, uit de echt gescheidene, enz.	10.880
Weduwen van loon- of weddetrekkenden meer dan 55 jaar oud.	7.000
	(min of meer)

IB. — PENSIOENSTELSEL DER MIJNWERKERS

	Bedrag van het pensioen	
	op	in
	10 Mei 1940	Mei 1947
Gehuwden die onder de grond werkzaam geweest zijn. fr.	6.300	22.320
Gehuwden die boven de grond werkzaam geweest zijn.	5.100	18.000
Ongehuwden, weduwnaars of die uit de echt gescheidenen, ondergrond	4.308	14.760
Gehuwden, weduwnaars of gescheidenen bovengrond	4.008	11.880
Gehuwde arbeiders, ondergrond, met 20 jaar dienst.	4.200	14.880
Gehuwde arbeiders, ondergrond, met 29 jaar dienst.	6.090	21.576
Gehuwde arbeiders, bovengrond, met 20 jaar dienst.	3.400	12.000
Gehuwde arbeiders, bovengrond, met 29 jaar dienst.	4.930	17.400
Ongehuwden, weduwnaars of uit de echt gescheidenen, met 20 jaar ondergrondse arbeid.	3.200	7.920
Ongehuwden, weduwnaars of uit de echt gescheidenen, met 29 jaar bovengrondse arbeid	3.874	11.484
Weduwen.	tussen 2.100 en 3.000	50%
		van het pensioen
		van de man op
		het ogenblik van
		het overlijden.

Overlevingspensioen :

vóór 10 Mei 1940 : 840 frank per jaar, op 1.200 frank gebracht voor de weduwen wier echtgenoot minstens dertig jaar dienst in de mijnen telde.

thans : rente plus weduwerentetoeslag (volgens leeftijd) plus een aanvullend pensioen van 1.300 frank. Dit laatste wordt op 3.000 frank gebracht wanneer de weduwe haar 45^e jaar bereikt, en op 6.400 frank wanneer zij haar 55^e jaar bereikt.

Kindertoeslagen :

	10 Mei 1940	Mei 1947
vóór elk van de eerste vier kinderen fr.	630	1.008
per kind wanneer er vijf zijn	720	1.120
per kind wanneer er zes zijn	810	1.296
per kind wanneer er zeven zijn	900	1.440
per kind wanneer er acht en meer zijn	1.320	1.584

Invaliditeitspensioen :

vóór 10 Mei 1940 :

gehuwde ondergrondse arbeider : 210 frank per jaar dienst ;

gehuwde bovengrondse arbeider : 170 frank per jaar dienst ;

ongehuwde, weduwnaar of gescheidene, ondergrond : 143 frank per jaar dienst ;

ongehuwde, weduwnaar of gescheidene, bovengrond : 134 frank per jaar dienst.

In Mei 1947 is het bedrag van het invaliditeitspensioen gelijk aan 300 maal de helft van het dagloon, zonder dat het pensioen hoger mag zijn dan 18.000 frank voor de gehuwde werklieden, voor de ongehuwden, weduwnaars of uit de echt gescheidenen, die één of meer kinderen beneden 16 jaar ten laste hebben en voor de arbeiders die gescheiden leven van hun vrouw en een of meer kinderen beneden 16 jaar ten laste hebben—de echtgenote wordt niet toegelaten tot het pensioen.

Het maximumbedrag van 18.000 frank wordt op 22.320 frank gebracht voor de ondergrondse werklieden der kolenmijnen.

Het wordt met een derde verminderd voor de ongehuwde, in weduwstaat zijnde of gescheiden arbeiders, andere dan de hierboven bedoelde.

Andere verbeteringen sinds Mei 1944 :

1^o de kolenmijnarbeider die dertig jaar ondergrondse dienst telt, kan zijn pensioen nemen van af het ogenblik dat hij 30 jaar ondergrondse dienst telt, welk ook zijn leeftijd is.;

2^o vóór 10 Mei 1940 werden, voor een ondergrondse arbeider die niet minstens twintig jaar dienst als ondergrondse mijnwerker telde, die jaren beschouwd als bovengrondse arbeid. Thans bekomt hij, voor zover hij er ten minste vijftien telt, een gedeelte van het pensioen als ondergrondse arbeider, en een gedeelte als bovengrondse arbeider. Voorbeeld : zeventien jaar ondergrondse dienst en dertien jaar bovengrondse dienst; dit maakt 17/30 van het pensioen tegen het bedrag erkend voor de ondergrondse arbeiders en 13/30 tegen het bedrag erkend voor de bovengrondse arbeiders;

3^o de arbeiders van buitenlandse nationaliteit bekomen dezelfde voordelen als de Belgische arbeiders;

4^o lening tegen verminderde rentevoet (van 2 1/2 tot 1/2 % volgens het aantal jaren dienst in de mijnen), aan de arbeiders die een woonhuis dat voor hun eigen gebruik bestemd is, kopen of laten bouwen;

5^o bijkomend verlof van twaalf dagen maximum per jaar, berekend naar gelang van de regelmatigheid op het werk;

6^o kosteloze reis op het net van de N.M.B.S. voor elk van de dagen bijkomend verlof;

7^o vrijstelling van militaire dienst voor elke ondergrondse arbeider voor zover hij in de mijn blijft tot minstens 28 jaar.

IIA. — ZIEKTE — INVALIDITEIT.

Voor het jaar 1946, werden de volgende verbeteringen aangebracht :

Weduwen van verplicht-verzekerden :

Van af 1 Januari 1946, heeft de verzekering tegen ziekte en invaliditeit de weduwen van verzekeringsplichtigen overgenomen :

Kosten voor de R.V.Z.I. : 20 miljoen aan bijdragen.

Einde 1945 werd hierbij een achtste categorie vergoedingen gevoegd :

Kosten : 5 miljoen per jaar.

Einde 1946, verhoogde een besluit de bijdrage van de V.Z.I. in zake pharmaceutische honoraria :

Kosten : 20.000.000 frank per jaar.

Vanaf 1 Januari 1946, werd de verplegingsdag opgevoerd van 85 tot 100 frank:
Kosten : 15 miljoen per jaar.

In 1947, heeft zopas een besluit de bijdragen van de verzekering inzake honoraria der geneesheren opgevoerd :

Kosten : 30 miljoen per jaar.

Een negende categorie vergoedingen werd toegevoegd :

Kosten : 1 miljoen, gemiddeld, per jaar.

Bijwerking van de reglementering van de V.Z.I. tegenover de bedienden die niet meer verzekeringsplichtig zijn door een bediendenarbeidsovereenkomst, wegens het feit dat hun wedde hoger is dan 72.000 frank :

Kosten voor de V.Z.I. : 1 miljoen per jaar.

Dit bondig overzicht vermeldt slechts de voornaamste verbeteringen.

Sinds haar oprichting, heeft de Bestendige Afvaardiging van het R.V.Z.I. een uiterst ingewikkelde rechtspraak ingesteld en tevens de tussenkomst van de verzekering bepaald. Er dient vastgesteld dat de inspanning die het geleverd heeft, aanzienlijk is.

*
* *

De Regering stelt zich voor, de wetgeving van de V.Z.I. tegenover de *invaliden* te verbeteren, met andere woorden, onder zekere voorwaarden de kosteloze gezondheidszorgen tot alle invaliden uit te breiden.

Kosten : 2 miljoen per jaar.

Hetzelfde geldt tegenover de *gepensionneerden* :

Kosten : 30 miljoen per jaar.

De Regering stelt zich eveneens voor het begrip « leden van het gezin » uit te breiden tot de studenten tot de leeftijd van 25 jaar :

Kosten : van 15 tot 20 miljoen per jaar.

Mijnwerkers :

	Uitgaven
Gezondheidszorgen	fr. 120.000.000
Vergoedingen	200.000.000
Totaal.	fr. 320.000.000

Het voorzien tekort op dit gebied zal tussen 180 en 190 miljoen belopen.

IIb. — OPSOMMING DER VERBETERINGEN SINDS DE VERSCHIJNING ERVAN AANGEBRACHT AAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 21 MAART 1945 BETREFFENDE DE INRICHTING VAN DE VERPLICHTE VERZEKERING IN GEVAL VAN ZIEKTE OF INVALIDITEIT.

ART. 58. — Bij besluit van 11 December 1945 wordt het voordeel der gezondheidszorgen uitgebreid :

a) tot de weduwe van de verzekerde als zij minstens 55 jaar oud is op het ogenblik van het overlijden van haar echtgenoot, zomede tot de leden van haar gezin;

b) tot het gezin van de verzekerde die onder de wapens wordt geroepen om een normale termijn van actieve dienst te verrichten.

Het besluit van 16 Februari 1946 bepaalt dat de gezondheidszorgen verschuldigd zijn aan de weduwe waarvan sprake onder a) hierboven, welke ook haar leeftijd is; hetzelfde besluit verleent het voordeel van de gezondheidszorgen aan de verzekerde vrouw die zich in zwangerschap bevindt en opgehouden heeft te arbeiden, om uit te rusten, ten vroegste vanaf de vijfde maand van de zwangerschap.

Bij besluit van 28 Maart 1947 wordt het voordeel van de gezondheidszorgen uitgebreid tot de verzekerde die, na de leeftijd van 60 jaar bereikt te hebben, een wettelijke ouderdomsrente geniet of een ouderdomsrente die verleend wordt krachtens een regel die toepasselijk is op alle arbeiders of op sommige categoriën van arbeiders behorende tot een zelfde bedrijf.

ART. 7. — De verschillende wijzigingen aan artikel 58 hebben eveneens betrekking op de forfaitaire bijdragen in die gevallen door het R.V.Z.I. verschuldigd aan de verzekeringsorganismen.

Het besluit van 28 Maart 1947 bepaalt eveneens dat de forfaitaire bijdrage verschuldigd is voor de verzekerde die afgezien heeft van de vergoedingen voor primaire werkonbekwaamheid, verlof na bevalling of voor invaliditeit, of van die vergoedingen werd uitgesloten, hetzij ten gevolge van een strafmaatregel, hetzij bij toepassing, niet alleen van het 5^o van artikel 89, doch eveneens van het 4^o van hetzelfde artikel en van de artikelen 71, 74 en 84.

ART. 68. — Wat de carentie betreft, heeft het besluit van 11 December 1945 nader omschreven dat, wanneer een bediende krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen, geen aanspraak kan maken op zijn bezoldiging gedurende de eerste dertig dagen ziekte, er op hem slechts een carentie van drie dagen wordt toegepast; het besluit van 28 Maart 1947 voegt hierbij dat de aanvankelijke carentie die voorkomt in de loop van een periode van onvrijwillige werkloosheid niet wordt toegepast.

Het zelfde besluit heeft nader omschreven dat de vergoeding wegens primaire werkonbekwaamheid niet verschuldigd is aan de verzekerde voor de perioden van werkonbekwaamheid waarvoor zijn werkgever verplicht is, krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen, de uitbetaling van de bezoldiging voort te zetten.

Krachtens hetzelfde besluit eveneens wordt de vergoeding voor primaire werkonbekwaamheid, na de normale wettelijke leeftijd van oppensioenstelling,

uitbetaald gedurende 75 werkdagen ten hoogste, samengeteld in een of meerdere perioden :

a) aan de verzekerde, die, op het oogenblik dat hij die leeftijd bereikt, voortgaat met werken, op voorwaarde dat het begin van zijn arbeidsonbekwaamheid voorkomt na een periode van minstens drie maand effectieve en ononderbroken arbeid, een aanvang nemende na de datum waarop hij de wettelijke normale leeftijd van de oppensioenstelling bereikt;

b) aan de verzekerde, die na die leeftijd bereikt te hebben, het werk hervat, op voorwaarde dat het begin van zijn arbeidsonbekwaamheid zich voordoet na minstens drie maanden effectieve en ononderbroken arbeid, en dat hij tot op het oogenblik van de arbeidshervatting genoten heeft van de ouderdomsrentetoeslag zonder onderzoek, of van het aanvullend ouderdomspensioen; indien de verzekerde aan die laatste voorwaarden niet voldoet, dient zijn hoedanigheid van vroeger loon of -weddetrekkende bewezen te worden.

Er wordt eveneens bepaald dat de vergoeding wegens primaire werkonbekwaamheid niet kan gecumuleerd worden met de ouderdomsrentetoeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen of met het aanvullend ouderdomspensioen.

ART. 77. — Wat betreft de bezoldiging die in aanmerking wordt genomen voor de berekening der uit te betalen vergoedingen, heeft het besluit van 11 Juni 1945 een zevende categorie van bezoldiging vastgestelde (110 frank); het besluit van 11 December 1945 een achtste categorie (130 frank); het besluit van 28 Maart 1947 een negende categorie (150 frank).

Bij besluit van 11 December 1945 werd de toepassing uitgebreid van een fictief loon op de carentiedagen gerechtvaardigd door familiegebeurtenissen of andere, bepaald bij het reglement; het besluit van 16 Februari 1946 omschreef nader dat in de bezoldiging diende begrepen te worden de waarde van de voordelen in natura door de werkgever bij wijze van bezoldiging verleend.

ART. 79. — Bij besluit van 28 Maart 1947 worden met de werkdagen gelijkgesteld de feestdagen waarvoor de verzekerde, op grond van wettelijke of reglementaire bepalingen, aanspraak kan maken op de uitbetaling, door zijn werkgever, van de normale dagelijkse bezoldiging.

ART. 90. — Bij besluit van 28 Maart 1947 wordt een termijn van zes maanden verleend te berekenen vanaf de dag waarop de betaling verschuldigd is, aan de verzekerden die mochten verlangen een rechtsvordering in te stellen tegen hun verzekeringsorganisme.

ART. 92. — Hetzelfde besluit handhaaft voor de arbeiders die zich in staking of in lock-out bevinden zomede voor de leden van hun gezin, het recht op de prestaties van de verzekering, zonder dat zij gehouden zijn een persoonlijke bijdrage te betalen, indien hun bijdragebons en bewijzen van werkloosheid, voor een burgerlijk kwartaal, de vereiste minimum waarde vertegenwoordigen.

III. — WERKLOOSHEID.

Vergelijking tussen het werkloosheidstelsel dat vóór de oorlog bestond en datgene dat thans van kracht is.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 31 MEI 1933

BESLUIT VAN DE REGENT
VAN 26 MEI 1945.

Toelaatbaarheid.

Om toegelaten te worden om deel uit te maken van een werklozenkas moesten de betrokkenen gedurende een zeker aantal dagen gewerkt hebben (art. 11).

Anderdeels bepaalde artikel 20 dat men, om werklozenvergoedingen te kunnen genieten, sinds minstens 1 jaar lid moest zijn van een werklozenkas.

Vergoeding der wettelijke feestdagen.

Voor deze dagen werd geen vergoeding uitbetaald bij toepassing van artikel 23.

Uitsluiting van de vergoedingen.

Waren uitgesloten :

1^o de verzekerden die de leeftijd bereikten waarop normaal voor hen de rechten geopend werden hetzij op een ouderdomspensioenrente, hetzij op een pensioen ten laste van de openbare macht.

Evenwel konden de betrokkenen aanspraak maken op werklozenvergoedingen tot op de dag waarop voor hen de kosteloze ouderdomsrentetoeslag wettelijk een aanvang nam (art. 26).

2^o de gehuwde vrouwen die volledig werkloos zijn en geen familiehoofd zijn (art. 26).

Seizoenarbeiders.

Bij besluit van 27 December 1935, getroffen ter uitvoering van artikel 28 van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 werden de voorwaarden van verzekeraarbaarheid en van vergoeding der seizoenarbeiders vastgesteld.

Om toegelaten te worden tot het voordeel van de werklozenvergoeding volstaat het zijn bijdrage tot de maatschappelijke zekerheid te storten.

Voor de wettelijke feestdagen wordt een vergoeding uitbetaald wanneer zij niet door de werkgever bezoldigd worden.

Die bepaling werd gewijzigd in dien zin dat de uitsluiting verplaatst werd naar de eerste Maandag van de derde maand volgende op de verjaardag (art. 102).

Thans kan deze categorie van vrouwen de voorwaarden vervullen die vereist zijn om de werklozenvergoeding te genieten.

In de huidige staat van de reglementering wordt er geen onderscheid meer gemaakt tussen seizoenarbeiders en anderen.

Tussen twee campagnes was de vergoeding afhankelijk van een carentie schommelend tussen 12 en 30 dagen, volgens de duur van de gemaakte seizoenen.

Anderdeels werd het loon verdiend in de loop van de verschillende seizoenen tijdens eenzelfde jaar gemaakt, over het gehele seizoen omgeslagen.

Carentie.

Elke arbeider die minder dan 4 dagen per week werkloos was, onderging een carentie van 1 dag. Een gelijkwaardig stelsel was van toepassing voor de dokwerkers (art. 37bis).

Die carentie werd afgeschaft. Een bepaling van het besluit van 26 Mei 1945, volgens welke geen vergoeding wordt toegekend voor een werkloosheid van minder dan 4 dagen in de loop van dezelfde maand, werd afgeschaft bij besluit van 29 December 1945. Evenwel wordt geen vergoeding toegekend voor een enkele dag werkloosheid per week.

De staat van behoefte.

In de periode na de inwerkingtreding van het statuut, was de toekenning van de werklozenvergoedingen afhankelijk van de staat van behoefte (art. 45 en volgende).

Waren bovendien uitgesloten van de vergoedingen, de werklozen die een dranklijterij exploiteerden of tot een gezin behoorden waarvan een lid een dergelijke slijterij exploiteerde; diegenen die aan leurhandel deden of die behoorden tot een gezin waarvan een lid aan leurhandel deed; diegenen die recht hadden op een rente voor levensonderhoud en die het bedrag er van niet opvorderden.

Die bepalingen werden niet meer overgenomen in de huidige reglementering, en alle werklozen worden beschouwd als zich bevindend in staat van behoefte.

Die uitsluitingen zijn niet meer voorzien.

Huishoudvergoedingen (art. 43).

De vrouwen die zich uitsluitend bezighouden met hun huishouden, konden een vergoeding van fr. 4,50 (per dag) genieten.

Die vergoeding wordt niet meer afzonderlijk toegekend. Zij is begrepen in het bedrag van de vergoeding toegekend in het hoofd van de werkloze. De hoedanigheid van echtgenote heeft geen invloed meer op het bedrag van die vergoeding.

Strafmaatregelen (art. 27).

1^o Alle gevallen van arbeidswegering dienden voorgelegd te worden aan de Klachtencommissie;

2^o De strafmaatregel werd toegepast vanaf het ogenblik waarop de weigering was vastgesteld.

Gevolg : terugvordering.

Aanvullende vergoedingen (art. 37).

Vijf categorieën van gemeenten waren vastgesteld voor de toekenning van die vergoeding die verschilde van fr. 1,50 tot 5 frank.

Kinderbijslagen.

Die vergoedingen werden slechts toegekend tot de leeftijd van 15 jaar, en tot 16 jaar uitsluitend voor diegenen die lessen volgden.

Bedrag der werklozenvergoedingen. Vergelijkende voorbeelden.

1^o Gezin bestaande uit de werkloze, geschoold arbeider, ouder dan 25 jaar, zijn echtgenote is huishoudster. Hij heeft 2 kinderen van beneden 15 jaar ten laste en is gehuisvest te Brussel.

Hij genoot :

- a) een dagel. vergoeding van fr. 10,—
 - b) een aanvullende vergoeding van 5,—
 - c) een vergoeding voor de echtgenote huishoudster van . 4,50
 - d) kinderbijslagen voor zijn 2 kinderen tot een bedrag van 6,50
-
- of in totaal fr. 26,—
=====

2^o Zelfde gezin gehuisvest in een landelijke gemeente.

Thans is de directeur van het plaatselijk bureau rechter in eerste aanleg, hetgeen tot gevolg heeft het onderzoek van de betwiste gevallen te verhaasten.

De strafmaatregel wordt van kracht vanaf de Maandag die volgt op de betekening er van.

Gevolg : geen terugvordering meer.

Die vergoeding is vervat in de hoofdvergoeding. Voor het toekennen van deze laatste werd het aantal categorieën van gemeenten teruggebracht op drie.

Die vergoedingen worden toegekend tot de leeftijd van 16 jaar en tot 18 jaar voor diegenen die lessen volgen.

Hij ontvangt thans fr. 66,40 per dag, als volgt ingedeeld :

- a) hoofdvergoeding . . fr. 52,80
- b) kinderbijslag voor werklozen 13,60

of in totaal fr. 66,40
=====

Ontvangst thans fr. 56,80 ingedeeld als volgt :

Ontving vóór de oorlog fr. 22,50 per dag, ingedeeld als volgt :

a) hoofdvergoeding . . . fr.	10,—
b) aanvullende vergoeding . . .	1,50
c) vergoeding voor echtgenote huishoudster	4,50
d) kinderbijslag	6,50

of in totaal fr. 22,50
===

a) hoofdvergoeding . . . fr.	43,20
b) kinderbijslag voor werklozen	13,60

of in totaal fr. 56,80
===

De hierboven vermelde verbeteringen zijn de meest opvallende. Er zijn er nog andere die, hoewel zij geen rechtstreeks voordeel aan de werklozen verlenen, toch verbeteringen uitmaken tegenover de vooroorlogse wetgeving op de werkloosheid.

IV. — KINDERBIJSLAGEN.

A. — WET VAN 4 AUGUSTUS 1930 (loontrekkenden).

Bedrag der kinderbijslagen.

a) Op het tijdstip van de bevrijding (besluit der Secretarissen-generaal van 22 Juni 1942 :

I. — *Dagelijkse schaal :*

Eerste kind	fr.	1,15
Tweede kind		2,00
Derde kind		3,25
Vierde kind		5,50
Vanaf het vijfde kind		7,00

II. — *Maandelijke forfaitaire schaal :*

Eerste kind	fr.	28,75
Tweede kind		50,00
Derde kind		81,25
Vierde kind		137,50
Vanaf het vijfde kind		175,00

b) Vanaf 1 Januari 1945 (besluit van de Regent van 29 December 1944) :

I. — *Dagelijkse schaal* :

Eerste kind	fr.	4,60
Tweede kind		4,60
Derde kind		6,40
Vierde kind		8,40
Vanaf het vijfde kind		12,00

II. — *Maandelijksche schaal* :

Eerste kind	fr.	115,00
Tweede kind		115,00
Derde kind		160,00
Vierde kind		210,00
Vanaf het vijfde kind		300,00

c) Vanaf 1 October 1945 (besluitwet van 23 November 1945) :

I. — *Dagelijkse schaal* :

Eerste kind	fr.	5,60
Tweede kind		5,60
Derde kind		7,80
Vierde kind		10,00
Vanaf het vijfde kind		14,40

II. — *Maandelijksche schaal* :

Eerste kind	fr.	140,00
Tweede kind		140,00
Derde kind		195,00
Vierde kind		250,00
Vanaf het vijfde kind		360,00

d) Vanaf 1 Juli 1946 (besluitwet van 22 Augustus 1946). Huidig stelsel :

I. — *Dagelijkse schaal* :

Eerste kind	fr.	6,80
Tweede kind		6,80
Derde kind		9,20
Vierde kind		12,00
Vanaf het vijfde kind		17,20

II. — *Maandelijksche schaal* :

Eerste kind	fr.	170,00
Tweede kind		170,00
Derde kind		230,00
Vierde kind		300,00
Vanaf het vijfde kind		430,00

Bovendien werden de gezinsvergoedingen gehandhaafd voor de kinderen van een arbeider die, ten gevolge van ziekte of ongeval, zich in de onmogelijkheid bevindt zijn dienstverhuuringscontract uit te voeren of er een ander af te sluiten.

Wanneer die onbekwaamheid minstens 66 % bedraagt, werd het bedrag der kinderbijslagen bij besluitwet van 28 Februari 1947 opgevoerd tot fr. 17,20 per dag, of 430 frank per maand.

Bovendien wordt het voordeel van het recht op de kinderbijslagen, toegekend aan de arbeiders ten gunste van hun jongere broeders en zusters, uitgebreid.

Bedrag der geboortevergoedingen.

(Vergoedingen in de wet opgenomen bij besluit van de Regent van 29 Dec. 1946.)

a) Vanaf 1 Januari 1945 (besluit van de Regent van 29 December 1944) :

Eerste geboorte	fr. 1,000,00
Elk van de volgende	500,00

b) Vanaf 1 Juli 1946 (besluitwet van 22 Augustus 1946) : Huidig stelsel :

I. — *Eenvoudige schaal* :

Eerste geboorte	fr. 1.500,00
Elk van de volgende	750,00

II. — *Bijzondere schaal* (posthume kinderen) :

Eerstgeborene	fr. 3.000,00
Latergeborene	1.500,00

Bedrag der wezentoelagen.

a) Op het ogenblik van de bevrijding : gewone schaal.

b) Vanaf 1 Januari 1945 (besluit van de Regent van 29 December 1944) : gewone schaal verdubbeld.

c) Vanaf 1 Juli 1946 (besluitwet van 22 Augustus 1946).

I. — *Vader- of moederloze wezen* :

Dagelijkse schaal	fr. 24,00
Maandelijksche schaal	600,00

II. — *Volle wezen of vaderloze wezen wanneer de niet hertrouwde moeder aan de haard blijft zonder een beroep uit te oefenen* :

Dagelijkse schaal	fr. 32,00
Maandelijksche schaal	800,00

Bovendien breidt de besluitwet van 28 Februari 1947 de toekenning der toelagen uit tot de wezen waarvan een der ouders loontrekkende is op het ogenblik van het overlijden van zijn echtgenoot.

B. — WET VAN 10 JUNI 1937 (niet-loontrekkenden).

Bedrag der toelagen.

I. — Aanvankelijke maandelijkse schaal :

Eerste kind.		fr.	15,00
Tweede kind			25,00
Derde kind			50,00
Vierde kind			85,00
Vanaf het vijfde kind			120,00

II. — Aanvankelijke halfjaarlijkse schaal :

Eerste kind.		fr.	90,00
Tweede kind			150,00
Derde kind			300,00
Vierde kind			510,00
Vanaf het vijfde kind			720,00

Sinds 1 Juli 1946 werd het bedrag der toelagen als volgt gewijzigd bij besluit van de Regent van 7 September 1946.

Huidig stelsel.

I. — Maandelijkse schaal :

Eerste kind.		fr.	75,00
Tweede kind			75,00
Derde kind			100,00
Vierde kind			140,00
Vanaf het vijfde kind			190,00

II. — Halfjaarlijkse schaal :

Eerste kind.		fr.	450,00
Tweede kind			450,00
Derde kind			600,00
Vierde kind			840,00
Vanaf het vijfde kind			1.140,00

V. — BETAALD VERLOF.

BESLUIT VAN DE REGENT VAN 31 MAART 1945.

1^o Gelijktelling van het maatschappelijk jaar met het burgerlijk jaar, met als gevolg.

2^o De toekenning van een verlofbijslag omvattende zoveel twaalfden als er werkmaanden ontbraken om een volledig normaal dienstjaar van twaalf maanden te maken (art. 2).

BESLUIT VAN DE REGENT VAN 28 JUNI 1945 en
MINISTERIEEL BESLUIT VAN 29 JUNI 1945.

3^o Uitbreiding van de gelijkstelling der dagen ziekte van de eerste twintig dagen (art. 7, *b* wet van 8 Juli 1936 gewijzigd bij die van 20 Augustus 1938) tot de eerste 300 dagen (besluit van de Regent van 28 October 1946, art. 1-3).

4^o Toekenning onder zekere voorwaarden van het recht op verlof aan de arbeiders die in de onmogelijkheid geweest zijn om te werken wegens vaderlandslievende redenen of andere te bepalen door het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg (art. 7, *d*) en Ministerieel besluit van 28 Juni 1945).

5^o Verhoging van de verlofbijdragen in verband met het dienstjaar 1944-1945 met 60 % ten laste van de Nationale Hulpkas voor de betaalde Verlofdagen (art. 8).

6^o Verhoging van de verlofbijdragen, gevestigd tijdens het laatste kwartaal van het dienstjaar 1944-1945 zomede gedurende het dienstjaar 1945, met een aanvullende bijdrage ten laste van de Nationale Hulpkas, bijdrage gelijk aan 2 % van het gedeelte der lonen dat de 3.000 frank per maand te boven gaat (art. 99), opgevoerd tot 4.000 frank bij besluit van de Regent van 30 December 1945).

7^o Toekenning aan de verlofkassen van het recht op een toelage voor beheerskosten waarvan het bedrag bepaald zal worden door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg (art. 14).

MINISTERIEELE OMZENDBRIEF VAN 18 JULI 1945.

8^o Machtiging tot het verlenen van voorschotten aan te rekenen op de aanvullende verlofbezoldiging, voorschotten te storten door toedoen van de betalende organismen van het Voorlopig Fonds voor Werklozensteun. Die voorschotten zijn niet meer verhaalbaar (besluit van de Regent van 6 September 1946).

BESLUITWET VAN 3 JANUARI 1946.

9^o Uitbreiding van het toepassingsgebied (art. 1).

10^o Uitbreiding van het recht op verlof door afschaffing van de voorwaarde vermeld in artikel 2 van de wet van 20 Augustus 1938 die dit recht slechts na een jaar dienst toekende.

11^o Mogelijkheid om bijkomende verlofdagen te verlenen, bestemd om zes verlofdagen te verzekeren aan de werklieden die, ten gevolge van door de paritaire commissie te bepalen redenen, geen volledig verlof genieten (artt. 5 en 2).

12^o Mogelijkheid om de dagelijkse, voor de verlofdagen verschuldigde, bezoldiging te verhogen.

13^o Uitbreiding van het voorrecht voorzien bij artikel 13-4 van de wet van 16 December 1851 tot de verlofbezoldigingen (art. 14).

14^o Toepassing van de bepalingen van de wet van 1887 betreffende de onvatbaarheid voor overdracht en beslag van het loon op de verlofbezoldigingen (art. 15).

15° Waarborg voor de arbeider van het recht op de verlofbezoldiging bij ontstentenis van storting, door de werkgever, van de bijdragen die door hem verschuldigd zijn (art. 16).

16° Uitbreiding van de opdracht van de Rijkskas voor betaald verlof (art. 20).

17° Instelling van paritaire contrôlecomité's bij de vacatiekassen (art. 25).

BESLUIT VAN DE REGENT VAN 16 FEBRUARI 1946.

18° Vaststelling van het recht der bedienden en gelijkgestelden (art. 18).

19° Bepaling van de wijze van vaststelling van de verloftoelage voor de niet-bezoldigde leerjongens (art. 21).

BESLUIT VAN DE REGENT VAN 8 OCTOBER 1946.

20° Vaststelling van de waarde der werkelijke prestaties die geen acht uur per dag omvatten.

21° Vaststelling van het referentieloon gedurende de laatste veertien dagen arbeid vóór 31 Maart verricht, zulks met het doel een verlofbezoldiging te bekomen die zoveel mogelijk het gemiddeld loon, dat vóór de verlofperiode van kracht is, nabij komt.

BESLUITWET VAN 18 FEBRUARI 1947.

22° Instelling van de Rijkskas voor Betaald Verlof als openbare instelling.

BESLUITWET VAN 14 APRIL 1945 OP HET BETAALD VERLOF DER ONDERGRONDSE MIJNWERKERS.

De ondergrondse arbeiders werkzaam in de kolenmijnen, die de te bepalen voorwaarden vervullen, hebben recht op een bijkomend verlof met een maximum-duur van twaalf dagen, berekend in evenredigheid met hun regelmatigheid op het werk.

Zij genieten een kosteloos abonnement van een week op het net van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen; de kosten van bedoelde abonnementen zijn ten laste van de Staat.

BESLUIT VAN DE REGENT TOT BEPALING VAN SOMMIGE ALGEMENE MODALITEITEN VAN TOEPASSING, VOOR HET DIENSTJAAR 1944-1945, VAN DE WET OP DE JAARLIJKSE BETAALDE VERLOFDAGEN, WAT DE ARBEIDERS BETREFT ONDERWORPEN AAN DE BESLUITWET VAN 10 JANUARI 1945 BETREFFENDE DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID VAN DE MIJNWERKERS EN DE DAARMEDE GELIJKGESTELDE ARBEIDERS.

Gewone verlofdagen :

De verlofbijdragen worden aangevuld door een bijkomende verlofbezoldiging ten laste van de Nationale Hulpkas voor Betaalde Verlofdagen door middel van de fondsen, die door de bij het koninklijk besluit van 6 April 1939 voorgeschreven bijdragen worden samengesteld.

De verlofbijdragen voor het dienstjaar 1944-1945 gevestigd op basis van de vóór 1 September 1944 verdiende lonen, worden verhoogd met 60 % ten laste van de Nationale Hulpkas voor Betaalde Verlofdagen.

De bedoelde arbeiders hebben recht op een bijkomende verlofbezoldiging gelijk aan een vierde van de gewone verlofbezoldiging verschuldigd voor het dienstjaar 1944-1945, rekening houdend met de bij voorgaand artikel vastgestelde vermeerdering.

Bijkomende verlofdagen :

De bij artikel 1 van de besluitwet van 14 April 1945 bedoelde ondergrondse mijnwerkers hebben recht op een bijkomend verlof van ten hoogste vijf dagen, te verlenen in 1945 en berekend in functie van hun werkzaamheid in de loop van de periode gaande van 1 Februari tot 30 Juni 1945.

De rechthebbende arbeider ontvangt voor elke bij artikel 5 bedoelde verlofdag een verlofbezoldiging gelijk aan het gemiddeld dagelijks loon berekend op basis van het laatste voor het ondergronds werk uitbetaalde loon.

MINISTERIEEL BESLUIT VAN 18 OCTOBER 1945 TOT BEPALING VAN DE CATEGORIEËN MIJNWERKERS EN DAARMEDE GELIJKGESTELDE ARBEIDERS DIE MOGEN AANSPRAAK MAKEN OP EEN BIJKOMENDE VERLOFBEZOLDIGING VOOR HET DIENSTJAAR 1944-1945.

Een bijkomende verlofbezoldiging wordt door dit besluit toegekend aan en is van toepassing op de arbeiders die :

1^o om vaderlandse redenen, verplicht waren verborgen te leven gedurende de bezetting van het nationaal grondgebied, of die actief aan de bevrijding van het grondgebied deelnamen;

2^o door de bezetter verplicht werden te arbeiden hetzij in België, hetzij in het buitenland na 7 October 1942, en op voorwaarde dat zij bewijzen dat zij daartoe verplicht werden;

3^o in dienst waren van de legers der met België geallieerde mogendheden;

4^o wegens vaderlandse redenen werden geïnterneerd of gevangen gehouden in België of in het buitenland;

5^o zich in de onmogelijkheid bevonden hun arbeidsprestaties normaal uit te voeren wegens de krijgsv verrichtingen, de vernieling van de werklokalen waar zij werden tewerkgesteld of de vernieling van de vervoermiddelen waarvan zij moesten gebruik maken om zich naar hun werk te begeven.

Bedoelde arbeiders hebben recht op een bijkomende verlofbezoldiging gelijk aan 2 % van het loon, dat de arbeider normaal zou verdiend hebben indien de arbeid niet was onderbroken geworden om een der hierboven bedoelde redenen.

BESLUIT VAN DE REGENT TOT BEPALING VAN SOMMIGE SPECIALE MODALITEITEN VAN TOEPASSING, VOOR HET DIENSTJAAR 1945, VAN DE WET OP DE JAARLIJKSE BETAALDE VERLOFDAGEN, WAT DE ARBEIDERS BETREFT ONDERWORPEN AAN DE BESLUITWET VAN 10 JANUARI 1945, BETREFFENDE DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID VAN DE MIJNWERKERS EN DE DAARMEDE GELIJKGESTELDE ARBEIDERS.

ARTIKEL ÉÉN. — De bepalingen van dit besluit vervangen de beschikkingen van het koninklijk besluit van 8 December 1938 in zover deze onverenigbaar zijn met benedenstaande voorschriften.

ART. 2. — De gewone verlofbezoldiging wordt aangevuld door een bijkomende verlofbezoldiging ten laste van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers, in volgende gevallen :

a) wanneer de arbeider zich, in gevolge een arbeidsongeval, in de onmogelijkheid heeft bevonden zijn arbeid voort te zetten en dit tot de arbeid werd hernomen of tot het ongeval definitief werd goedge maakt;

b) wanneer de arbeider zijn werk heeft moeten staken wegens ziekte;

c) wanneer de arbeider terug onder de wapens werd geroepen, voor een normale periode, behoudens wanneer het een terugroeping om tuchtreddenen betreft;

d) wanneer de arbeider zich in de onmogelijkheid heeft bevonden te werken wegens volgende redenen :

1^o indien hij door de bezetter verplicht werd te arbeiden in het buitenland na 7 October 1942 en op voorwaarde dat hij bewijst dat hij daartoe verplicht werd;

2^o indien hij dienst genomen had bij de Belgische of geallieerde legers;

3^o indien hij, wegens vaderlandslievendheid, geïnterneerd of gevangen gehouden werd in het buitenland.

Deze bijkomende verlof bezoldiging is gelijk aan 2 % van een loon dat berekend wordt als volgt :

Het gedurende het verlof-dienstjaar 1945 in elke exploitatiezetel door de werkman werkelijk verdiende loon wordt vermenigvuldigd met het aantal der in de bovenstaande littera's *a* tot *d* bedoelde dagen werkloosheid. De uitkomst wordt gedeeld door het aantal dagen bedrijvigheid van de mijn in de loop van de periode gedurende welke de werkman gearbeid heeft in elke exploitatiezetel, vooraf verminderd met de bij bovenstaande littera's *a* tot *d* bedoelde dagen werkloosheid in dezelfde periode.

Deze bezoldiging wordt slechts verleend tegen overlegging van de door het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers voorgeschreven getuigschriften en bewijzen.

Bijkomend verlof :

De bij artikel 1 van de besluitwet van 14 April 1945 bedoelde ondergrondse mijnwerkers hebben recht op een bijkomend verlof van ten hoogste twaalf dagen, te verlenen in 1946.

De voorziene verlofdagen worden betaald door het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers, hetzij rechtstreeks aan de belanghebbenden, hetzij door de toedoen van de werkgevers.

De last dezer verlofdagen wordt gedragen door dit fonds. Het fonds wordt er toe gemachtigd voor de sommen die het daartoe nodig heeft, een lening aan te gaan bij de Schatkist.

De rechthebbende arbeider ontvangt voor elke verlofdag, een verlofbezoldiging gelijk aan het gemiddeld dagelijks loon berekend overeenkomstig art. 2.

De ondergrondse werklieden hebben recht op een kosteloos retour-spoorkaartje per dag bijkomend verlof.

BESLUIT VAN 30 DECEMBER 1945 HOUDENDE SPECIALE OVERGANGSMODALITEITEN VAN TOEPASSING VAN DE WET OP HET JAARLIJKS BETAALD VERLOF WAT BETREFT DE DIAMANTNIJVERHEID.

De bij artikel 2 het besluit van 31 Maart 1945 bedoelde bijslag van verlofbezoldiging wordt vervangen door een forfaitaire bijslag van 60 % van het totaal der op de verlofkaart aangebrachte zegels. De verlofbezoldiging mag tot 31 December 1946 worden gevestigd door middel van verlofkaarten en zegels, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 28 Augustus 1938 houdende bepaling der speciale toepassingsmodaliteiten der wet op de jaarlijkse betaalde verlofbelope van 10 % van het werkelijk uitbetaalde bedrag der lonen. Zij zijn er toe gemachtigd van de bijdragen die zij aan de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid overmaken, een bedrag van 1,75 % af te houden.

BESLUIT VAN DE REGENT VAN 28 OCTOBER 1946 TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 16 FEBRUARI 1946 TOT BEPALING VAN DE ALGEMENE MODALITEITEN VAN TOEPASSING DER BESLUITWET VAN 3 JANUARI 1946, BETREFFENDE HET JAARLIJKS VERLOF VAN DE LOONTREKKENDE ARBEIDERS.

ART. 2. — Artikel 7, alinea 2, van het besluit van 16 Februari 1946 is als volgt gewijzigd :

De verlofbezoldiging is gelijk aan het getal van de aan de arbeiders verschuldigde verlofdagen, vermenigvuldigd met het bedrag van het gemiddeld dagelijks loon dat door de belanghebbende verdiend werd gedurende de laatste twee weken der maand Maart van het jaar waarin het verlof genomen wordt of, indien de belanghebbende op dit ogenblik niet tewerk gesteld was, gedurende de laatste twee weken tijdens welke hij vóór 31 Maart gewerkt heeft.

BESLUIT VAN DE REGENT VAN 18 NOVEMBER 1946 TOT VASTSTELLING TEN VOORDELE VAN HET VAREND PERSONEEL VAN DE ZEESVISSERIJ, VAN ZEKERE MODALITEITEN VAN TOEPASSING VAN DE BESLUITWET VAN 3 JANUARI 1946 BETREFFENDE HET BETAALD VERLOF DER LOONTREKKENDE ARBEIDERS.

Om het betaald verlof van het varend personeel van de zeevisserij te berekenen wordt het bruto-loon, verdiend tijdens het dienstjaar, gedeeld door de forfaitaire bedragen vastgesteld bij het ministerieel besluit van 4 Januari 1946. De aldus bekomen som wordt beschouwd als vertegenwoordigende het aantal dagen werkelijke arbeid dat recht geeft op betaald verlof bij toepassing van artikel 7 van het besluit van de Regent van 16 Februari 1946.

Het verlof wordt verleend tussen Pasen en 31 Augustus.

BESLUIT VAN DE REGENT VAN 2 APRIL 1947 HOUDENDE VASTSTELLING VAN DE ALGEMENE MODALITEITEN VAN DE BESLUITWET VAN 25 FEBRUARI 1947, BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN LOON AAN DE ARBEIDERS, GEDURENDE ACHT DAGEN PER JAAR.

ARTIKEL ÉÉN. — Het normaal loon moet uitbetaald worden aan de arbeiders onderworpen aan de besluitwet van 25 Februari 1947, voor de volgende feestdagen :

1 Januari;
de Maandag na Pasen;
1 Mei;
O.H. Hemelvaart;
de Maandag na Pinksteren;
O.L.V. Hemelvaart;
Allerheiligen;
Kerstmis.

Indien één of meer van die dagen op een Zondag vallen, zullen zij opeenvolgend vervangen worden door 21 Juli en 11 November.

MINISTERIEEL BESLUIT VAN 11 MAART 1947 TOT VASTSTELLING VAN HET BEDRAG VAN DE VERLOFTOELAGE TE VERLENEN AAN DE NIET BEZOLDIGDE LEERJONGENS VOOR HET DIENSTJAAR 1946.

ARTIKEL ÉÉN. — De niet bezoldigde leerjongens kunnen, voor elke dag verlof waarop zij recht, hebben aanspraak maken op een verloftoelage van 40 frank.

MINISTERIEEL BESLUIT VAN 11 APRIL 1947 GETROFFEN TER UITVOERING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 28 SEPTEMBER 1945 AANGAANDE DE TOEPASSING VAN DE BESLUITWET VAN 28 DECEMBER 1944 BETREFFENDE DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID DER ARBEIDERS, OP DE WERKGEVERS EN DE BIJ FOOIEN BEZOLDIGDE WERKNEMERS.

De bepalingen van het besluit van de Regent van 28 September 1945 aangaande de toepassing van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de werkgevers en de bij fooien bezoldigde werknemers, worden toepasselijk gemaakt op de werkgevers en werknemers die geheel of in hoofdzaak bij fooien bezoldigd worden, afhangende van nijverheden of handelsbedrijven of nijverheids- of handelstakken andere dan het hotelbedrijf.

VI. — DE BESTAANSZEKERHEID VOOR DE HAVENARBEIDERS.

Op voorstel van het Nationaal Comité van de haven te Antwerpen, later van de Haven te Gent en van die te Brussel, werden de besluiten genomen waarbij de oprichting van een « Fonds voor bestaanszekerheid » wordt verordend.

Die besluiten dateren :

voor Antwerpen, van 26 September 1946,
voor Gent, van 7 October 1946,
voor Brussel, van 15 Januari 1947.

Dit fonds heeft tot opdracht aan de arbeiders van de havens te Antwerpen, te Gent en te Brussel een aanwezigheidsvergoeding toe te kennen buiten de reglementeering voorzien voor het verlenen van de werklozenvergoeding.

Die aanwezigheidsvergoeding, die sinds 1 October 1946 te Antwerpen en te Gent en sinds 15 Januari 1947 te Brussel uitbetaald wordt, is gelijk aan het verschil tussen de som van 100 frank voor Antwerpen, 90 frank voor Gent en Brussel, en het bedrag van de dagelijkse hoofdvergoeding voor werkloze.

Het Fonds wordt gestijfd door bijdragen gestort door alle ondernemingen die afhangen van het Havencomité. Het bedrag van die bijdragen is gelijk aan 15 % van de brutolonen verdiend na 1 September 1946.

Kan van de bestaansvergoeding genieten elke persoon die beschouwd wordt als havenarbeider, houder van een kaart van inschrijving als dokwerker, afgeleverd door het Havencomité.

Wat betreft de bestaansvergoeding van de havenarbeiders van Brugge en Oostende, dient opgemerkt dat zij hen nog niet wordt verleend, daar er nog geen overeenkomst is tot stand gekomen.

Sinds de inwerkingtreding van de « bestaanszekerheid » heeft de toestand in de havens lichte wijzigingen ondergaan. Zowel in de haven te Antwerpen als in die te Gent werd het aantal dokwerkers verminderd :

in Juli 1946 waren er te Antwerpen 15.698 erkende dokwerkers; dit cijfer was op 1 October daaropvolgend verminderd tot 13.411, of een vermindering met 2.287 eenheden;

te Gent, is het cijfer gedaald van 2.479 tot 1.969, of een vermindering met 510 eenheden.

Die selectie werd gedaan op basis van de arbeidsverrichtingen der betrokkenen, daar elke dokwerker gehouden is om zijn hoedanigheid te behouden, minstens 60 dagen per jaar te arbeiden.

Artikel 7 van de besluitwet van 26 September en 7 October 1946 schrijft voor dat een ministerieel besluit de modaliteiten van toepassing van die besluiten zal bepalen. Daar bedoeld ministerieel besluit nog niet is verschenen, zijn twee verschillende interpretaties aan het licht getreden :

Antwerpen : Elke aanwezigheid op het wervingsbureau geeft recht op een zekerheidsvergoeding van 100 frank.

Gent : De bestaanszekerheid wordt toegekend op dezelfde wijze als de werklozenvergoedingen, zodat zij slechts wordt verleend binnen de grenzen waarin de werklozenvergoedingen worden verleend.

VII. — ARBEIDSONGEVALLEN.

1. Besluitwet van 9 Juni 1945 (*Staatsblad* van 5 Juli 1945) tot wijziging van sommige bepalingen van de ter zake geldende wetgeving.

2. Wetsbesluit van 19 Mei 1945 (*Staatsblad* van 7 Juni 1945) betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen in welke oorzaak een oorlogsfeit voorkomt. Aanvullend besluit van 5 Juli 1945 (*Staatsblad* van 23 November 1945).

3. Besluitwet van 20 September 1945 (*Staatsblad* van 16 December 1945) waarbij de wet betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, op de dienstboden wordt toepasselijke gemaakt.

4. Besluitwet van 22 November 1945 (*Staatsblad* van 16 Februari 1946) betreffende de berekening van de verschuldigde vergoeding in geval van tijdelijke werkonbekwaamheid ten gevolge van een arbeidsongeval.

5. Besluitwet van 13 December 1945 (*Staatsblad* van 16 Februari 1946) betreffende de vergoeding der schade voortspuitende uit ongevallen die zich op de weg naar of van het werk voordoen. Aanvullend besluit van 17 December 1946 (*Staatsblad* van 31 Januari 1947) tot verlenging van de toepassingsduur van de besluitwet van 13 December 1945.

6. Besluitwet van 17 December 1946 (*Staatsblad* van 19 December 1946) betreffende het overdragen van en het beslagleggen op de vergoedingen van arbeidsongevallen.

7. Besluit van 3 Juni 1946 (*Staatsblad* van 13 Juni 1946) tot verhoging van het kapitaal en de waarborgsom, vereist van de verzekeringsinrichtingen die voor de verzekering tegen arbeidsongevallen gemachtigd zijn.

8. Besluit van 19 Februari 1944 (*Staatsblad* van 26 October 1944) tot verhoging van de vergoedingen aan sommige categorieën van slachtoffers van arbeidsongevallen.

BIJLAGE V.

**Nota betreffende de werking van de Hoge Gezondheidsraad
voor de Mijnen sedert instelling ervan.**

I. — Ter bestrijding van vroegtijdige invaliditeit bij de mijnwerkers heeft de Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen eenstemmig aangenomen, dat het in de eerste plaats aankomt op bestudering van het vraagstuk van de stofbestrijding.

Uit de verslagen van de verschillende afdelingen van de Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen kan besloten worden, dat het vraagstuk van de stofbestrijding bij de voorbereidende werkzaamheden thans opgelost is. De dwarsganggravers, die tot dusver het meest aan gevaar blootgesteld waren, zullen voortaan onder veel betere omstandigheden kunnen arbeiden.

De arbeidsvoorwaarden van deze werklieden stellen hen in staat om zonder bezwaar het masker met luchttoevoer te gebruiken, dat tegenover het filtreermasker dit voordeel heeft, dat het voorzien wordt van lucht, welke direct van buiten wordt aangevoerd, waardoor de filter wegvalt, die de ademhaling van de arbeiders bij het werk aanzienlijk hindert.

De verschillende afdelingen van de Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen hebben de volgende eisen gesteld, waaraan deze maskers met luchttoevoer moeten voldoen :

1^o Er moet lucht toegevoerd worden, die in elk opzicht zuiver is : stof, vet, koolzuur ;

2^o de natuurlijke toestand van deze lucht moet volkomen geschiktgemaakt worden, vooral in hygrometrisch opzicht ;

3^o bij de toevoer van lucht moet een voldoende overdruk bestaan ter voorkoming van het binnendringen van stof ;

4^o de aansluiting van het masker op de toevoerbuis moet gemakkelijk losgemaakt kunnen worden.

Een ander systeem voor stofverwijdering bestaat in het bevochtigen van de mijnwerkplaatsen, maar het schijnt dat bevochtiging in de Belgische mijnen niet overal kan toegepast worden, wegens de bijzondere aard van de mijnbodem ; bovendien moet van deze bevochtiging eerst een ernstige studie gemaakt worden, omdat zij besmettingen in de hand kan werken bij de arbeiders, die in een standvastig vochtige omgeving werken.

Ook de algemene toepassing van de afbouw door losschieten is door de Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen in overweging genomen als middel ter bestrijding van het stof. Hieraan zou dit voordeel verbonden zijn, dat er een grote stofaanvoer wordt veroorzaakt, wanneer geen enkel arbeider in de nabijheid is.

II. — Wat de opsporing van de silicose betreft, beveelt de Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen aan, om in België een kader van bevoegde teringart en te vormen, met opdracht om de mijnwerkers op gezette tijden te onderzoeken bij het werk ; er zouden systematisch en regelmatig radiographieën gemaakt

worden, waarvan de resultaten zouden onderzocht worden door een college van bevoegde dokters, zo nodig met bijstand van buitenlandse artsen. Aan de steenkolenmijnen zouden aanwijzingen gegeven worden, hoe de radiographische cliché's moeten genomen worden. Deze aanwijzingen zouden voortvloeien uit een studie van de Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen, die overigens aanbeveelt, om de dokters van de steenkolenmijnen voor een proeftijd naar het buitenland te zenden, de verschillende dokters op een conferentie bijeen te roepen en van het verblijf van buitenlandse geleerden in België gebruik te maken om hun een reeks radiographieën voor te leggen.

III. — Binnen het kader van zijn studies over de silicose heeft de Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen zich afgevraagd of de mijnarbeiders ingevolge een medisch onderzoek tot opsporing van silicose aan het werk moesten gehouden of doorgezonden worden.

De besluiten van deze verschillende afdelingen zijn als volgt :

1^o mijnwerkers, die aangetast bevonden zijn door een open evolutive longtering, moeten uit de mijn verwijderd worden ;

2^o mijnwerkers, die kwetsingen van gesloten longtering vertonen, moeten onder speciaal toezicht gesteld, en zo nodig in observatie gehouden worden in het ziekenhuis; als de longtering ook de geslotene, aanhoudt, moet de arbeider uit de mijn verwijderd worden ;

3^o mijnwerkers, wier radiologischbeeld laat besluiten tot een voldoende geschiktheid tot werken, worden in de mijn gehouden.

Als er door te grote longkwetsingen een overdruk op het hart ontstaat, en er daardoor te vrezen zou zijn voor een decompensatie, moeten deze werklieden gereclasseerd worden voor lichte arbeid in de mijn ;

4^o mijnwerkers, die geen organische verwonding hebben, doch ernstige functionele stoornissen vertonen, moeten onder speciale voogdij geplaatst worden.

Er bestaan overigens laboratoria, vooral aan de universiteiten, die grote inspanningen doen om alle mogelijke technieken in gereedheid te brengen ter beoordeling van de functionele geschiktheid, en om uit het geheel van deze technieken de eenvoudigste te kiezen en aan alle geneesheren aan te bevelen.

De Hoge Gezondheidsraad voor de Mijnen wenst overigens, dat wanneer een mijnwerker onderzocht is door de mijndokter, de eindbeslissing zou berusten bij een comité van specialisten, ten einde aan de beslissingen de nodige wetenschappelijkheid en veiligheid te geven voor de mijnarbeiders.

BIJLAGE VI.

**Overeenkomst tussen de Verenigde-Volken
en de Internationale Arbeidsorganisatie.**

Artikel 57 van het Handvest der Verenigde Volken voorziet dat de verscheidene gespecialiseerde instellingen welke door intergouvernementele overeenkomsten tot stand gebracht werden en, luidens hun statuten, uitgebreide internationale bevoegdheden verleend kregen op het gebied van economie, sociale aangelegenheden, geestelijke cultuur en opvoeding, volksgezondheid en andere daarmee samenhangende gebieden, aan de Verenigde Volken zullen verbonden worden.

In haar te Parijs gehouden 27^{ste} zitting heeft de Internationale Arbeidsconferentie, op 3 November 1945, een resolutie aangenomen waarbij zij de wens van de Internationale Arbeidsorganisatie uitdrukt met de Verenigde Volken in betrekking te treden, overeenkomstig bij onderling overleg vast te stellen bepalingen.

Dienvolgens zijn de Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie overeengekomen wat volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Internationale Arbeidsorganisatie wordt door de Verenigde Volken erkend als een gespecialiseerde instelling, bekleed met de verantwoordelijkheid om, luidens haar fundamentele akte, passende maatregelen te treffen voor het volbrengen van de in die akte voorziene doelstellingen.

ART. II.

Wederzijdse vertegenwoordiging.

1. Vertegenwoordigers van de Verenigde Volken zullen uitgenodigd worden om de vergaderingen van de Internationale Arbeidsconferentie (hierna aangeduid door de term « Conferentie ») en van haar Commissies; van de Raad van Beheer en van zijn Commissie; en van de andere algemene, gewestelijke of bijzondere conferenties, door de Internationale Arbeidsorganisatie bijeengeroepen, bij te wonen en om, zonder stemrecht, aan de beraadslagingen van die lichamen deel te nemen.

2. Vertegenwoordigers van de Internationale Arbeidsorganisatie zullen uitgenodigd worden om de vergaderingen van de Economische en sociale raad der Verenigde Volken (hierna aangeduid door de term « Raad ») en van zijn Commissies en Comité's bij te wonen en om, zonder stemrecht, deel te nemen aan de beraadslagingen van die lichamen, wat betreft de kwesties die op hun dagorde voorkomen en waarvoor de Internationale Arbeidsorganisatie belangstelling zou hebben laten blijken.

3. Vertegenwoordigers van de Internationale Arbeidsorganisatie zullen uitgenodigd worden om de bijeenkomsten van de Algemene vergaderingen bij te wonen en van advies te dienen. Er zal hun gelegenheid geboden worden aan de Algemene vergaderingen de standpunten van de Internationale Arbeidsorganisatie, over de kwesties die tot het gebied van haar bedrijvigheid behoren, omstandig voor te dragen.

4. Vertegenwoordigers van de Internationale Arbeidsorganisatie zullen uitgenodigd worden om de bijeenkomsten van de voornaamste Commissies van de Algemene Vergadering bij te wonen waarin de Internationale Arbeidsorganisatie belang stelt en om, zonder stemrecht, aan de beraadslagingen van die Commissies deel te nemen.

5. Vertegenwoordigers van de Internationale Arbeidsorganisatie zullen uitgenodigd worden om de bijeenkomsten van de Raad van Voogdij bij te wonen en om, zonder stemrecht, aan zijn beraadslagingen deel te nemen, wat betreft de kwesties die op zijn dagorde voorkomen en waarvoor de Organisatie van belangstelling zou hebben laten blijken.

6. Het Secretariaat van de Verenigde Volken zal zorgen voor de ronddeling van elke schriftelijke mededeling van de Organisatie aan de leden van de Algemene Vergadering, van de Raad en van zijn Commissies, alsmede van de Raad van Voogdij, volgens het geval.

ART. III.

Opneming van de kwesties in de dagorde.

Onder voorbehoud van de voorafgaande raadplegingen welke mochten nodig blijken, zal de Internationale Arbeidsorganisatie in de dagorde van de Raad van Beheer de door de Verenigde Volken voorgestelde kwesties opnemen. Wederzijds zullen de Raad en zijn Commissies, alsmede de Raad van Voogdij, in hun dagorde door de Internationale Arbeidsorganisatie voorgestelde kwesties opnemen.

ART. IV.

Aanbevelingen van de Algemene Vergadering en van de Raad.

1. De Internationale Arbeidsorganisatie, rekening houdende met de verplichting van de Verenigde Volken om het bereiken van de in artikel 55 van het Handvest voorziene doelstellingen te bevorderen en met de functies en machten van de Raad, naar luidt van artikel 62 van het Handvest, studies en verslagen te maken of uit te lokken voor internationale kwesties op economisch, sociaal en cultureel gebied en op het gebied van opvoeding en volksgezondheid en andere daarmee samenhangende gebieden en over die kwestie aan de gespecialiseerde instellingen aanbevelingen te doen; en gelet eveneens op de verantwoordelijkheid van de Verenigde Volken, naar luid van de artikelen 58 en 63 van het Handvest, om aanbevelingen te doen met het oog op samenordering van de programma's en bedrijvigheden van de gespecialiseerde

instellingen, is akkoord om maatregelen te treffen ten einde zo spoedig mogelijk aan de Raad van Beheer, aan de Conferentie of aan elk ander lichaam van de Internationale Arbeidsorganisatie, dat zou kunnen van pas zijn, alle formele aanbevelingen voor te leggen welke de Algemene Vergadering of de Raad tot haar zullen kunnen richten.

2. De Internationale Arbeidsorganisatie is akkoord om met de Verenigde Volken, op hun verzoek, van gedachten te wisselen betreffende die aanbevelingen en om te gelegener tijd bij de Verenigde Volken verslag uit te brengen over de door de Organisatie of door haar Leden getroffen maatregelen om aan die aanbevelingen uitwerking te geven, of over alle andere resultaten waardoor het in aanmerking nemen van die aanbevelingen mocht gevolg geweest zijn.

3. De Internationale Arbeidsorganisatie geeft haar voornemen te kennen aan alle andere maatregelen mede te werken die mochten nodig zijn met het oog op de daadwerkelijke samenordering van de bedrijvigheden der gespecialiseerde instellingen en van die der Verenigde Volken. Namelijk is zij akkoord om deel te nemen aan elk lichaam of alle lichamen welke de Raad mocht oprichten tot vergemakkelijking van die samenordering, om met die lichamen samen te werken en om de inlichtingen te verstrekken welke in de uitvoering van die taak mochten nodig zijn.

ART. V.

Uitwisseling van inlichtingen en documenten.

1. Onder voorbehoud van maatregelen welke mochten nodig zijn ter vrijwaring van de vertrouwelijke aard van bepaalde bescheiden, zullen de Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie zo volledig en zo spoedig mogelijk alle inlichtingen en documenten uitwisselen.

2. Zonder het algemeen karakter van de bepalingen van § 1 te schaden :

a) is de Internationale Arbeidsorganisatie akkoord om aan de Verenigde Volken regelmatige verslagen te verstrekken over de bedrijvigheden van de Internationale Arbeidsorganisatie;

b) is de Internationale Arbeidsorganisatie akkoord om, in de volle mate van het mogelijke, gevolg te geven aan elk vraag om bijzondere verslagen, studiën of voorlichting, door de Verenigde Volken ingediend, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel XV, en

c) zal de Secretaris-generaal, op verzoek van de Directeur, met hem van gedachten wisselen ten einde de inlichtingen te verstrekken waarbij de Internationale Arbeidsorganisatie een bijzonder belang mocht hebben.

ART. VI.

Hulpverlening aan de Veiligheidsraad.

De Internationale Arbeidsorganisatie is akkoord om met de Economische en Sociale Raad samen te werken door het verstrekken van zulkdanige inlichtingen en zulke bijstand als de Veiligheidsraad mocht vragen, met inbegrip

van hulp bestemd om de toepassing van de beslissingen van de Veiligheidsraad voor het behoud of het herstel van de vrede en van de internationale veiligheid mogelijk te maken.

ART. VII.

Hulpverlening aan de Raad van Voogdij.

De Internationale Arbeidsorganisatie is akkoord om met de Raad van Voogdij der Verenigde Volken samen te werken tot de vervulling van zijn functies en, in het bijzonder, om de Raad van Voogdij, in de volle mate van het mogelijke, zulkdanige hulp te verlenen als de Raad mocht vragen betreffende de Organisatie aanbelangende kwesties.

ART. VIII.

Niet zelfstandige grondgebieden.

De Internationale Arbeidsorganisatie is akkoord om met de Verenigde Volken mede te werken tot het in werking stellen van de in hoofdstuk XI van het Handvest voorziene beginselen en verplichtingen betreffende de kwesties aangaande het welzijn en de ontwikkeling van de volken der niet-zelfregerende grondgebieden.

ART. IX.

Betrekkingen met het Internationaal Hof van Justitie.

1. De Internationale Arbeidsconferentie is akkoord om alle inlichtingen te verstrekken, die haar door het Internationaal Hof van Justitie zouden gevraagd worden, overeenkomstig artikel 34 van het statuut van het Hof.

2. De algemene vergadering verleent de Internationale Arbeidsorganisatie toelating om het Internationaal Hof van Justitie advies te vragen over rechtskundige aangelegenheden die zich binnen het bestek van haar bedrijvigheid mochten stellen, met uitzondering van dezulke betreffende de wederzijdse betrekkingen tussen de Internationale Arbeidsorganisatie en de Verenigde Volken of andere gespecialiseerde instellingen.

3. Het verzoek kan tot het Hof gericht worden door de Conferentie, of door de Raad van Beheer die van de Conferentie daartoe verlof gekregen heeft.

4. Wanneer zij bij het Internationaal Hof van Justitie een verzoek om advies indient, doet de Internationale Arbeidsorganisatie de economische en sociale Raad mededeling van haar verzoek.

ART. X.

Gewestelijke zetel en bureau's.

1. De Internationale Arbeidsorganisatie, rekening houdende dat het van belang is dat de zetel der gespecialiseerde instellingen in de vaste zetel van de Verenigde Volken gelegen zij, en gelet op de door die centralisering geboden

voordelen, is akkoord om met de Verenigde Volken van gedachten te wisselen alvorens over de ligging van haar vaste zetel te beslissen.

2. In de mate van het mogelijke, zouden de gewestelijke bureau's of de afdelingen welke de Internationale Arbeidsorganisatie mocht oprichten, in nauwe betrekkingen staan met de gewestelijke bureau's of de afdelingen welke de Verenigde Volken mochten oprichten.

ART. XI.

Schikking betreffende het personeel.

1. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie erkennen dat de toekomstige ontwikkeling van een ééngemaakte internationale burgerlijke dienst wenselijk is uit oogpunt van een daadwerkelijke administratieve ordening en komen, te dien einde, overeen het nemen van gemeenschappelijke regelen betreffende het personeel, de methoden en de schikkingen te bevorderen, bestemd om ernstige ongelijkheden in de termen en de voorwaarden van betrekkingen te vermijden, alsmede om mededinging in de werving van het personeel te vermijden en de uitwisseling van personeel te vergemakkelijken om het maximum van voordelen uit hun diensten te bekomen.

2. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie komen overeen in de ruimste mate van het mogelijke, samen te werken om dit doel te bereiken en komen inzonderheid overeen :

a) van gedachten te wisselen omtrent de oprichting van een Commissie voor Internationale Burgerlijke dienst, belast met het verstrekken van raad over de middelen welke het moeten mogelijk maken gemeenschappelijke regelen toe te passen voor de werving van het personeel van de secretariaten der Verenigde Volken en der gespecialiseerde instellingen;

b) van gedachten te wisselen omtrent de kwesties betreffende het gebruik van de ambtenaren en van het personeel, met inbegrip van de dienstvoorwaarden, de duur van de aanstelling, de categorieën van het personeel, de wedden- en vergoedingenschaal, de oppensioenstelling en de rechten op pensioen, alsmede de regelen en de reglementen van het personeel, ten einde zoveel mogelijk op dit gebied gelijkmatigheid te bereiken;

c) bij het ruilen van personeel, samen te werken, wanneer zulks zal wenselijk zijn op een hetzij tijdelijke, hetzij vaste grondslag, daarbij zorg dragend dat de diensttijd en de rechten op pensioen gewaarborgd zijn; en

d) samen te werken tot het oprichten en het in werking stellen van een aangepast mechanisme voor de regeling van de geschillen betreffende het gebruik van het personeel en de desbetreffende kwesties.

ART. XII.

Statistiekdiensten.

1. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie komen overeen een zo volledig mogelijke samenwerking te verwezenlijken, ten einde elk overbodig dubbel personeel te vermijden en met de meeste doelmatigheid hun

technisch personeel te werk te stellen in hun onderscheidenlijke bedrijvigheden betreffende de inzameling, de ontleding, het laten verschijnen en de verspreiding van de statistische inlichtingen. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie komen overeen hun krachten samen te spannen ten einde het grootste nut en het ruimst mogelijk gebruik van hun statistische inlichtingen te bereiken en de lasten van de nationale regeringen en van alle andere organisaties, waarbij die inlichtingen ingewonnen worden, tot het minimum te beperken.

2. De Internationale Arbeidsorganisatie erkent dat de Verenigde Volken het centraal lichaam vormen dat belast is met het inwinnen, ontleden, laten verschijnen, standardiseren en bevorderen van de statistieken die voor de algemene oogmerken van de Internationale Organisatie dienen.

3. De Internationale Arbeidsorganisatie wordt door de Verenigde Volken erkend als zijnde het passend lichaam dat belast is met het inwinnen, ontleden, bekendmaken, laten verschijnen, standardiseren en bevorderen van de statistieken op haar eigen gebied, zonder dat tekort gedaan wordt aan het recht van de Verenigde Volken om in dergelijke statistieken belang te stellen, voor zover zij hoofdzaak zijn voor het nastreven van hun eigen doeleinden en voor de ontwikkeling van de statistieken over de wereld.

4. De Verenigde Volken zullen de administratieve hulpmiddelen tot stand brengen, alsmede de werkwijze door middel waarvan een wezenlijke samenwerking betreffende de statistieken tussen de Verenigde Volken en de aan hen verbonden instellingen zou kunnen verzekerd worden.

5. Het wordt wenselijk erkend dat het verzamelen van statistische inlichtingen niet door de Verenigde Volken of door enige andere gespecialiseerde instellingen herhaald worde, telkens als het mogelijk is de inlichtingen of de documentatie te gebruiken welke een andere instelling kan verstrekken.

6. Ten einde een centrum voor verzameling van de tot algemeen gebruik bestemde statistische inlichtingen op te richten, wordt overeengekomen dat de aan de Internationale Arbeidsorganisatie tot opneming in haar reeksen van basisstatistieken en haar bijzondere verslagen verstrekte gegevens in de mate van het mogelijke ter beschikking van de Verenigde Volken zullen gesteld worden.

ART. XIII.

Administratieve en technische diensten.

1. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie erkennen dat, ten einde de administratieve en technische methodes één te maken en het personeel en de hulpbronnen het best mogelijk te gebruiken het wenselijk is, in de volle mate van het mogelijke, in de schoot van de Verenigde Volken en van de gespecialiseerde instellingen, de oprichting van tegen elkaar concurrerende of van elkaar herhalende diensten te vermijden.

2. Dienvolgens komen de Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie overeen van gedachten te wisselen betreffende het tot stand brengen van gemeenschappelijke administratieve en technische diensten, benevens die welke vermeld zijn in artikelen XI, XII en XIV, in de mate waarin, van tijd

tot tijd, de inrichting en het gebruik van zulke diensten mogelijk en gepast zullen blijken.

3. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie zullen maatregelen treffen aangaande het registreren en het deponeren van de officiële bescheiden.

ART. XIV.

Begrotings- en financiële schikkingen.

1. De Internationale Arbeidsorganisatie erkent dat het wenselijk ware dat nauwe begrotings- en financiële betrekkingen met de Verenigde Volken zouden tot stand gebracht worden, opdat de administratieve werkzaamheden van de Verenigde Volken en van de gespecialiseerde instellingen op de meest doelmatige en de meest zuinige wijze tot goede afloop gebracht worden en opdat het maximum van samenordering en eenvormigheid in die werkzaamheden verzekerd zouden zijn.

2. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie komen overeen in de volle mate van het mogelijke, samen te werken tot het nastreven van die doelstellingen en inzonderheid, van gedachten te wisselen om uit te maken of het zou wenselijk zijn passende schikkingen te treffen voor het laten verschijnen van de begroting van de Organisatie in een algemene begroting van de Verenigde Volken. Elke schikking, welke te dien einde mocht aangegaan worden, zal in een aanvullende overeenkomst tussen de beide organisaties omschreven worden.

3. In de loop van de voorbereiding van de begroting van de Internationale Arbeidsorganisatie zal deze met de Verenigde Volken van gedachten wisselen.

4. De internationale Arbeidsorganisatie is akkoord om jaarlijks aan de Verenigde Volken haar ontwerp van begroting mede te delen, tegelijkertijd als zij het aan haar leden mededeelt. De Algemene Vergadering zal de begroting over het ontwerp van begroting van de Organisatie onderzoeken en aan de Organisatie aanbevelingen kunnen doen betreffende één of meer posten van bedoelde begroting.

5. De vertegenwoordigers van de Internationale Arbeidsorganisatie hebben het recht, zonder stemrecht, deel te nemen aan de beraadslagingen van de Algemene Vergadering of van enige Commissie van deze laatste, te allen tijde, waarop de begroting van de Organisatie of de Organisatie aanbelangende algemene administratieve of financiële kwesties onderzocht worden.

6. De Verenigde Volken kunnen de invordering van de bijdragen van de leden der Internationale Arbeidsorganisatie die eveneens leden van de Verenigde Volken zijn ondernemen, overeenkomstig de schikkingen die, in voorkomend geval, mochten omschreven zijn in een latere overeenkomst tussen de Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie.

7. De Verenigde Volken nemen uit eigen initiatief, of op verzoek van de Internationale Arbeidsorganisatie, maatregelen om studies te maken over de financiële en belastingzaken die de Organisatie en de andere gespecialiseerde instellingen aanbelangen, ten einde gemeenschappelijke diensten tot stand te brengen en op die gebieden eenvormigheid te bereiken.

8. De Internationale Arbeidsorganisatie is akkoord om, in de mate van het mogelijke, de door de Verenigde Volken aanbevolen eenvormige praktijken en regelen na te leven.

ART. XV.

Financiering der speciale diensten.

1. In geval de Internationale Arbeidersorganisatie mocht hebben te voorzien in belangrijke bijkomende uitgaven, nodig gemaakt ten gevolge van een vraag om verslagen, studiën of van bijzondere hulpverlening, vanwege de Verenigde Volken, ingediend luidens de artikelen V, VI, VII of enige andere bepaling van onderhavige overeenkomst, zullen de Internationale Arbeidsorganisatie en de Verenigde Volken van gedachten wisselen om de meest billijke wijze van voorziening in die uitgaven uit te maken.

2. Eveneens zullen de Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie van gedachten wisselen ten einde de billijke maatregelen te treffen om de kosten van de administratieve, technische of fiscale centrale diensten of van enige andere door de Verenigde Volken verleende hulp te bestrijden.

ART. XVI.

Overeenkomsten onder instellingen.

De Internationale Arbeidsorganisatie is akkoord om de Raad bescheid te geven over de aard en de draagwijdte van enige formele overeenkomst tussen de Internationale Arbeidsorganisatie en enige andere gespecialiseerde instelling of inter-gouvernementele organisatie en is namelijk akkoord om de Raad bescheid te geven alvorens zulke overeenkomsten te sluiten.

ART. XVII.

Band.

1. De Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie sluiten akkoord over de vorenstaande bepalingen in de hoop dat zij zullen bijdragen tot het verzekeren van een daadwerkelijke band tussen de beide organisaties. Zij bevestigen hun voornemen alle verdere maatregelen te treffen welke mochten nodig zijn om die band werkelijk doeltreffend te maken.

2. De bepalingen betreffende de in de vorenstaande artikelen van onderhavige overeenkomst voorziene banden zullen, in de mate van het mogelijke, zowel op de betrekkingen tussen de afdelingen en de gewestelijke bureau's, welke de beide organisaties mochten tot stand brengen, als op hun centrale lichamen van toepassing zijn.

ART. XVIII.

Uitvoering van de Overeenkomst.

De Secretaris generaal en de Directeur kunnen alle bijkomende schikkingen aangaan met het oog op de toepassing van onderhavige overeenkomst, welke in het licht van de ervaring van de beide organisaties kunnen wenselijk blijken.

ART. XIX.

Herziening.

Onderhavige overeenkomst kan in overleg tussen de Verenigde Volken en de Internationale Arbeidsorganisatie herzien worden.

ART. XX.

Inwerkingtreding.

Onderhavige overeenkomst treedt in werking zodra zij in de Algemene Vergadering van de Verenigde Volken en de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie zal goedgekeurd zijn.

BIJLAGE VII.

Statistische gegevens over de werking van het Voorzorgsfonds ten behoeve slachtoffers van beroepsziekten.

JAARTAL	A A N T A L	
	aangegeven werklieden	onderworpen werkgevers
1928	ontbreekt	ontbreekt
1929	»	»
1930	»	»
1931	»	»
1932	»	»
1933	31.787	6.585
1934	29.789	6.801
1935	30.371	ontbreekt
1936	35.031	7.190
1937	34.975	4.300
1938	70.540	10.439
1939	62.753	9.430
1940	52.205	8.863
1941	67.198	9.506
1942	62.724	8.258
1943	59.093	7.795
1944	65.109	8.203
1945	71.740	9.527
1946	kan eerst in December 1946 bepaald worden.	

Wij zouden de gezamenlijke statistieken betreffende de beroepsziekten hebben willen aanvullen door aanduiding van het aantal betrokken vrouwen.

Ongelukkig wordt in de documenten, door de werkgevers ingediend ter aangifte van hun aan gevaar van beroepsziekte blootgestelde werklieden, geen onderscheid gemaakt tussen mannen en vrouwen.

Tabel over de ontvangen en aangehouden verzoekschriften.

JAARTAL	ONTVANGEN VERZOEKSCRIFTEN	AANGEHOUDEN VERZOEKSCRIFTEN
1928	64	12
1929	82	48
1930	143	99
1931	162	74
1932	146	75
1933	118	48
1934	132	60
1935	133	79
1936	170	88
1937	174	78
1938	233	103
1939	211	71
1940	111	30
1941	145	32
1942	183	50
1943	275	62
1944	204	52
1945	199	46
1946	232	56
TOTAAL	3.117	1.163

Ernst van de ongevallen bij de oorsprong.

Jaartal	Tijdelijke ongeschikth.	Blijvende ongeschikth.	Overlijden	Hervalling	Totaal
1928	ontbreekt	ontbreekt	ontbreekt	ontbreekt	21
1929	33	5	6	—	44
1930	75	13	8	—	96
1931	60	11	7	—	78
1932	61	11	3	—	75
1933	39	4	5	—	48
1934	45	7	8	—	60
1935	64	9	5	—	78
1936	67	4	8	—	79
1937	61	7	10	—	78
1938	66	26	8	—	100
1939	39	26	9	—	74
1940	25	3	2	—	30
1941	22	—	4	6	32
1942	21	13	7	9	50
1943	33	18	8	3	62
1944	22	18	7	5	52
1945	13	29	3	1	46
1946	15	37	1	3	56
	761	241	109	27	1.159

Tabel over de uitgekeerde vergoedingen (in duizenden franks).

Jaartal	Tijdelijke ongeschikth.	Blijvende ongeschikth.	Renten	Verplegings- kosten	Totaal
1928	49	9	10	ontbreekt	68
1929	97	31	42	»	170
1930	215	70	70	»	355
1931	243	110	98	»	451
1932	253	134	109	»	496
1933	185	153	114	»	452
1934	183	153	112	»	448
1935	228	156	121	»	505
1936	365	194	158	»	717
1937	343	226	167	»	736
1938	351	272	212	»	835
1939	291	373	216	»	880
1940	156	366	268	8	798
1941	112	316	248	22	698
1942	197	462	332	34	1.025
1943	298	630	312	91	1.331
1944	327	746	492	96	1.661
1945	197	906	628	58	1.789
1946	154	1.819	554	39	2.566
	4.244	7.126	4.263	348	15.981

Tabel vergoeding

Jaartal — Sedert	Vergiftiging door lood	Vergiftiging door kwik	Vergiftiging door kolenstof	Vergiftiging door koolwater- stoffen	Vergiftiging door phosphor
	1928	1928	1928	1932	1932
1928	ontbreekt	ontbreekt	ontbreekt	—	—
1929	38	—	10	—	—
1930	95	2	2	—	—
1931	75	1	4	—	—
1932	71	—	4	—	—
1933	43	2	3	—	—
1934	53	1	2	3	—
1935	53	—	3	20	—
1936	38	—	10	34	—
1937	38	1	9	23	—
1938	46	1	17	28	—
1939	44	1	5	10	—
1940	21	—	3	1	—
1941	12	—	2	9	—
1942	8	—	1	9	—
1943	14	—	1	17	—
1944	5	—	—	13	—
1945	5	—	—	11	—
1946	6	1	—	7	—
TOTAL	665	10	76	185	—

Ziehier het aantal vrouwen slachtoffers van beroepsziekten sedert 1927 :

1. Loodvergiftiging : drie.
2. Koolinfectie : twaalf.
3. Vergiftiging door kwik : geen.
4. Vergiftiging door fosfor : geen.
5. Vergiftiging door arsenicum : geen.

anmerking komende ziekte.

Vergiftiging door arsenicum	Vergiftiging door zwavel- koolstof	Pathologische stoornissen door radiumwerking	Epitheelaandoe- ningen van de huid	Pneumocaniosis verwekt door fabriekstof	TOTAAL
1932	1932	1932	1932	1936	
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	48
—	—	—	—	—	99
—	—	—	—	—	80
—	—	—	—	—	75
—	—	—	—	—	48
1	—	—	1	—	61
—	—	1	2	—	79
2	—	—	4	—	88
—	—	—	7	—	78
—	—	1	4	6	103
—	—	4	3	12	89
—	—	1	1	3	30
—	5	—	1	3	32
—	14	1	—	17	50
—	1	1	5	23	62
—	7	2	1	23	51
—	—	1	—	29	46
—	3	—	2	37	56
3	30	12	31	153	1.176

6. Vergiftiging door zwavelkoolstof : geen.

7. Vergiftiging door vluchtige koolwaterstoffen : twee en veertig.

8. Huidkankergezwellen : geen.

9. Pathologische stoornissen door inwerking van radium, X-stralen, enz. : drie.

10. Pneumoconiose : vijf.